

EXPOSITION : La benjamine du mouvement surréaliste, Meret Oppenheim (née en 1913), présente à l'ARC une rétrospective de son œuvre. Sculptures, petites gouaches, tableaux et collages..., métamorphoses d'une création au plus près des rêves, des sentiments, de la vérité intérieure. (Lire l'article de GENEVIÈVE BRÉRETTE.)

commentaires

Le Monde

Les tiroirs s'ouvrent

La publication, par l'éditeur Olivier Orban, de notes prises par Jean Kanapa sur les démarches et les débats des communistes français lors des événements de Tchécoslovaquie, constitue un exemple singulier de « révélation ». Il est rare que des documents inédits, portés à la connaissance du public avec tout un ornement de précautions et de mystère, présentés dans un avertissement anonyme comme explosifs, viennent simplement confirmer non pas même une vérité dissimulée ou officielle, mais la version officielle, hautement proclamée, des faits auxquels ces pièces se rapportent.

La teneur des notes de l'ancien responsable de la politique étrangère du PCF est en effet telle que les dirigeants actuels de celui-ci pourraient se féliciter de voir ainsi authentifiées, par une voie oblique, les explications qu'ils ont toujours données sur le drame qu'avait été, pour eux, l'écrasement du printemps de Prague par les troupes du pacte de Varsovie. Voilà qu'ils protestent, au contraire. Si l'artisan de cette publication voulait mettre la direction du PCF en contradiction avec elle-même, il a atteint son but.

L'INTENTION avouée de celui ou de ceux qui, après avoir divulgué ces documents, ont annoncé leur intention de s'exprimer, cette semaine, sous le pseudonyme de Jean Fabien, est de faire apparaître de façon éclatante le contraste entre l'attitude actuelle des dirigeants du PCF à l'égard de l'Union soviétique (approbation de l'intervention en Afghanistan, en janvier 1980, et de l'instauration de l'état de guerre en Pologne, en décembre 1981; signature d'un communiqué commun Marchais-Andropov sur les euromissiles, en juillet 1983; refus de mettre en cause Moscou dans l'affaire Abouchar, en octobre dernier) et la confrontation assumée par les communistes français, en 1968, On pourrait dire aussi: le contraste entre la fidélité, alléguée par ces dirigeants, à l'attitude qu'avait adoptée, il y a seize ans, Waldeck Rochet et leur renoncement effectif à toute démarche indépendante sur les questions et dans les moments décisifs.

Jean Kanapa est, dans cette affaire, le témoin involontaire, dont les notes fournissent les repères permettant de mesurer l'écart entre ce que le PCF prétend être demeuré le parti qui peut dire « non » à Moscou et ce qu'il est effectivement devenu (ou redevenu). Que l'évolution engagée sous l'autorité de Waldeck Rochet, en 1968, ait été conforme aux souhaits de Kanapa, on peut le déduire de certains actes ou textes officiels inspirés par lui jusqu'à sa mort, en septembre 1978. Que la disparition de celui qui était alors le responsable de la politique extérieure du PCF ait facilité la « normalisation » des rapports entre le parti français et Moscou, c'est probable. Les documents publiés aujourd'hui servent moins, toutefois, à établir l'existence d'une ligne politique ou d'un projet propres à Kanapa qu'à mettre en lumière un épisode dont le rappel doit faire réfléchir les communistes d'aujourd'hui.

CES notes voudraient jouer comme un révélateur. Elles mettent en lumière un renoncement (on même temps que les éléments politiques et psychologiques qui le favorisent et contre lesquels se débattait Waldeck Rochet). Elles montrent aussi qu'au niveau de la direction du parti ou des cercles proches le temps est venu où non seulement « les tiroirs s'ouvrent » — comme le souhaitait Thorez il y a plus de cinquante ans — mais aussi les tiroirs. Lesquels ? Qui en détient la clé ?

A qui Jean Kanapa avait-il pu confier ces notes, et dans quel but ? On peut imaginer que ce responsable communiste avait pressenti la venue d'un moment où il lui faudrait porter témoignage à titre posthume. Avait-il, dans ce cas, choisi parmi ses proches à la direction du PCF ou parmi ses collaborateurs un exécutif testamentaire ? Ce n'est pas impossible, mais ne lui aurait-il pas communiqué, alors, d'autres documents et, parmi ceux-ci, un texte où il prêtait lui-même la parole pour son compte ?

Il semble donc plus plausible que les notes publiées aujourd'hui se soient trouvées dans les mains de leur dépositaire pour d'autres raisons et que leur utilisation présente soit sans rapport avec la volonté de leur auteur ; mais, pour la direction du PCF, cette différence est secondaire.

PATRICK JARREAU.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Laurens,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Laurens, gérant,
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction :
Thomas Fereczi.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 695 F 979 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS 381 F 695 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne (tarif sur demande).

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 2 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 56 p. ; Grèce, 66 dr. ; Irlande, 66 p. ; Italie, 1 600 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,78 fl. ; Portugal, 96 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 ad.

Fichiers et liberté

Cherchant à recouvrer la somme de 321 582,45 francs due par M. X., la direction générale des impôts use de son pouvoir d'application des articles L.262 et L.264 des procédures fiscales du nouveau code des impôts et des articles 1925 et 1926 bis du code général des impôts, qui permet de faire saisir les sommes déposées chez les débiteurs du contribuable indolent. Plus clairement, le Trésor adresse à la banque du contribuable redoublant un « avis à tiers détenteur » qui aura pour effet de faire bloquer les impôts impayés par la banque et de les récupérer. M. X., est un patronyme courant en France, et la recette principale des impôts intéressée n'a pas d'éléments précis pour identifier son débiteur.

Première indignation : comment peut-on ignorer les coordonnées exactes d'un individu qui doit 321 582,45 francs ? L'exécution est dans la somme, pas dans les fichiers ! La preuve : elle interroge son fichier central pour connaître les références bancaires d'une personne du nom de X., (sans précision de prénom et d'adresse). Réponse : trois comptes sont ouverts sous ce patronyme — un à la BNP d'une agence de la banlieue parisienne et les deux autres au Crédit lyonnais, agences de l'Havre-les-Roses et de Villeneuve.

Que va faire le fichier général des temps modernes ? Aucune hésitation : saisir les trois personnes, chacune pour 321 582,45 francs, sans autre vérification, en lançant un « avis à tiers détenteur » à l'encontre des trois agences bancaires concernées. Dans le doute, tenons plutôt que de courir !

C'est grave. Cette pratique est courante et les erreurs fréquentes de la part de ces gens irresponsables, qui ignorent les conséquences de leurs actes. Ils déclarent un privilège inimaginable, qu'ils utilisent comme une lettre de cachet. Une nouvelle fois, l'incompatibilité des fichiers et des libertés est d'actualité.

J.-F. DULOIR
(Thoury-Férottes).

Selon le sociologue Jean Baudrillard, aux professionnels de la politique tendent à se substituer, de Montand à Reagan, des professionnels de la simulation.

L'euphorie sous perfusion

INVITÉ

II. - Le sourire du chef

d'experts, de champions ou de vedettes accorde presque automatiquement une voix dans les affaires publiques.

Yves Montand : l'autre scène vient au secours de la scène politique déshabillée. Mais ne nous faisons pas d'illusions : ce n'est pas le chantre lyrique de la France profonde, ce n'est pas le « parleur franc » de l'homme simple, qui nous touchent, c'est l'efficacité d'un « pro », c'est l'adéquation d'un véritable « pro » à un médium professionnel. Les socialistes ne sont pas des professionnels (ni de l'économie ni du politique), ce sont des confessionnels, qui n'ont à offrir sur scène que le pathétique sentimental de la bonne foi et de l'échec. Il y a donc place pour un autre type de performance, venu d'ailleurs. Ainsi les journalistes aussi ont tendance à envahir la scène politique avec succès, voire la scène littéraire et philosophique. Il n'y a pas de doute qu'Yves Montand-Christine Ockrent serait le meilleur « ticket » d'une future république non politicienne.

La case de Reagan est exemplaire : c'est un acteur professionnel qui a mis fin, avec succès, à l'ère politique des Kennedy en même temps qu'il a traité proprement la politique des affaires. Mais Jean-Paul II est un aussi bel exemple : professionnel des médias, du look évangélique et de la turpocritique, il a complètement bouleversé la scène apostolique. Allons, on peut voir dans les pays de l'Est, des sportifs émérites promus dans la hiérarchie militaire ou politique au seul titre de leurs exploits, ou bien encore un commonisme briller la présidence des États-Unis. Nous allons peut-être voir la république des crochets, des speakers, des sprinters, des sprinteurs. Pourquoi pas ? A Rome, on avait bien couronné un cheval empereur.

Effectivement, c'est plus joyeux comme ça, on échappe au moins à

l'ennui, au phlébotomie sempiternel de nos dirigeants. N'est-il pas plus drôle de voir sourire Reagan sans complexe que de voir Mitterrand sourire sous perfusion ? A l'indifférence des peuples correspond le sourire du chef. Et au fond, si notre société est une société de simulation, ne vaut-il pas mieux que ses dirigeants soient de grands simulateurs, des professionnels de la simulation ? Reagan est certainement le représentant parfait de l'Amérique (qui en cela est une démocratie absolue), il représente la promotion définitive du slogan publicitaire (« Vous êtes les meilleurs ») au niveau politique, la revanche du spectaculaire et du publicitaire sur la politique, et donc aussi la revanche du peuple sur la classe politique. Si vous n'aimez pas ça, tant pis pour vous.

L'ère est au sourire des mutants professionnels et à leur optimisme autorégénérateur. Si vous trouvez que le sourire de Reagan a quand même quelque chose de sépulcral, et rien à envier à l'impérieuse mélancolie des vieillards de l'Est, qui sont, eux, des mutants de la bureaucratie, tant pis pour vous. Mais que Reagan soit une représentation parfaite lui ôte justement toute qualité politique, il n'y a plus aucune dimension politique dans une société qui se confond avec sa vérité incarnée : elle est perdue, c'est l'euphorie stérile qui commence. La politique consiste précisément à se débattre de cette identification fatale, de cette confusion morbide d'un peuple avec le sourire du chef, qui en d'autres temps prit la figure d'une identification fanatique avec le rictus meurtrier du leader. La politique doit séparer, distancer, et il y a un grand danger à confondre le statut politique avec le caractère cinématographique.

La vent a tourné, puisque nous voyons dans l'irruption d'un Montand quelque chose de neuf. Mais il

n'est pas sûr que nous sachions jouer le jeu de cette politique-spectacle aussi bien que le font les Américains depuis toujours avec candeur, dans un pays voué à la confusion des races et des genres. Il y a chez eux un grand naturel et un certain humour dans cette confusion de la scène qui réjouit à notre morale vertueuse. La simplification par la scène n'est pas encore devenue la règle pour nous. Mais il faut nous y faire : non seulement la scène politique mais la scène intellectuelle sera sous peu dominée par le professionnalisme à outrance. C'est là le nouvel esprit public. Il reste absolument incertain de savoir s'il s'agit là d'un progrès salubre de la démocratie ou d'une dégradation irréversible des mœurs. Ou en est-il de cette « sportivité » nouvelle de la vie politique, qui la rapproche, en effet, de la compétition publicitaire, et où l'aide des sondages joue comme les « aides du sport » ?

Dans un monde indistinct, rendu indistinct par l'effacement de la représentation, il n'y a plus, en politique comme en culture, que des effets tourbillonnaires (comme dans un univers de particules), des fissions, des effets spéciaux, des polarisations soudaines, semblables aux effets de mode, des engagements qui n'expriment qu'un engagement de masse désœuvré, un miroir où la masse contemple sa puissance indifférente, qui est de faire basculer l'histoire dans n'importe quel sens — revanche de toute cette longue période où on a voulu l'incliner dans tel ou tel sens.

FIN

JEAN BAUDRILLARD.

[L'article de Jean Baudrillard du Monde du 14 novembre et celui de l'Express du 15 novembre ont été publiés sous le titre « L'euphorie sous perfusion » dans le numéro spécial de la gauche des années 1977 à 1984, qui comprendra également les articles publiés par l'auteur dans le Monde des 21 et 22 septembre 1983 sous le titre « La gauche divine ».]

COURRIER

La politique vue par les P.T.T.

De temps de Giscard
Marianne Logghe
vers la gauche

De temps de
Mitterrand
Marianne Logghe
vers la droite

tous ceux qu'il avait vus dans son enfance.

Questions à poser à nos instituteurs de sondages :

1) Es dehors des banques et des édifices publics, qui déploie en France l'emblème national lors de la fête nationale... ou à tout autre occasion permettant de marquer son patriotisme ?

2) Combien de foyers français possèdent un drapeau ?

Questions stupides, dira-t-on, mais qui en disent plus sur la décadence de l'idée nationale dans l'inconscient collectif que les discours et les appels au rassemblement.

H.P. SMITH
(Sceaux.)

La parole fragile de l'Etat

Que de bruit autour de l'emprunt Giscard... Courtoisement ou à beaucoup moins parlé de la réduction de vingt-cinq à quinze ans de l'exonération de l'impôt foncier sur les propriétés bâties.

Là encore, il s'agit de la remise en cause d'un « acquis », et d'avantage de modifier des engagements de l'Etat. (Les textes relatifs à l'emprunt 1973 le permettaient.)

Ceci a pour effet dans le quartier où l'habite, construit vers les années 65, de plus que doubler brutalement les impôts locaux.

Et je n'ai pas vu MM. Barre, Chirac et Giscard, monter à la tribune pour protester.

Il n'y a pas là — bien sûr — de quoi s'émouvoir outre mesure. C'est cependant au chapitre de la fiscalité que la gauche — pour qui j'ai voté — est particulièrement décevante, continuant d'entretenir comme les gouvernements précédents, la confusion regrettable entre revenus et salaires.

R. LEJEUNE
(Echtralle).

Mouloud Ferrroux, l'écrivain non violent

Je regrette que Jacqueline Sublet dans le Monde daté 28-29 octobre ne retienne de Mouloud Ferrroux que son rôle de directeur d'école et de grammairien.

Mouloud Ferrroux, né en 1913 au cœur de la Grande Kabylie, est l'un des plus importants écrivains algériens de langue française. Le *Fils du pauvre*, un de ses romans les plus marquants, est certainement le reflet de ce que fut la jeunesse difficile de Mouloud, où s'inscrivent au fond de la Kabylie révoltée du prodige. Malgré ce handicap, il sut plus tard espérer la réconciliation des communautés française et algérienne tout en se faisant l'avocat de la lutte du peuple algérien. L'expérience devait cependant lui montrer qu'il n'était pas réaliste d'espérer de la France l'égalité des droits. Son analyse raisonnée des faits rejoint le mouvement spontané de son cœur vers cette solidarité viciérale qui unit ses compatriotes à « ceux qui luttent pour eux et leur permettant d'espérer ».

Cependant, le recours à la terreur pratiqué par les maquisards révolte Ferrroux, le non-violent. Cette position d'espérance en la réconciliation lui valut d'être nommé en 1960 inspecteur chargé de la pédagogie dans les centres sociaux éducatifs (1).

C. DUBREUIL
(Saint-Maur).

(1) Il fut assassiné par un commando de l'OAS le 15 mars 1962.

L'Inde existe

Comment M. Raoul Bertrand peut-il dire (le Monde du 8 novembre) d'une façon aussi catégorique que les Hindous sont méprisés par les Juifs et les Paris ? Si M. Gandhi avait encouragé et financé anticonstitutionnellement les manifestations extérieures des Hindous ? Si M. Gandhi est accusé, bien à tort, d'intolérance, comment explique-t-on qu'elle ait conservé des sikhs parmi ses gardes du corps ?

Il est vrai que l'Inde a beaucoup de problèmes, et même au moment de son indépendance, il s'est trouvé des prophètes pour prédire sa balkanisation. Pourtant l'Inde existe. Finalement, le fait que M. Bertrand envisage la prise de pouvoir par l'armée me semble tout à fait irresponsable de la part d'un « ancien diplomate » de la « République française ».

SENGUPTA DIKSHIT FRASAD
(Paris).

Combien de drapeaux ?

Le correspondant à l'étranger du *New York Times* exprime sa « stupeur » de voir partout dans son pays « plus de drapeaux déployés et de plus grande taille que

LA
Washington

Des l

Esclaves d

Bresil

محضان النحل

LA TENSION ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE NICARAGUA

Washington dément tout plan d'invasion

Les États-Unis ont continué à réitérer, mardi 13 novembre, par l'entremise de différents porte-parole et personnalités officielles, qu'ils n'avaient aucun plan pour envahir le Nicaragua. Ils n'ont pas moins fait état de leur « grave inquiétude », selon le département d'État, face aux livraisons d'armements à Managua, qui « vont au-delà des besoins défensifs de ce pays ».

A Brasília, où il assistait à la réunion annuelle de l'Organisation des États américains (OEA), M. George Shultz, secrétaire d'État, a assuré qu'il ne comprenait pas les mesures de mobilisation générale et l'état d'alerte décrétés à Managua par les sandinistes. « Leurs craintes ne sont fondées sur rien, elles ne servent qu'à exister la population », a-t-il déclaré. Tout cela est « absurde », a estimé, de son côté, le porte-parole de la Maison Blanche.

Les déclarations des dirigeants sandinistes, selon lesquelles les États-Unis s'apprêtent à envahir le Nicaragua, a ajouté M. Shultz, sont « sans fondement ». Le porte-parole du département d'État, M. Romberg, s'est exprimé dans le même sens, qualifiant d'« insulter » les mesures de mobilisation de Managua si elles étaient motivées par « la crainte d'une invasion américaine ». Il a répété que les États-Unis « n'ont pas de plan pour envahir le Nicaragua ».

Le régime de Managua a des « réserves » sur le Honduras et le Salvador, a estimé, de son côté, un porte-parole du département de la défense, tout en ajoutant qu'« il n'y avait pas de preuves solides indiquant que le Nicaragua envisage

d'envahir ces deux pays ». Si ces allégations étaient attaquées par les sandinistes, a-t-il précisé, les États-Unis leur apporteraient toute l'aide nécessaire.

Des manœuvres militaires sont, au demeurant, en cours actuellement au Honduras. Dix mille soldats américains participent à ces exer-

cices qui comprennent l'entretien et la réparation de pistes d'atterrissage, le déploiement de forces navales et aériennes, la formation de personnel des hôpitaux militaires, ainsi que des mouvements anti-guérilla menés conjointement avec les troupes honduriennes.

A Managua, M. Miguel d'Escoto, ministre nicaraguayen des affaires étrangères, a affirmé, mardi, dans une interview à une chaîne de télévision américaine, que le cargo soviétique *Rubin*, parti le 7 novembre dans le port de Corinto, transportait « quelques » hélicoptères soviétiques. Ces appareils seraient de type Mi-24. Le chef de la diplomatie nicaraguayenne a refusé de dire si le navire transportait en outre des Mi-21. « Nous pensons que nous ne devons pas autoriser le gouvernement américain à se comporter comme un officier des douanes à l'égard du Nicaragua », a-t-il déclaré.

« Le Front sandiniste a obtenu 66,97 % des voix aux élections au Nicaragua ». Selon le conseil électoral suprême du Nicaragua, qui a publié le 12 novembre les résultats définitifs des élections du 4 novembre, M. Daniel Ortega, le candidat du Front sandiniste, a obtenu 66,97 % des voix, le FSLN aura 61 des 96 sièges que compte l'Assemblée constituante et législative. Le Parti conservateur démocrate (centre droit) aura 14 sièges, le Parti libéral indépendant (gauche centre droit), 9, et le Parti social chrétien 6 ; les 6 sièges restants reviennent aux partis communiste et socialiste et au Mouvement d'action populaire. — (AFP.)

L'HELICOPTÈRE MI-24 : 350 KILOMÈTRES-HEURE

Rapide et puissant, le Mi-24 est un hélicoptère de combat. Il a été développé en 1973 dans les usines de l'Armée soviétique, spécialement en Allemagne de l'Est ; mais il est aussi en service au Tchad, en Afghanistan, et même, en Afghanistan.

Doté de deux turbines, le Mi-24 peut servir à l'appui de troupes au sol, grâce à son armement contre les blindés adverses, et à la lutte contre d'autres hélicoptères en vol. Pour ces deux genres de missions, le Mi-24 peut transporter des roquettes (au total, jusqu'à 128 roquettes de 57 millimètres), des bombes (quatre bombes de 250 kilogrammes, par exemple), des missiles antiaériens AT-2. Son moteur AT-6 Spiral (au nombre de quatre, au total) lui permet encore, pour l'appui antiaérien rapproché, une vitesse de 12,7 kilomètres à quatre heures (type Gatling) dans le cas d'un tir en continu. Le Mi-24 atterrit des victimes de 350 à 360 kilomètres à l'heure ; son rayon d'action maximum est un peu inférieur à 300 kilomètres.

Des blindés dans Managua

Managua (AFP). — Les chars soviétiques T-55 portés sur des chariots de transport, dans les terrains vagues et dissimulés sous les filets de camouflage piqués de branchages, sont devenus les piliers d'attraction des habitants de la capitale, le lieu de rendez-vous des Nicaraguayens.

Des groupes se sont formés, le mardi 13 novembre, à la sortie des bureaux et des usines, autour des blindés, chacun voulant les voir de près, les toucher, discuter de la valeur militaire de ce matériel et de la capacité de défense de Managua.

Les écoles, plus intrépidement, sont franchement parties à l'assaut des monstres d'acier, avec la complicité bienveillante des équipages.

Plus qu'à la mise en place d'un dispositif de défense, on avait l'impression d'assister à une journée « portes ouvertes » pour la découverte des instruments de la défense, et leur appartenance à un monde un peu de séduction dans une ville soumise depuis quelques jours à une véritable « guerre des nerfs ». Le mardi 12, la mise en alerte générale des forces armées et des milices et la reprise des travaux de défense civile, puis l'installation de blindés aux principaux carrefours de la capitale (où ils faisaient leur apparition pour la première fois) ont achevé de donner à Managua une allure de ville en guerre.

« Les armes du peuple dans les rues de Managua », titre le

mardi 13, au-dessus d'une photo de blindés, le quotidien du Front sandiniste de libération nationale *Barricada*, qui commente : « Un corps d'acier et un moral de fer dans la défense de la capitale. » Paradoxalement, en apparence, ce défilé n'a pas provoqué le frayer, mais plutôt une sensation d'apaisement dans la population.

La crainte d'une invasion américaine imminente persiste. Mais les citoyens y sont maintenant mentalement préparés et ont l'impression que tout a été fait pour y faire face.

« Si les Américains viennent, nous sommes prêts à les recevoir », entend-on dire autour des blindés.

Les dirigeants de la guérilla salvadorienne craignent d'être entraînés dans un conflit généralisé

San-José-de-Costa-Rica. — Les dirigeants de la guérilla salvadorienne, que l'on peut rencontrer à Managua et à San-José, se disent « très préoccupés » par la crise ouverte entre les États-Unis et le Nicaragua, après l'arrivée dans ce dernier pays de matériel militaire soviétique.

Ils redoutent qu'une « aggravation du conflit » et une éventuelle intervention directe ou indirecte, de Washington ne ruine les espoirs de paix suscités au Salvador par la réaction de La Palma, le 15 octobre, contre le président Napoleón Duarte et des représentants de l'opposition armée.

Dans l'hypothèse d'une guerre ouverte au Nicaragua, ils estiment que le Front Farabundo Martí ne pourrait pas « rester inactif ». Selon eux, les forces de la guérilla salvadorienne déclencheraient une offensive généralisée au Salvador même « et tenteraient, d'autre part, de coordonner leurs opérations avec les unités de l'armée populaire sandiniste ».

Les espèrent encore que « ce casus belli sera écarté » et ils attendent, « avec une confiance raisonnable », la réponse du gouvernement Duarte aux propositions qu'ils ont faites concernant la seconde rencontre prévue entre les autorités salvadoriennes et les représentants de la guérilla.

Ce second rendez-vous, qui doit normalement avoir lieu avant la fin du mois de novembre, est prévu au niveau des « commissions » dont la création a été décidée à La Palma. (Il avait été prévu, le 15 octobre, que le gouvernement salvadorien et la guérilla désigneraient chacun quatre membres pour cette commission mixte.)

Les insurgés ont proposé d'élever ce chiffre à six, et il semble que M. Duarte soit d'accord. C'est l'archevêque de la capitale, Mgr Rivera y Damas, la plus haute autorité de l'Église salvadorienne, qui sera le « modérateur ».

L'attitude de l'armée

Une incertitude demeure : quel est l'état d'esprit de l'armée salvadorienne, quatre semaines après La Palma, alors que les engagements entre la guérilla et les forces régulières ont été particulièrement durs et sanglants ? La mort, quelques jours après La Palma, du colonel Domingo Monterrosa et de deux autres officiers (tous trois considérés comme les meilleurs stratèges de la lutte antiguérilla) a été un coup particulièrement dur pour les militaires salvadoriens.

Et la spectaculaire opération hélicoptère engagée dans le Morazan par le colonel Monterrosa contre l'armée

De notre envoyé spécial

révolutionnaire du peuple (ERP) de Joaquín Villalobos, selon les responsables du Front Farabundo Martí, « complètement échoué ».

Autre action notable : l'occupation, la semaine dernière, pendant quelques heures, de la ville de Suchitoto, à une quarantaine de kilomètres au nord de San-Salvador, par les forces du Front.

Selon les porte-parole de la guérilla, « cette action engagée par plusieurs centaines d'hommes avait pour but de récupérer des armes et des munitions, de porter un coup au moral de l'armée en neutralisant la caserne de Suchitoto ». Selon eux, « l'objectif a été atteint ». Suchitoto a été reprise après onze heures de combat, et les pertes seraient très lourdes des deux côtés, semble-t-il. Mais le Front estime avoir apporté la preuve qu'il « n'est pas sur la défensive », comme le prétendent le gouvernement Duarte et les conseillers militaires américains.

En revanche, la mort de Monterrosa (l'officier le plus brillant, favorable au dialogue politique, et favori des Américains pour le poste de commandant en chef de l'armée), et l'action contre Suchitoto peuvent avoir renforcé le courant militaire hostile aux pourparlers avec la guérilla.

Celle-ci affirme « avoir des preuves » d'une tentative de sabotage du dialogue par des membres du secteur privé, de l'armée et de l'extrême droite. Le commandant Roberto D'Aubuisson, candidat malheureux à l'élection présidentielle du printemps et chef de l'ARENA (extrême droite), avait, en particulier, commencé une « tour-

née des popotes » pour « faire le point avec des commandants d'unités ».

Le Front Farabundo Martí et le Front démocratique révolutionnaire (FDR, bras politique de la guérilla) ont mis au net leurs propositions pour le deuxième rendez-vous avec le gouvernement Duarte.

Il s'agit, pour l'essentiel : 1) De lancer l'idée d'un forum ou d'un « dialogue national » entre toutes les parties intéressées ; 2) De définir les moyens permettant d'« humaniser la guerre » (les insurgés suggèrent d'appliquer les termes de la convention de Genève) ; 3) De proposer des trêves successives, la première, à l'occasion de Noël, pouvant s'étendre du 22 décembre au 2 janvier ; 4) De définir les modalités de permission aux insurgés de participer aux élections législatives qui doivent avoir lieu en mars 1985 (ils estiment qu'en cas d'accord il serait raisonnable de repousser ces élections à l'automne) ; 5) De favoriser le retour au Salvador des dirigeants de la guérilla en cas qu'ils puissent faire normalement campagne pour les élections.

En outre, les délégués de la guérilla pourraient s'engager à réduire les « actions de sabotage », en particulier celles qui affectent directement la population civile.

Si tout va bien, si le deuxième rendez-vous au niveau de la commission mixte a bien lieu, si le « dialogue » continue de progresser, une nouvelle rencontre au sommet, cette fois avec MM. Napoleón Duarte et Joaquín Villalobos, pourrait avoir lieu le 15 décembre. Tel est en tout cas le vœu exprimé par les dirigeants de la guérilla.

MARCEL NIEDERGAUG.

États-Unis

La statue de la Liberté entre deux États

Jersey-City. — (AFP). — Un « incident de frontière » a éclaté entre l'État de New-York et du New-Jersey à propos de l'île où se dresse la statue de Liberté, et de Ellis-Island, l'îlot voisin où ont débarqué dans le passé des millions d'immigrants.

Un représentant de l'État de New-Jersey, M. Frank Guarini, qui est également maire de Jersey-City, a annoncé mardi 13 novembre, que avec d'autres responsables de l'État, il avait saisi les tribunaux pour revendiquer ces deux sites historiques.

Le gouvernement fédéral est également propriétaire des deux îles situées sur l'Hudson à environ 600 mètres des côtes du New-Jersey et à 1 200 mètres de celles de New-York, mais c'est ce dernier État qui en vertu d'un traité de 1834, en retire tous les avantages financiers dus à l'afflux des touristes.

Les taxes prélevées par New-York sur les objets vendus aux touristes s'élèvent chaque année à près de 50 000 dollars. Cette somme devrait augmenter considérablement quand la rénovation de la statue de la Liberté sera terminée, normalement en 1986 pour son centenaire, si la construction d'un palais des congrès sur Ellis-Island repart le feu vert des autorités.

Le gouverneur de l'État de New-York, M. Mario Cuomo, a estimé qu'un compromis pourrait être trouvé, mais le maire de la ville de New-York, M. Edward Koch, paraît moins conciliant. « Comme le fit Lincoln en 1861, nous nous battons pour sauvegarder l'union », a-t-il déclaré, tout en ironisant : « Contrairement à celle des Malouines, cette dispute sera résolue devant les tribunaux ».

A TRAVERS LE MONDE

Arabie saoudite

LE ROI A REÇU M. CHIRAC. — Le maire de Paris et président du Rassemblement pour la République (RPR) a été reçu mardi 13 novembre dans une heure par le roi Fahd, avant de repartir pour Paris après une visite d'un peu plus de trois jours en Arabie saoudite (le Monde du 13 novembre). Selon M. Chirac, la conversation a porté sur les questions internationales, et plus particulièrement sur les problèmes de l'Afrique et du Proche-Orient. — (AFP.)

Centrafrique

ERRATUM. — Dans l'article relatant la prise d'assaut d'une ville centrafricaine par des maquisards tchadiens alliés à des opposants au régime de Bangui paru dans nos éditions du 14 novembre, il fallait lire : « un groupe de Centrafricains se réclamant des généraux François [et non François] Bozize et Alphonse M'bakou (...). » D'autre part, ce sont les partisans des deux généraux centrafricains qui sont réfugiés au Tchad, le général Bozize ne se trouvant pas sur le territoire tchadien.

Maroc

VISITE DE M. RAYMOND BARRE. — M. Raymond Barre effectuera une visite au Maroc du 29 novembre au 3 décembre, à l'invitation du comité marocain de la chambre de commerce internationale (CCI). L'ancien premier ministre donnera une conférence sur les politiques de développement et aura des entretiens avec des dirigeants des secteurs publics et privés du royaume, a annoncé l'Agence de presse marocaine MAP. M. Barre s'était rendu fin octobre en Algérie. — (Reuters.)

URSS

M. RÉGIS DEBRAY EN « VISITE DE TRAVAIL » EN URSS. — M. Régis Debray, chargé de mission auprès du président de la République, est arrivé lundi 12 novembre en « visite de travail » à Moscou. M. Debray se rendra, après son séjour dans la capitale, à Leningrad et en Asie centrale.

Zimbabwe

LES DEUX MINISTRES DE LA ZAPU DÉMIS DE LEURS FONCTIONS. — Trois jours après l'assassinat d'un dirigeant de son parti (le Monde du 11-12 novembre), le premier ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, a entièrement rejeté dans l'opposition, lundi 12 novembre, la ZAPU, le parti de son rival M. Joshua Nkomo, en révoquant les deux ministres de cette formation encore au gouvernement. Cette nouvelle radicalisation de la vie politique au Zimbabwe intervient à l'approche des élections grâce auxquelles M. Mugabe espère obtenir un mandat pour faire de sa formation, la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe), le parti unique. La ZAPU (Union populaire africaine du Zimbabwe), qui dément soutenir la dissidence armée dans l'ouest du pays depuis 1982, rejette ce projet. M. Mugabe, ministre des ressources hydrauliques, et John Nkomo, ministre auprès du vice-premier ministre, ont été démis de leurs fonctions. Selon le communiqué de M. Mugabe, ils sont écartés en tant que « hauts responsables de la ZAPU, parti qui a continué ses actes de violence contre le peuple du Zimbabwe et dont les bristols les plus récents ont dirigé contre nous, parti, la ZANU ». — (AFP.)

Mexique

Esclaves de la marijuana

Mexico (AFP). — La police mexicaine a procédé au cours de ces derniers jours à une saisie record dans l'histoire du pays : au moins 8 000 tonnes de marijuana. Cette opération a provoqué la fuite dans le désert — et, dans certains cas, la mort — de milliers de paysans qui travaillaient sous la menace pour les trafiquants de drogue dans des conditions proches de l'esclavage.

Plusieurs paysans, pris de peur, s'étaient enfuis au moment de l'irruption de la police dans leurs campements, situés dans une zone désertique de l'État de Chihuahua, dans le nord du pays. Ils sont morts de soif et de faim, a indiqué la police, sans préciser le nombre de cadavres découverts. Des policiers, à bord d'hélicoptères, cherchaient, le mardi 13 novembre, à localiser les centaines de personnes errant encore dans le désert, pour les persuader qu'elles ne feraient l'objet d'aucune poursuite judiciaire.

L'opération policière avait commencé le 8 novembre dans une zone située non loin de la frontière

avec les États-Unis. Ce jour-là, les autorités avaient saisi 2 000 tonnes de marijuana, d'une valeur estimée à 10 millions de dollars, ainsi qu'une soixantaine de véhicules destinés au transport.

Trois cents personnes ont été arrêtées au cours de l'opération, qui devait permettre, en outre, de découvrir l'existence de cinq campements où survivaient, dans des conditions misérables, environ trois mille paysans — hommes, femmes et enfants — contraints de travailler pour les trafiquants.

En s'enfonçant dans le désert, la police mexicaine devait découvrir, le 11 novembre, dans la Sierra de Chichote, 6 000 autres tonnes de marijuana entreposées dans plusieurs dépôts gardés par des hommes armés. Ces derniers ont été arrêtés et plusieurs laboratoires ont été détruits.

Dix-sept heures de travail par jour


L'opération a mis en évidence les conditions de vie dramatiques des paysans utilisés par les trafiquants de drogue. Travaillant de 5 heures à 22 heures, ils étaient chargés de récolter et de traiter la chaux, afin de permettre le départ quotidien de quinze camions remplis de marijuana vers les États-Unis. Le soir, ils étaient parqués dans des hangars, où les surveillaient en permanence des hommes armés.

Venant de zones éloignées, mais aussi de régions situées à plus de 1 000 kilomètres, les paysans étaient arrivés dans ces campements le 10 octobre dernier. Certains ont affirmé qu'ils avaient été recrutés pour aider à des récoltes de pommes. Les trafiquants leur avaient promis une paie journalière de 4 000 pesos (environ 180 francs), qu'ils n'ont évidemment jamais reçue.

Brésil

MEURTRE D'UN JOURNALISTE. — Un rédacteur du *Correio brasileiro*, Mario Eugenio de Oliveira, a été tué à coups de carabine par trois inconnus dans la nuit du 11 au 12 novembre, a annoncé la police de Brasília. Le journaliste dénonçait depuis plusieurs mois les activités des Ecuadros de la mort dans les villes-satellites de la capitale, en particulier Ceilandia, l'un des lieux les plus marqués par la violence de tout le pays. Dans un communiqué publié le mardi 13 novembre, le syndicat des reporters du district fédéral (Brasília) a accusé le chef de la police locale, le colonel Lauro Rêth, d'être impliqué dans ce crime. — (AFP.)

Bertrand POIROT-DELPECH



L'ÉTÉ 36 roman

« Parfaitement maître de sa plume, l'auteur touche ici à tous les genres : la satire, la farce, la comédie de mœurs, le chant d'amour, l'intrigue policière... » Jacqueline Platter *Le Monde*

« Ces deux cent quatre-vingt-quatre pages se lisent en une nuit car elles sont pleines d'intelligence et de drôlerie. » Frédéric Fenech *Le Nouvel Observateur*

GALLIMARD *nrf*

ASIE

Inde

En annonçant les élections pour le 24 décembre M. Rajiv Gandhi prend de court une opposition désorganisée

New-Delhi. — Deux semaines exactement après l'assassinat d'Indira Gandhi, la « plus grande démocratie du monde », selon l'expression consacrée, entre officiellement en période électorale. Les élections générales visant à renouveler le Lok Sabha, la Chambre du peuple indien, auront lieu le 24 décembre 1984, dans toute l'Inde, à l'exception de deux États : l'Assam au nord-est, et le Pendjab au nord-ouest.

Dans les régions rurales et populaires où cela sera nécessaire, une seconde journée de scrutin est prévue pour le 27 décembre (dans le Maharashtra, l'Uttar-Pradesh, le Madhya-Pradesh, l'Andhra-Pradesh, le Rajasthan et le Karnataka notamment). Cinq cent quarante-deux sièges de député, moins quatre en Assam et treize au Pendjab, sont à pourvoir. Un peu plus de 378 millions d'électeurs sont inscrits sur les listes, et, en jugeant par les scrutins antérieurs, au moins

230 millions d'entre eux (60 à 65 %) se rendront aux urnes. Indira Gandhi tenait au déroulement du scrutin à la date normale — la présente législature prend fin le 20 janvier 1985 — et le parti gouvernemental avait commencé, plusieurs semaines avant sa mort, tous les préparatifs nécessaires. La sélection définitive des candidats du Congrès-Indira, amorcée par M. Rajiv Gandhi et son équipe début octobre, devrait être terminée d'ici quelques jours.

L'opposition, qui a applaudi à l'annonce de la consultation, paraît en revanche toujours aussi désorganisée. Les accords de désistement entre ses grandes formations restent encore à négocier. Au mieux, les électeurs auront à choisir entre deux coalitions d'idéologie diamétralement opposée : l'une réprouve de gauche avec les deux partis communistes et quelques petits mouvements socialistes, et une de droite regroupant les deux partis Jaat (du peuple) et le nouveau Parti des

De notre correspondant

intouchables, des paysans et des travailleurs, fondé récemment par M. Charan Singh (quatre-vingt ans), ancien premier ministre.

Au total, plus de cinq mille candidats appartenant à quarante-cinq partis régulièrement enregistrés — dont sept seulement ont une envergure ou une prétention nationale — solliciteront les suffrages du peuple pour siéger à la huitième Chambre basse de l'Inde indépendante. Près d'un demi-million de bureaux de vote et trois fois plus d'urnes seront installés à travers le pays.

Dans un certain nombre d'États et de territoires de l'Union (Manipur, Arunachal-Pradesh et Goa), les électeurs seront simultanément invités à renouveler les membres des assemblées locales. Les trente millions d'inscrits dans le Tamil Nadu, à la pointe sud de l'Inde, pourraient bien être appelés d'ici une semaine à faire de même.

L'inquiétant silence du Pendjab

Dans le Pendjab, officiellement, « les conditions de sécurité ne permettent pas pour le moment le bon déroulement de la consultation », a-t-il été expliqué. En fait, depuis l'assaut du Temple d'or sikh en juin dernier, c'est l'armée et la police qui contrôlent virtuellement l'État, et personne ne sait trop bien s'il sera un jour possible de rendre le pouvoir à une équipe civile démocratiquement choisie. Le régime d'administration directe par New-Delhi a été renouvelé pour une troisième période de six mois le 5 octobre dernier par Indira Gandhi elle-même.

Avant l'assassinat du premier ministre, on laissait bien entendre

ici et là que l'armée serait retirée de la région avant la fin de l'année, de manière à permettre le rétablissement du processus électoral. Mais, depuis le jour sombre du 31 octobre, il n'est évidemment plus question. Le silence en provenance du Pendjab, l'état privilégié des sikhs, est aussi artificiel qu'inquiétant. La presse y est toujours muette, mais chacun sait bien que l'humour général est plutôt belliqueux.

La rapidité avec laquelle M. Rajiv Gandhi a sommairement décapité les services de renseignements et de sécurité, coupables des graves régressions qui ont conduit aux violences de la semaine passée, a rassuré les gens sur sa fermeté et impressionné jusqu'aux chefs de l'opposition. L'Inde, pour l'instant, est sous le charme, le style du dernier des Nehru la séduit, et tout lui semble permis.

« Rien n'est plus important que l'unité et l'intégrité de notre nation, avait déclaré le chef du gouvernement, le 12 novembre, dans son allocution radiotélévisée (le Monde du 13 novembre), l'Inde est à nous tous, elle est une et indivisible. » Après avoir réaffirmé sa foi dans « le socialisme et la planification qui ont permis notre développement », M. Rajiv Gandhi s'est tourné vers l'imposante et largement inefficace administration. « Je veux améliorer la qualité des services dus au peuple, a-t-il déclaré (...). Je veux assurer à tous (les fonctionnaires) que s'ils travaillent avec intégrité et dévouement une protection totale contre les pressions et interférences extérieures leur sera assurée. Mais je veux aussi leur dire qu'il n'y aura pas de quartiers pour la corruption, la paresse et l'incompétence. »

PATRICE CLAUDE.

Chine

Le ministère de la sécurité publique annonce une baisse du taux de criminalité

De notre correspondant

Pékin. — Pour la première fois, ce mercredi 14 novembre, le Gong'an Bu, ministère de la sécurité publique, a sacrifié au rite de la conférence de presse. Son porte-parole, M. Wang Jingrong a fait le bilan de la campagne contre la criminalité lancée durant l'été 1983, marquée par des milliers d'arrestations (1), et donné les grandes lignes de la politique officielle de maintien de l'ordre.

M. Wang, qui est aussi directeur de la recherche au ministère s'est refusé à fournir des chiffres sur les exécutions et sur le nombre de détenus, car cela « relève du domaine judiciaire ». Il a toutefois indiqué que le taux de criminalité, qui était passé de trois pour dix mille dans les années 50 à huit au lendemain de la révolution culturelle, était redescendu, grâce à cette campagne, à cinq (2).

En un an, 120 000 délinquants se sont livrés d'eux-mêmes, 70 000 ont été remis à la police par de bons citoyens, qui lui ont également fourni 1,78 million d'informations. Durant la même période, le nombre de délits (parmi lesquels plus de 70 % de vols) a baissé de 30 %.

« Éléments négatifs »

Il a été difficile d'en savoir plus. M. Wang a cependant affirmé qu'il n'existait pas en Chine de « prisonniers politiques », mais qu'il y avait dans les prisons des « contre-révolutionnaires », « en très petit nombre ». Les « espions et agents spéciaux » sont du ressort de la sécurité d'État, les autres de la sécurité publique. Les caractéristiques du délit d'acte « contre-révolutionnaire » sont clairement définies par la loi, a-t-il précisé.

« Dans un pays grand comme le nôtre, il est bon d'avoir quelques exécutions capitales pour éduquer

les autres criminels », a encore dit M. Wang. Les médias continuent d'ailleurs de faire état de ces exécutions de « criminels » ou d'« espions ». Le 7 novembre, le *Guangming Ribao* (Clarté) a ainsi annoncé l'exécution d'un homme accusé d'avoir gagné 470 000 yuans dans le trafic du charbon.

La campagne contre la criminalité semble liée à la politique de modernisation économique et d'ouverture vers l'extérieur. « Cette politique est correcte. Cependant, en s'ouvrant, on laisse inévitablement entrer des éléments négatifs qui peuvent avoir une mauvaise influence sur les jeunes », a dit M. Wang, reprenant un thème utilisé depuis quelques temps par la presse. Il s'agit ainsi sans doute à la fois de rassurer les militants inquiets d'une libéralisation à laquelle des décennies de bureaucratisme ne les avaient guère préparés, et de protéger le régime contre les effets pervers de cette modernisation, caractérisée par le slogan : « Enrichissez-vous ! ».

Il en résulte un renforcement visible des activités de la police. La Chine a rejoint Interpol en septembre. Une exposition de matériel policier a eu lieu à l'automne à Pékin. La formation de maîtres-chiens se développe. Tous les policiers vont devoir retourner à l'école et l'on cherche à recruter de plus en plus de diplômés. Les dix-sept universités et instituts de police, et les écoles spécialisées ont formé 40 000 personnes en cinq ans et hébergent actuellement 35 000 élèves.

PATRICE DE BEER.

(1) Voir le récent rapport d'Amnesty International sur la Chine (le Monde du 27 septembre).
(2) Selon le ministère de la justice, ce chiffre serait même proche de trois pour dix mille.

Thaïlande

APRÈS LA DÉVALUATION DU BAHT Le chef de l'armée a choisi de s'incliner devant le pouvoir civil

Correspondance

Bangkok. — Une volte-face du général Arthit Kamlang-Ek, commandant suprême de l'armée royale thaï, vient de mettre fin à la tension qui régnait depuis plus d'une semaine entre le gouvernement et les forces armées à la suite de la dévaluation, le 5 novembre, du baht (le Monde du 9 novembre).

Tenu secrète pour d'évidentes raisons d'efficacité, ignoré même de certains ministres en vue d'éviter fuites et spéculations, qui auraient mis en péril l'opération, la dévaluation de 17,3 % de la monnaie thaïlandaise avait provoqué la colère du commandant suprême. Il était apparu sur les écrans d'une chaîne de télévision contrôlée par l'armée pour clamer son mécontentement et mettre le premier ministre, le général Prem, en demeure de procéder à un remaniement ministériel. Le premier visé étant le ministre des finances, peu populaire chez les militaires en raison, notamment, de son opposition à l'achat d'avions américains F-16.

Le commandant suprême, dont les ambitions politiques ne sont un secret pour personne, évoquait ensuite le « chaos politique » qui ne manquerait pas de s'installer dans le pays en raison des frustrations de la population. En même temps, plusieurs hautes personnalités militaires remettaient au général Prem une vive demande, elle aussi, avec insistance un remaniement du gouvernement.

Dans le passé, c'est toujours en invoquant un risque de « chaos politique » que l'armée avait déclenché ses coups d'État contre le pouvoir civil. À la fin de la semaine dernière, nombreux étaient les observateurs en poste à Bangkok à estimer qu'une fois de plus les conditions étaient réunies pour une nouvelle épreuve de force entre le premier ministre et son ancien allié, le général Arthit.

D'autant que plusieurs syndicats promettaient manifestations et grèves si le gouvernement ne revenait sur sa décision ou ne la contrebalançait pas par des hausses de salaires à effet rétroactif. Chacun sachant, au demeurant, que la plupart des syndicats en question sont proches de milieux militaires.

Puis, soudainement, le lundi 12 novembre, s'adressant à quelques centaines de citoyens venus lui

moigner de leur soutien, le général Arthit affirmait qu'il préférerait « faire la paix plutôt que la guerre », qu'il ne voulait le départ de personne, et que l'armée ne désirait en rien forcer la main des autorités civiles.

Face à la crise, le général Prem, relevant à peine de maladie, n'a pas cédé. Il a bénéficié non seulement du soutien de son cabinet et des partis de la coalition au pouvoir, mais aussi de la confiance de la plus grande partie de la population. Sa réputation d'homme intègre l'a, une fois de plus, bien servi. Mais ce fut aussi l'occasion de constater que de larges secteurs de l'armée lui consacraient leur appui et qu'il avait convaincu le général Arthit, dans sa précipitation, d'avoir un peu plus de son ardeur d'homme fort et salvateur.

La démocratie, une fois de plus, a tenu bon. Mais il appartient maintenant au gouvernement de démontrer qu'il est en mesure de contrôler les retombées sociales de la dévaluation et d'empêcher les spéculations abusives sur les produits importés.

JACQUES BEKAERT.

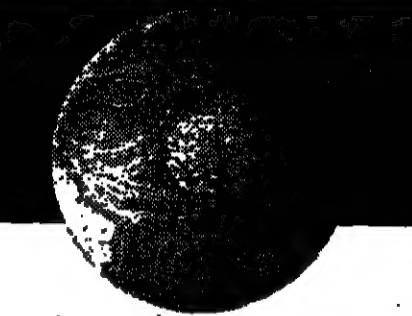
Afghanistan

PLUSIEURS CENTAINES DE RÉSISTANTS PRISONNIERS AURAIENT ÉTÉ MASSACRÉS

Selon des sources diplomatiques occidentales à New-Delhi, les troupes soviéto-afghanes ont massacré le mois dernier plus de quatre cent cinquante résistants afghans à Hezarajat, au nord-ouest de Kaboul.

Les insurrections, indiquent les mêmes sources, étaient renaissantes dans un fort degré par les troupes soviétiques et gouvernementales afghanes. Ils avaient dû se rendre lorsqu'ils s'étaient trouvés à court de munitions. Ils ont alors été déarmés, et des officiers soviétiques ont donné l'ordre de les exécuter, ont précisé les diplomates.

Ces derniers ont indiqué que le massacre avait eu lieu il y a quatre semaines environ, sans pouvoir en donner la date exacte. L'agence officielle afghane Bakhtar annonce d'autre part que plus de cent soixante « éléments contre-révolutionnaires » ont été tués ces derniers jours dans une autre région, la province de Takhar, et que quatre chefs rebelles ont été capturés.



LE MONDE
diplomatique

NOVEMBRE 1984

La foire aux libertés (III)
LE CARCAN LIBÉRAL
(Claude Julien)

DOUBLE DURCISSEMENT
A L'EGARD DES DROITS DE L'HOMME
Extraditions et immigration
(Maurice Lemoine)

COPIER LE JAPON ?
Performances économiques
et choix de société
(Théo Bouwman)

COMMENT RECONSTRUIRE LE TCHAD
Culture arabe et culture africaine
(Gérard Galster)

**L'EXIGENCE DÉMOCRATIQUE
EN AMÉRIQUE LATINE**

- Le retour en force des régimes civils (Françoise Barthélemy).
- Nicaragua : des élections au service du développement (Gustave Massiah et Christian Turin).
- Argentine : le gouvernement radical et le temps perdu (Carlos Gabetto).
- Bolivie : le président pris entre deux feux (Christian Rudel).
- Paraguay : le libéralisme contre le spectre de Sender lumbao (Yvon Le Bot).

Un roman de Miguel Bonasso :
« SOUVENIR DE LA MORT »

- La querelle sur la légitimité des communistes italiens (Jean Rony).
- La filière nucléaire française (II) : Des Superphénix pour le tiers-monde ? (Ignacy Sachel). — Quand les experts tiennent les citoyens à l'écart (Martine Barrière). — Technostratégie et démocratie (Alain Joss).
- M.M. Reagan et Mondale aux prises avec les déficits et la immigration (Thomas Farguson et Joel Rogers).
- Immigrants de tiers-monde aux États-Unis : la tentation du verrouillage (Schaffeld Coryell).
- La Thaïlande conteste les frontières héritées de la colonisation (Phouphanh Ngacayvath).
- CAMERAS POLITIQUES : Tensions et émotions du journal télévisé (Ignacy Ramonet, Jean Gouazé et Jean-Pierre Desautels).
- LES LIVRES DU MOIS : « L'Afrique en Amérique latine » (Yves Florenne). — « La Pénitence », d'Isaac Bashevis Singer (Micheline Pauner). — « Les Phéniens », de Tchicaya U'Tamsi (Jane Hervé).

EN VENTE : 11 F, CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Indira Gandhi, le Pakistan, l'URSS et la Chine

Dans l'interview qu'elle avait accordée peu avant sa mort à M. Marie-France Gaudet pour la revue *Géopolitique* — qui paraîtra le samedi 17 novembre, — Indira Gandhi avait évoqué différents problèmes régionaux, et notamment les risques que présentait à ses yeux la situation en Afghanistan.

« Le Pakistan a profité de la situation en Afghanistan pour obtenir des transferts de technologie et la fourniture d'armement sophistiqués de la part des États-Unis, et un soutien financier, essentiellement de l'Arabie saoudite, mais aussi d'autres pays. C'est pour cette raison que nous avons sollicité l'aide de l'URSS, qui a refusé, car elle ne voulait pas s'engager. Je ne crois pas que l'Union soviétique se laisse entraîner plus loin qu'elle l'est déjà. Et je ne crois pas qu'elle s'arrête intervenant en Afghanistan si elle n'avait pas eu la certitude que le régime de l'époque, au départ totalement prosoviétique, était réellement très conservateur et socialement arriéré. »

« Nous nous efforçons de faire en sorte qu'à long terme des problèmes ne naissent pas à nouveau entre l'Inde et le Pakistan. (...) Je ne sais pas s'il y aura des difficultés autres que celles créées par les réfugiés entrant au Pakistan. Il y a dans ce pays des facteurs intrinsèques de déstabilisation qui n'ont aucun rapport avec l'Afghanistan ou l'Union soviétique. Les Afghans n'ont jamais été capables de venir à bout des populations frontalières de la province du Nord-Ouest. »

Interrogée sur les « convergences objectives » entre la position de l'Inde et celle de l'URSS, Indira Gandhi répondait :

« Je dirais les choses autrement. Je dirais que ce sont les Soviétiques qui nous inquiètent — quand le diable est à nous, je ne fais pas seulement allusion à l'Inde, mais aussi à tous les pays en voie de développement, au groupe des « 77 ». Il n'y a pas de

doute, par exemple, que nous sommes les héritiers naturels, et pour cause, d'une tradition anticolonialiste et antioccidentale qui, pour d'autres raisons, peut être celle de l'Union soviétique. »

À propos des menaces présentées par l'idéologie totalitaire, elle ajoutait : « Bien sûr, nous sommes menacés : menacés par le communisme, menacés aussi par l'extrême droite qui n'est pas tant à droite sur le plan économique que chauvine et bornée sur le plan religieux, et dans son attitude générale à l'égard du monde. Et les deux se rejoignent. »

S'agissant, enfin, de la Chine et de ses relations avec ses voisins, Indira Gandhi déclarait :

« Nous ne pouvons pas, finalement, la Chine se tourner vers le Japon ou vers la Russie soviétique, ou si elle restera telle qu'elle est. Les dirigeants de la Chine paraissent encore divisés à cet égard... Ce qui est certain, c'est que les Chinois sont expansionnistes. Non seulement ils veulent annexer des parcelles de territoire vietnamien, mais aussi celles des pays limitrophes, dont une partie substantielle de l'Inde. Ils en occupent effectivement déjà une zone importante, essentiellement montagneuse. »

« Maintenant, ils revendiquent même des régions habitées par les Indiens. Leurs revendications se fondent sur des cartes anciennes. Mais, si l'on se réfère à ces cartes-là, alors la région de Kalash, c'est-à-dire le Tibet, devrait être considérée comme partie intégrante de l'Inde. Que penseraient les Européens si l'on déterminait leurs frontières à partir de cartes anciennes ? Je vous fais remarquer, en outre, que la Chine poursuit son programme nucléaire et fournit dans ce domaine son assistance au Pakistan. »

AVANT TRAVAUX DE RENOVATION

LIQUIDATION

(PAR AUTORISATION PRÉFECTORALE (LOI DU 20/12/1968) chet)

JEAN PIERRE

PRÊT À PORTER DE LUXE POUR HOMMES

18, Bd HAUSMANN - PARIS 9ème

DEPUIS L'INVASION DE L'AFGHANISTAN

Les rapports entre Russes et musulmans se sont dégradés en Asie centrale-soviétique

par ALEXANDRE BENNIGSEN (*)

Il est courant, en Occident, d'entendre dire que les Soviétiques mènent en Afghanistan une « guerre au rabais ». Les pertes humaines, si spectaculaires soient-elles parfois, restent relativement peu importantes et le bilan économique et financier de l'opération est largement compensé par le bénéfice stratégique de l'occupation de l'Afghanistan. Cette guerre offre même à l'armée soviétique l'avantage d'un excellent champ de manœuvres pour les troupes et un incommensurable terrain d'expérience pour les armes nouvelles.

Une telle situation peut se prolonger à l'infini sans pour cela ébranler le régime soviétique.

Il faut se méfier de ces *a priori* simplistes et même faux qui ne tiennent pas compte de la dimension géo-politique de la guerre soviéto-afghane.

Un rappel de la situation actuelle de l'Asie centrale est nécessaire pour mieux comprendre les données de la politique soviétique. Dans cette région de l'URSS vivent quelque trente millions de musulmans (Turcs ou Iraniens) pour une population totale de quarante millions avec les Russes (les musulmans en URSS doivent être aujourd'hui au nombre de quarante-sept millions à cinquante millions, ce qui représente 18 % à 19 % de la population totale de l'Union soviétique ; avec leur croissance démographique rapide, on estime que, en l'an 2000, ils seront soixante-cinq millions à soixante-vingt millions). Pendant un demi-siècle, ces musulmans soviétiques ont vécu complètement coupés du *Dar al-Islam* par un rideau de fer impénétrable à toute contamination idéologique venant de l'extérieur.

Or, vers 1969, le gouvernement de Brejnev donna une orientation nouvelle à sa politique islamique. Le rideau de fer fut levé et il fut décidé que l'Asie centrale servirait de base de départ à la pénétration soviétique dans le monde musulman en même temps qu'elle offrirait un modèle de modernisation, une vitrine de la réussite socialiste en terre d'islam plus propice à leurs yeux que l'exemple capitaliste. Alors, les universités des républiques musulmanes s'ouvrirent largement aux musulmans étrangers et, parmi eux, à de nombreux Afghans.

Les contacts entre l'Asie centrale et l'Afghanistan se sont encore intensifiés depuis les événements de décembre 1979. Des Afghans qui ne sont pas tous des marxistes viennent en Asie centrale. Pendant l'été 1984, il y avait en URSS plus de vingt-cinq mille étudiants afghans. La plupart sont des nationalistes cachant mal leur haine des Russes et de l'URSS. En retour, des Tadjiks, des Ouzbeks et des Turkmènes soviétiques se rendent en Afghanistan.

La propagande des résistants

Des émissions de radios étrangères (Radio afghane libre incluse) sont écoutées dans toute l'Asie centrale. Depuis 1982, la propagande des moudjahidines circule sous forme de *chabnamas* et de brochures en russe et en ouzbek introduites en contrebande.

Depuis 1953, la presse soviétique d'Asie centrale fait état des passages de plus en plus fréquents des frontières turkmènes et tadjiks par des prédicateurs-propagandistes-saboteurs afghans. En 1984, la presse de Kirghizie (*Sovetskaya Kirghizia*, de Frounze, 30 juin 1984) notait l'apparition dans la capitale kirghize de brochures de propagande religieuse et nationaliste publiées en russe à Peshawar par des moudjahidines afghans. Enfin, il est confirmé par des visiteurs récents d'Asie centrale que la population autochtone suit de très près les événements qui se déroulent sur l'autre rive de l'Amou Daria.

Quel est aujourd'hui, pour l'Asie centrale, le bilan des répercussions politiques de quatre années de guerre avec l'Afghanistan ?

L'étude des sources soviétiques elles-mêmes en permet l'analyse sous plusieurs points.

En premier lieu, on peut observer que les rapports entre les autorités soviétiques et les musulmans d'Asie centrale se sont aggravés. Il faut se remémorer que, sous l'influence de Staline en 1944, un concordat entre le gouvernement soviétique et les chefs religieux musulmans avait été établi dotant l'islam officiel d'une administration propre, jetant ainsi les bases d'une coexistence entre les deux parties. Et, depuis 1970, Brejnev avait favorisé une véritable coopération fondée sur des engagements réciproques.

On pouvait alors prendre en compte :

1) De la part des autorités soviétiques :

- Un ralentissement très net de la propagande anti-islamique ;
- L'ouverture de nouvelles mosquées ;
- L'autorisation de publications religieuses ;
- La formation, en 1971, d'un nouvel Institut supérieur d'études islamiques « Imam al-Bukhari » à Tachkent, et même le projet (mais l'affaire en est restée là) d'une nouvelle *madrasa* à Samarkand.

2) De la part des musulmans :

- Une participation du « clergé officiel » à la politique islamique du gouvernement soviétique ;
- Visites des pays musulmans par les muftis soviétiques devenus ambassadeurs de prestige ;
- Organisation de conférences internationales islamiques ;
- Réception par centaines de chefs religieux étrangers.

Dix années durant, cette politique comme un plein succès et permit à l'URSS de se poser en véritable puissance musulmane (la cinquième du monde par le nombre de ses musulmans) aux yeux de tout le *Dar al-Islam* et non plus seulement en « amie de l'islam ».

L'incompatibilité du communisme et de l'islam

Deux événements majeurs, à savoir la Révolution islamique iranienne et la guerre avec l'Afghanistan, eurent à l'automne de l'année 1980 une répercussion immédiate sur cette coopération, entraînant :

- La suppression des conférences islamiques en Asie centrale ;
- La limitation des visites des muftis soviétiques aux pays amis de l'URSS, Yémen du Sud, Libye, Syrie...

- La diminution des délégations étrangères en visite en Asie centrale.

En même temps, on pouvait constater une reprise brutale, instantanée, de la propagande anti-islamique. L'illustration la plus frappante en est donnée dans le domaine des publications. Si en 1980 on comptait vingt-quatre ouvrages et brochures de propagande publiés en URSS, dès 1982, leur nombre s'élevait à trente-sept et, en 1984, à environ soixante-douze dont cinquante-trois pour l'Asie centrale seule, treize pour le Caucase et six pour Moscou et Kazan. Le style lui-même s'est modifié, durci et témoigne de la violence pratiquée durant l'ère stalinienne. Ce n'est pas l'explication idéologique qui domine en faisant prévaloir la supériorité du matérialisme sur l'idéalisme, mais bien l'incompatibilité absolue du communisme et de l'islam qui est réaffirmée. En découle la nécessité impérieuse de rendre toutes les croyances religieuses et de détruire les survivances islamiques le plus radicalement possible.

En second lieu, on voit apparaître presque au grand jour en Asie centrale, mais plus encore au Caucase du Nord, des courants fondamentalistes dénoncés par les Soviétiques eux-mêmes comme « fanatiques », « anticommunistes », « anti-Russes ». Parmi les porteurs de ces courants figurent les confréries (*tarika*) soufies dont trois principalement ont des adeptes en Union soviétique : la *Yasawiya* en Asie centrale, la *Qadiriya* au Caucase du Nord et la *Naqshbandiyya* sur l'ensemble du territoire soviétique. Les *tarika* soufies sont des sociétés initiatiques semi-clandestines avec une organisation très structurée et hiérarchisée, soumise à une discipline rigoureuse, plus rigoureuse que celle du Parti communiste, peut-on entendre de la part des communistes eux-mêmes.

Le religieux et la politique

Leur activité intense, plus agressive encore depuis 1980, les rend capables de mobiliser l'opinion et d'accroître leur audience beaucoup plus largement que ne peut le faire l'*agit-prop* en faveur du marxisme-léninisme, doctrine essoufflée et peu attrayante. Et l'on en arrive à ce paradoxe que, au Caucase du Nord par exemple, le nombre d'adeptes soufis, que les observateurs soviétiques eux-mêmes évaluent à trois cent mille environ, dépasse largement celui des membres autochtones du Parti communiste.

Les fondamentalistes ont puisé aux sources du moudjahidisme (1) de

Chamil et Uzun Hadji les bases de leur « idéologie » également inspirée de l'islamisme et d'islamisme afghans. Non content de les accuser de susciter la propagande anti-soviétique, le gouvernement soviétique les rend aussi responsables de l'apparition, pour la première fois depuis la Révolution de 1917, au Caucase du Nord et en Asie centrale d'un *samizdat* musulman, pour une

umma sont de loin plus dangereux à long terme et plus pervers que les demandes exprimées par les dissidents russes de démocratisation du régime.

Troisièmement, depuis le début de la guerre afghane, les thèmes développés dans la littérature politique des républiques musulmanes se sont modifiés. Jusqu'en 1980, on prônait l'amitié entre le grand peu-



part écrit, mais principalement enregistré sur cassettes. Ces publications revêtent pour le moment un caractère religieux, mais il est difficile en pays musulman de distinguer le religieux du politique, et les autorités soviétiques, non tout à fait dupes, sont en train de se rendre compte que les appels à la cohésion de

ple russe et ses petits frères musulmans. Les grandes idées de « rapprochement », de « fusion », de

(*) Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Une première version de cet article a déjà paru dans les *Notes d'Afghanistan*, n° 19/20.

« fleurissement culturel » des peuples musulmans entraînés par leurs frères aînés russes n'ont presque plus cours. Désormais, tous les regards doivent se tourner vers l'URSS et sa puissance inébranlable grâce à son armée invincible, à l'efficacité du KGB et des gardes frontières, au monolithisme de son Parti communiste à l'autorité infaillible.

L'exemple des Basmachis et de leur mouvement de résistance à l'armée rouge dans la vallée de la Ferghana, en Boukharie orientale et dans les steppes turkmènes, qui a duré une dizaine d'années mais fut finalement impitoyablement brisé, est repris depuis 1980 dans de très nombreuses publications, sous forme de récits historiques, de romans, poèmes épiques, films, pièces de théâtre. Mais il doit servir de leçon : Nous vous avons déjà battu une fois, si besoin est, nous recommencerons. Aussi tenez-vous tranquilles, ne vous laissez pas aller à imiter les Afghans.

Tension entre communautés

En quatrième lieu, on peut observer qu'un changement s'opère, timidement encore, dans les mentalités des élites en Asie centrale et que se font jour les premières manifestations de caractère antirusse et nationaliste. Un exemple typique, parmi tant d'autres, est le témoignage d'un visiteur musulman étranger au cours de l'été 1983 qui rapporte les propos d'un membre haut placé de la hiérarchie du Parti communiste de la République du Tadjikistan : « La résistance afghane est pour nous une leçon d'espérance ».

Enfin, depuis quatre ans, les confréries soufies sont les cibles des

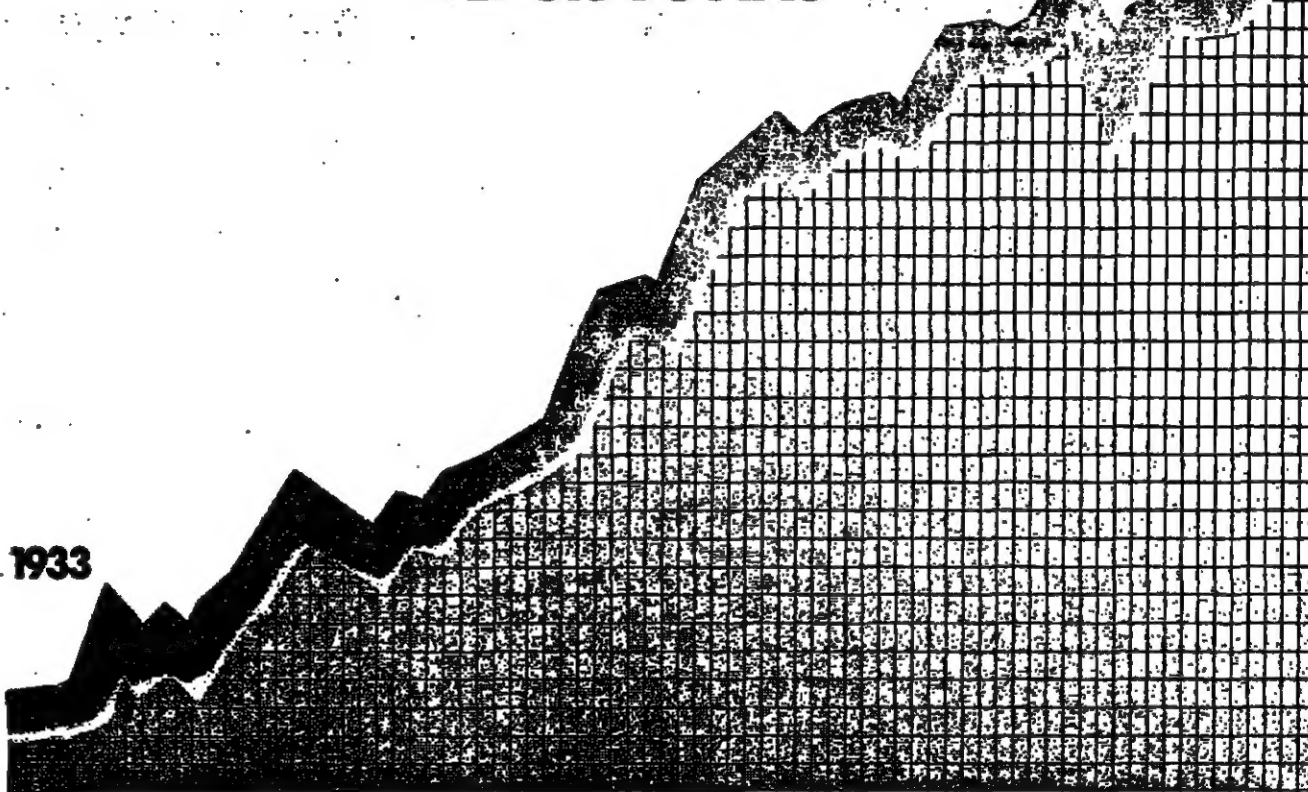
autorités soviétiques qui les accusent de tous les maux, y compris celui de « terrorisme religieux ». Celui-ci serait en particulier pratiqué contre les agitateurs antirégimes. En conséquence, il apparaît dans les petites villes indigènes et dans les campagnes ce que les sources soviétiques appellent « une opinion publique conservatrice » qui obligerait les rares athées autochtones à masquer leurs propres opinions. Belle réussite du marxisme-léninisme après soixante-sept ans de règne...

A suivre de près la presse d'Asie centrale et celle du Caucase, il se dégage depuis l'invasion de l'Afghanistan un changement radical du climat politique et une aggravation dans la tension entre les communautés russe et musulmane en même temps qu'une inquiétude croissante des autorités.

On peut en conclure qu'en quatre ans l'atmosphère est passée d'une relative sérénité et d'un équilibre de compromis à une attitude défensive des Russes à l'égard de leurs propres musulmans. L'Asie centrale n'est plus présentée comme une exemple de réussite socialiste, elle est désormais une zone fragile qu'il s'agit de protéger des influences extérieures et principalement des dangers fondamentalistes iraniens et afghans. Les rapports entre Russes et musulmans risquent fort de se détériorer encore davantage si la guerre s'éternise, si l'armée soviétique ne l'emporte pas spectaculairement sur les moudjahidines, alors le doute risque de naître sur l'invincibilité du frère aîné russe.

(1) Moudjahidisme, de l'arabe « disciple », mouvement de résistance aux Russes dirigé par la confrérie soufie de Naqshbandiyya au Caucase du Nord entre 1824 et 1859.

L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL AVEC ROBECO... UNE AFFAIRE INTERESSANTE DEPUIS 50 ANS



Robeco est la société-mère d'un groupe hollandais qui constitue le plus important organisme indépendant d'investissement en Europe. Robeco effectue des placements dans les secteurs d'activité les plus divers et dans de nombreux pays. Cela, depuis 50 ans. Et avec beaucoup de succès.

CROISSANCE RÉGULIÈRE D'ANNÉE EN ANNÉE

Les actifs de Robeco sont passés de 2,5 millions de francs à ses débuts en 1933, à 12,5 milliards de francs aujourd'hui. Un placement de 100 francs effectués à l'époque vaudrait plus de 140.000 francs aujourd'hui.

DIVIDENDE ET PLUS-VALUE

Dans le choix de ses investissements, Robeco tend à réaliser le meilleur équilibre entre deux éléments : un dividende progressant raisonnablement et une plus-value satisfaisante.

INDÉPENDANT

Comme tous les fonds du groupe, Robeco est totalement indépendant et n'est donc sujet à aucune interférence extérieure de management. Par ailleurs, la diversité des

investissements, le plafond imposé à chacun d'eux, garantissent la sécurité fructueuse de vos placements. Le groupe gère des actifs dépassant 50 milliards de francs français, pour des centaines de milliers d'investisseurs répartis dans le monde entier. Il fait directement profiter les épargnants des bénéfices réalisés.

OÙ ACHETER DES ACTIONS ROBECO ?

Chaque jour, vous pouvez acheter et vendre des actions Robeco à leur valeur intrinsèque, auprès de toute banque ou charge d'agent de change. Vous cherchez un placement intéressant et sûr ? Vous l'avez trouvé. Il vous suffit de nous faire parvenir le coupon-réponse ci-dessous. Vous recevrez une documentation détaillée.

Votre information sur les placements Robeco m'intéresse. Veuillez me l'adresser gratuitement, sous pli personnel et sans engagement de ma part.

Robeco, Service Information, 146-148, rue de Picpus 75012 Paris.

M. Mlle M. (caractères d'impression s.v.p.)

Adresse :

Code Postal et Ville :

Pays :

ROBECO

04.77955

AFRIQUE

Les nuages s'accumulent entre Tunis et Tripoli

Tunis. — En dépit des déclarations officielles quant à la bonne évolution des relations tuniso-libyennes, le climat s'est nettement assombri durant ces derniers mois au point que le colonel Kadhafi a fait savoir qu'il songeait à renvoyer quelque quatre-vingt-dix mille Tunisiens travaillant dans son pays.

Le « guide de la révolution » envisage-t-il sérieusement de procéder à cette expulsion massive qu'il pourrait effectivement compenser aisément par le recrutement de Marocains, nombreux, dit-on, à être candidats à l'émigration vers son pays après l'accord d'Oujda, ou brandit-il cette menace comme moyen de pression afin d'asseoir ses prétentions à éponger plus étroitement ses vus ? Il n'ignore pas, en effet, les difficultés économiques et sociales que poserait à la Tunisie un tel retour.

Quoi qu'il en soit, il a exprimé sans ambages sa mauvaise humeur en recevant récemment à Tripoli le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Beji Caid Essebsi, et, sans pouvoir ignorer que sa décision serait considérée comme inamicale, il n'a pas hésité, quelques jours plus tard, à désigner l'ancien chef de la diplomatie tunisienne, M. Mohamed Masmoudi, comme représentant permanent de la Libye aux Nations unies (le Monde du 30 octobre).

Que reproche le colonel Kadhafi aux Tunisiens ? En bloc, de ne pas manifester suffisamment d'enthousiasme pour s'engager sur la voie unitaire qu'il préconise. Dans le détail ses griefs vont de la fin de non-recevoir — qui ne fut pourtant pas le fait de Tunis — qui lui a été opposée voici un an lorsqu'il avait demandé à se joindre au traité de fraternité et

de concorde algéro-tunisio-mauritanien aux réserves et au scepticisme exprimés cet été à l'égard de l'accord maroco-libyen, sans oublier le refus du président Bourguiba de le recevoir à son retour d'Oujda.

Le colonel Kadhafi n'a pas apprécié, non plus, la décision tunisienne de relancer devant la Cour internationale de justice de La Haye l'affaire de la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès, après le premier arrêt jugé insatisfaisant, rendu en juin 1982. Et puis, surtout, il se déclare très irrité par les contrôles de police auxquels sont soumis les touristes libyens à leur entrée en Tunisie. Autant de signes, selon lui, d'une défiance qu'il estime incompatible avec la « coopération fraternelle » telle qu'il la conçoit.

« Détruire les frontières »

Les Tunisiens, qui gardent encore très présent le souvenir de l'attaque de la ville de Gafsa en janvier 1981 (1), n'ignorent pas la présence en Libye de nombreux opposants et, ayant à faire face à de fréquentes tentatives d'infiltration à la frontière, ils ne semblent pas disposés, en l'état actuel des choses, à assouplir les contrôles à l'entrée de leur territoire, pas plus d'ailleurs pour les Libyens que pour les ressortissants des autres pays arabes.

En effet, outre leur souci d'assurer leur propre sécurité, ils se doivent aussi, depuis plus de deux ans, de veiller à celle de l'État-major de l'O.L.P., et, en premier lieu, de M. Yasser Arafat, menacé par nombre d'ennemis irréductibles. « C'est un miracle que tout se soit bien

De notre correspondant

passé jusqu'ici, mais nous devons rester vigilants », nous confiait récemment un haut responsable.

En outre, le discours prononcé le 1^{er} septembre par le colonel Kadhafi, à l'occasion du quinzième anniversaire de sa prise du pouvoir, n'a pas été pour rassurer et demeure à l'égard de toutes les tentatives de rapprochement une lettre sans valeur.

« La révolution libyenne, déclare-t-il notamment, a une responsabilité historique dans l'édification de l'union arabe. (...) Je proclame qu'il n'y a pas de frontières entre la Libye et l'Algérie. Je ne reconnais pas de frontières entre la Libye et la Tunisie... Les forces libyennes sont renforcées pour libérer les peuples et détruire les frontières... »

Un autre passage du même discours avait également ému et choqué les Tunisiens : la référence à l'accord signé à Djérba en janvier 1974. « Le traité de Djérba ne doit pas être occulté. Il doit être réalisé et ce sont les deux peuples qui le réaliseront », avait dit le colonel. Puis, tout en rendant hommage au passé de combattant pour l'indépendance du président Bourguiba, il avait clairement laissé entendre que c'était lui qui s'opposait à l'union, mais que les Tunisiens « qui sont unitaristes et révolutionnaires, ne pourront indéfiniment demeurer à l'écart de l'action unitaire arabe ». Autrement dit : lorsque Bourguiba aura disparu, l'union se réalisera. C'est du moins ainsi que beaucoup de Tunisiens avaient interprété ces propos.

Malgré cette atmosphère pesante — et soucieux de ménager les susceptibilités de leur imprévisible voi-

sin, — les dirigeants tunisiens s'efforcent, non seulement de ne pas cavermer les choses, mais s'emploient à dépassionner le débat. Certes, le gouvernement paraît décidé à demeurer latrassant sur les problèmes de sécurité aux frontières. Mais il a fait savoir de nouveau au colonel Kadhafi que, tout en demeurant fermement attaché au traité avec l'Algérie et la Mauritanie, il n'entendait pas s'y enfermer et qu'il comptait, parallèlement, poursuivre et développer ses rapports avec la Libye et le Maroc. Preuve de cette volonté et de son souci d'enclencher un processus de réconciliation générale, la Tunisie s'est déclarée prête à accueillir un sommet maghrébin qui permettrait de dépasser les différends divisant actuellement les pays de la région, en se penchant, par exemple, dans un premier temps sur les possibilités d'établir une complémentarité économique.

En attendant que se précisent ces perspectives maghrébines, la « grande commission mixte de coopération » tuniso-libyenne doit, en principe, se réunir ce mois-ci à Tunis. Cette rencontre à l'échelon ministériel devrait être l'occasion d'une « franche explication » qui, espèrent les Tunisiens, permettra de dissiper les nuages accumulés une fois de plus entre Tunis et Tripoli.

MICHEL DEURÉ.

(1) Un commando d'opposants tunisiens armé et entraîné en Libye, avait tenté d'emporter de la ville de Gafsa, avec le complicité de quelques habitants, pour y proclamer un « gouvernement révolutionnaire ».

LE SOMMET D'ADDIS-ABEBA

Le secrétaire général de l'OUA constate un déclin de l'Organisation dans presque tous les domaines

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — Le « mauvais exemple » du Maroc et du Zaïre, qui ont décidé, le lundi 12 novembre, d'intervenir — pour l'un définitivement, pour l'autre jusqu'à nouvel ordre — (1) — leur participation aux travaux de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), après l'admission de la République arabe saoudienne démocratique (RASD), n'a pas fait école.

Les quelques États, comme les Comores ou la Côte-d'Ivoire, qui auraient été tentés de les suivre, y ont renoncé, peut-être parce que Rabat les avait déjà en signant avec Tripoli une alliance contre nature, peut-être aussi parce qu'ils n'étaient plus en position de forcer le cours des choses. « Il faut que la machine de l'OUA tourne, mais nous restons sur notre position », nous a précisé M. Ali Mirodjan, premier ministre comorien.

Belle occasion, pour certains, de ramener ces départs au rang d'une simple péripétie et d'y voir une « victoire de l'unité africaine » sur les forces de division, un « signe de maturité », comme l'a déclaré le général Muhammad Buhari, chef de l'État nigérian. Y aurait-il mainte-

nant, au sein de l'OUA, une « dynamique unitaire » qui laisse augurer du meilleur ? Ce serait aller trop vite en besogne que de le prétendre. Il est vrai que la Libye, toujours prête à jouer les trouble-fête, a accepté, pour le moment, de fermer les yeux et de céder aux côtés du « prétendu gouvernement de N'Djamena ». Un heureux présage pour l'Organisation pan-africaine ?

Menace de banqueroute

On peut en tout cas se demander si la manière choisie pour lever les obstacles, qui mettaient en péril l'existence même de l'OUA, est la meilleure, dans la mesure où ces problèmes ont seulement été « évacués », mis de côté et non pas traités au fond. Le règlement de la question du Sahara occidental ne sera-t-il pas beaucoup plus malaisé maintenant que le Maroc a dit « adieu à l'Afrique » ? Le général Buhari a admis que la RASD n'avait plus d'autre solution que d'« intensifier les combats ». Il a promis que, « si l'OUA décidait d'envoyer une force conjointe au Sahara — dans le cadre d'une solution négociée, — le Nigeria y participerait comme il l'a fait au Tchad ». Mais n'est-ce pas une hypothèse d'école ?

Dans le rapport d'activité qu'il a présenté, mardi matin 13 novembre, devant la conférence des chefs d'État et de gouvernement, M. Peter Onu, secrétaire général par intérim, a dressé un tableau dans lequel se trouve l'OUA et, à travers elle, l'Afrique. Il a constaté, depuis le précédent sommet tenu à Addis-Abeba, en juin 1983, « un déclin général dans presque tous les domaines », économique aussi bien que politique.

Après vingt et un ans de vie commune, les États de l'OUA n'ont pas encore réussi à surmonter leurs « différences idéologiques », a-t-il dit, notre attachement à cette Organisation n'est pas seulement sentimental.

JACQUES DE BARRIN.

(1) La décision du Maroc de se retirer de l'Organisation de l'unité africaine ne deviendra effective, d'après la charte, qu'un an après avoir été notifiée au secrétaire général. Ainsi, le Maroc dispose d'un délai pour revenir sur sa décision. L'article 32 de la Charte de l'OUA stipule en effet : « Tout État qui désire se retirer de l'Organisation en fait notification au secrétaire général. Une année après ladite notification, si elle n'est pas retirée, la charte cesse de s'appliquer à cet État, qui, de ce fait, n'appartient plus à l'Organisation. »

Tchad

SUR LA FOI DE RENSEIGNEMENTS AMÉRICAINS N'Djamena affirme que la Libye renforce son potentiel militaire dans le Nord

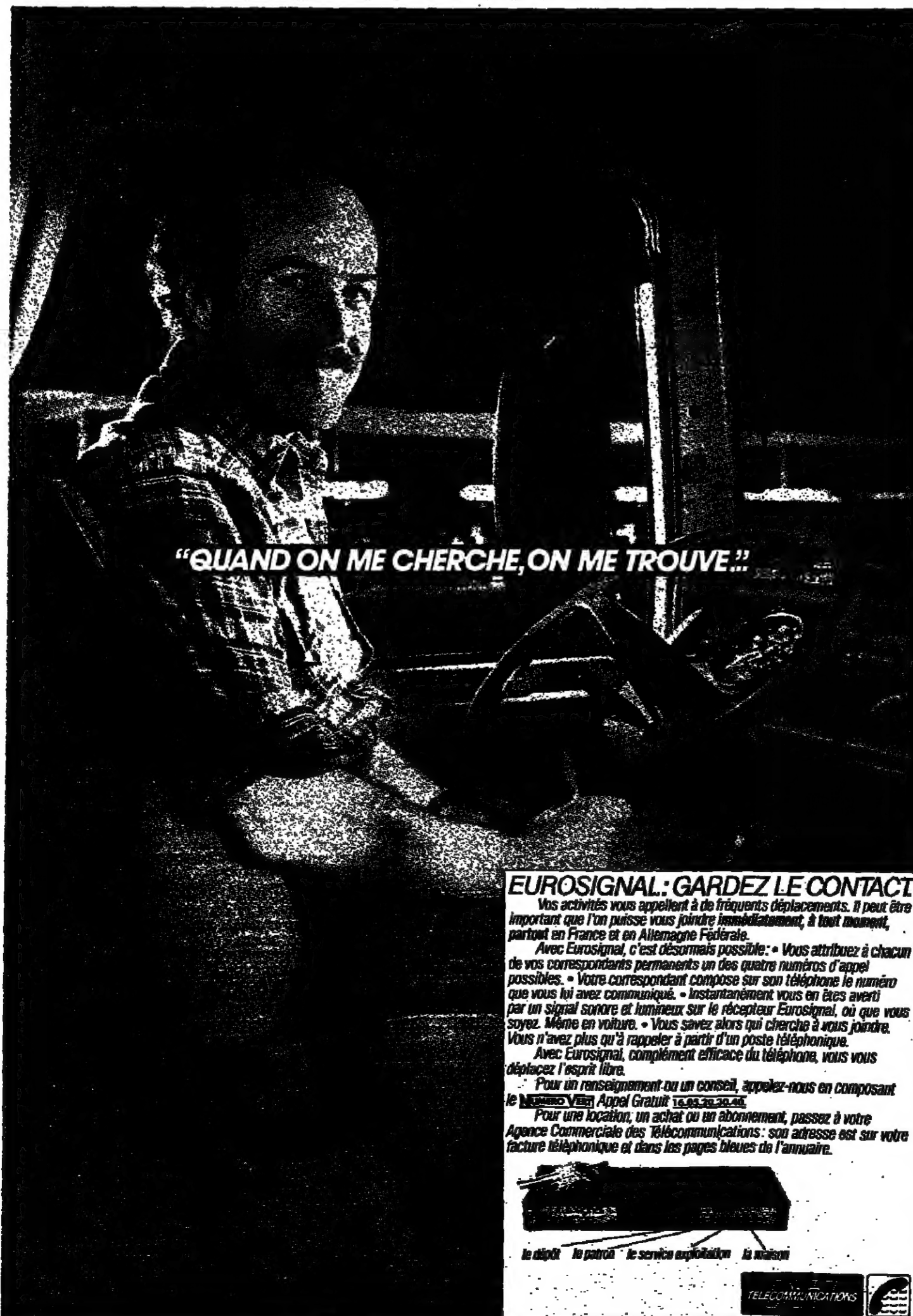
M. Soumaila Mahamat, ministre tchadien de l'information, a évoqué, mardi 13 novembre, à N'Djamena, au cours d'une conférence de presse, les divergences d'appréciation entre Paris et N'Djamena à propos du retrait des forces libyennes du nord du Tchad. Selon lui, non seulement, les Libyens n'ont pas évacué cette région, mais ils « renforcent leur présence », et ce « en dépit de toutes les déclarations faites à Paris affirmant que la Libye avait quitté le Tchad ». Le retrait partiel de Fayat-Largau ne concerne que des « matériels usagés », et les Libyens ont maintenant toutes leurs forces à Fayat (nord-est), où stationnent toujours treize avions d'appui au sol et trois avions de transport C-130, a précisé M. Soumaila, en se référant « aux renseignements d'opposants ralistes et à d'autres renseignements ».

Ces renseignements, a-t-il appris de source informée, à N'Djamena, proviennent notamment des observations par satellites effectuées par les États-Unis et que les Américains mettent à la disposition des autorités tchadiennes.

M. Soumaila a également affirmé que les observateurs français, envoyés dans le nord du Tchad pour contrôler le retrait libyen, étaient empêchés de mener à bien leur mission et n'avaient pu se rendre à Fada et à Ouadi-Doum.

Le ministre de l'information a, enfin, accusé la Libye de chercher à déstabiliser le sud du Tchad, où, a-t-il indiqué, a prévalu une « situation de guerre ». « Il y a eu des actions gouvernementales qui se sont déroulées », a-t-il indiqué.

D'autre part, au cours de l'entretien qu'il a eu mardi avec M. Christian Nucci, ministre de la coopération et du développement, le chef de l'État tchadien, M. Hissène Habré, a salué la « mission de paix et humanitaire » accomplie par les militaires français de l'opération « Manta ». — (AFP.)



"QUAND ON ME CHERCHE, ON ME TROUVE..."

EUROSIGNAL - GARDEZ LE CONTACT

Vos activités vous appellent à de fréquents déplacements. Il peut être important que l'on puisse vous joindre immédiatement, à tout moment, partout en France et en Allemagne Fédérale.

Avec Eurosignal, c'est désormais possible : Vous attribuez à chacun de vos correspondants permanents un des quatre numéros d'appel possibles. Votre correspondant compose sur son téléphone le numéro que vous lui avez communiqué. Instantanément vous en êtes averti par un signal sonore et lumineux sur le récepteur Eurosignal, où que vous soyez. Même en voiture. Vous savez alors qui cherche à vous joindre. Vous n'avez plus qu'à rappeler à partir d'un poste téléphonique.

Avec Eurosignal, complètement efficace du téléphone, vous vous déplacez l'esprit libre.

Pour un renseignement ou un conseil, appelez-nous en composant le **numéro Vert Appel Gratuit 16.63.30.30**.

Pour une location, un achat ou un abonnement, passez à votre Agence Commerciale des Télécommunications : son adresse est sur votre facture téléphonique et dans les pages bleues de l'annuaire.

le client le patron le service exploitation la maison

TELECOMMUNICATIONS

EUROPE

Suisse

POLÉMIQUES AUTOUR DES RÉVÉLATIONS D'UN ANCIEN DIPLOMATE SOVIÉTIQUE

(De notre correspondant.)

Berne. — Une polémique s'est développée en Suisse autour des « révélations » d'un ancien diplomate soviétique sur les rapports du Parti suisse du travail (PST, communiste) avec Moscou. Dans un livre paru aux Éditions Belfond sous le titre *MTD*, sigle russe du ministère des affaires étrangères, M. Nicolas Polianski relate son expérience de « douze ans dans les services diplomatiques du Kremlin ».

Successivement en poste à Moscou, à Berne et à Zagreb, l'auteur est passé à l'Ouest, en 1982, avec sa famille alors qu'il travaillait à l'UNESCO à Paris. Diplômé de français, il avait notamment servi d'interprète lors des voyages des présidents Pompidou et Giscard d'Estaing en URSS. De 1972 à 1976, M. Polianski avait été attaché culturel à l'ambassade soviétique à Berne.

Une partie de son ouvrage est précisément consacrée aux contacts que lui-même et l'ambassade entretenaient à l'époque avec des dirigeants communistes suisses. Selon lui, ces liens n'étaient pas seulement idéologiques et politiques, mais également financiers. Ainsi, il a évalué à « 300 000 francs suisses par an environ l'aide financière directe » versée en espèces par un fonctionnaire de l'ambassade au PST.

Personnellement, M. Polianski était plus particulièrement chargé des relations avec l'association Suisse-URSS. A ce titre, il affirme qu'il remettait à son président, le docteur Arnold Forst, ancien député communiste du canton de Vaud, une somme annuelle de quelque 100 000 francs suisses à raison de 25 000 francs par trimestre.

Le PST a vivement réagi à ces accusations qu'il a formellement démenties. Interrogé par des journalistes, M. Forst a admis avoir reçu M. Polianski chez lui, mais a catégoriquement nié avoir touché de l'argent. Le président de Suisse-URSS, cependant, refusé une confrontation publique avec l'ancien diplomate, préférant céder la place à M. Arnold Magnin, secrétaire général du PST et unique député communiste au Parlement fédéral. C'est donc ce dernier qui a affronté, lundi 12 novembre, l'auteur du livre controversé lors d'un débat plutôt aigre à la télévision romande, qui a rapidement tourné au dialogue de sourds.

JEAN-CLAUDE BUIRER.

RFA

CORRESPONDANCE « LES VERTS » ET LE PARTI OUVRIER EUROPÉEN

Après la publication dans le *Monde* du 16 octobre d'une publicité de l'Institut Schiller, patronné par le Parti ouvrier européen, appelant à « arrêter le coup d'Etat nazi » et à « voter » pour le « parti ouvrier », nous avons reçu de M. Otto Schily, député « vert » au Bundestag, la lettre suivante : « Le Parti ouvrier européen est un mouvement extrémement douteux. (...) Que ce mouvement ne craigne pas de se parer frauduleusement d'un institut au nom de Schiller (en jouant sur l'analogie avec l'Institut Goethe, organisation officielle de la République fédérale d'Allemagne) appartient aux basses méthodes de propagande avec lesquelles il essaie d'avoir une influence — jusqu'ici en vain — sur le peuple allemand. »

En tant qu'un des journaux les plus respectés internationalement, le *Monde* ne devrait pas se prêter à la diffusion d'affirmations diffamatoires de la part de cet obscur mouvement, même sous la forme d'une publicité.

PIANOS DAUDE

LOCATION 280 f/mois
VENTE 252 f/mois

CRÉDIT CREG
jusqu'à 60 mois

75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763.34.17 / 227.88.54
OUVERT LE DIMANCHE

Italie

L'ARRESTATION DE DEUX « INTOUCHABLES » A PALERME

La charnière entre la Mafia des affaires et la Mafia qui tue

Palermo. — Mise sous séquestre des biens, examen des comptes bancaires, perquisitions aux sièges des diverses sociétés constituant le plus puissant empire financier de la Sicile (estimé à plusieurs centaines de milliards de lire) : le pouvoir des cousins Nino et Ignazio Salvo, qui, pendant des années, a marqué de son empreinte la vie politique et économique de l'île, en étroite collaboration, semble-t-il, avec le crime organisé, est en train de s'effondrer comme un château de cartes. Qui entraînera-t-il dans sa chute ? En tout cas les amis politiques des Salvo se font le plus petits possible.

C'est à nouveau aux déclarations de Tommaso Buscetta, le parain qui, depuis l'été dernier, a commencé à parler, qu'est due l'arrestation des Salvo. Pressé de questions par le jeune juge d'instruction Giovanni Falcone, le truant a révélé samedi dernier qu'entre octobre 1980 et janvier 1981, alors qu'il était en fuite (ayant quitté Turin en juin, où il était en liberté surveillée), il avait trouvé refuge dans la somptueuse villa des Salvo à Casteldaccia, à une quinzaine de kilomètres de Palermo, avant de gagner le Brésil. Sa description des lieux concorde parfaitement avec la réalité.

En outre, le gardien de la villa, arrêté pour refus de collaboration avec la police, a fini lundi soir par reconnaître que Buscetta disait vrai. En compagnie de sa femme et de ses trois enfants, Buscetta a donc passé trois mois chez les Salvo, dans cette villa du bord de mer jouxtant le luxueux complexe

De notre envoyé spécial

touristique de Zagarola, qui, à l'époque, leur appartenait. Il a même donné une grande fête pour le Nouvel An, précise la police, qui enquête pour savoir qui étaient les invités.

Avant même les déclarations de Buscetta, la magistrature avait entre les mains des indices accablants pour les Salvo, notamment des relevés bancaires démontrant leurs liens avec les différents clans de la Mafia, et en particulier avec la puissante Michele Greco. Les Salvo eux-mêmes, selon la police, étaient à la tête du clan Salento (leur ville natale où, déjà en 1938, leurs pères avaient été arrêtés comme mafiosi), lié en particulier avec le clan de Stefano Bontade et d'Irizarzio, tous deux déclinés par la guerre interne à la Mafia qui s'est déclenchée au début des années 80. Un moment périlleux pour les Salvo (Nino dut alors se réfugier en Grèce). Mais, en fait, dans une de leurs sociétés immobilières, Malaspina, figurent des membres du clan Bontade puis ceux du clan Greco — qui avaient été évincés les premiers — ce qui tendrait à démontrer que les Salvo s'étaient alliés aux vainqueurs.

Les cousins ont été au sommet de leur puissance entre 1984 et 1980. Ils entretenaient des rapports horizontaux, c'est-à-dire d'égal à égal, et non de subordination, avec les autres clans. Ils auraient eu en outre une fonction organique dans la Mafia : à côté de la fameuse « commission » réunissant les chefs des clans sous

l'autorité du « pape » (Michele Greco), existait un autre organisme plus informel que réunissaient les Salvo. C'est là que s'harmonisaient les intérêts entre les composantes économiques et politiques de la Mafia et ceux de son « bras armé » (les clans) : « une sorte de bureau de compensation où s'opéraient les arbitrages, les répartitions d'intérêts, etc. », précise un enquêteur. Cet organisme aurait pu être au courant de l'attentat qui se préparait contre le général Dalla Chiesa, mais, pour l'instant, aucune accusation de complicité dans des homicides n'a été retenue contre les Salvo.

La magistrature enquête aussi sur l'origine de la fortune des Salvo. Une bonne partie provient assurément de leur contrôle sur le système de recouvrement des impôts en Sicile. Mais recrutaient-ils aussi l'argent provenant du trafic de la drogue pour plusieurs clans, comme l'affirme Buscetta ? Plusieurs sociétés des Salvo avaient leur siège à Monte-Carlo.

Avec l'arrestation des deux cousins, c'est à un échelon supérieur à celui auquel opérait Vito Ciancimino, ancien maire de Palermo, que s'est attaquée la justice. Se décideront-ils à parler ? Ce sont deux hommes d'une grande intelligence, froids, parfaitement maîtres d'eux-mêmes, comme ils l'ont démontré lors de leur arrestation : pas une réaction, pas un commentaire, presque de la superbe. Premier interrogatoire samedi prochain dans la prison de Rebibbia, à Rome.

PHILIPPE PONS.

PROCHE-ORIENT

Les pourparlers israélo-libanais vont reprendre à Nakoura

Le président syrien, le général Hafez El-Assad, a reçu mardi 13 novembre, durant quatre heures, M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires du Proche-Orient, en visite depuis lundi à Damas.

A cette occasion, et pour la première fois, les autorités syriennes ont reconnu qu'elles avaient discuté avec un responsable américain des négociations israélo-libanaises sur le retrait israélien du sud du Liban qui reprendront jeudi 15 novembre. A l'issue de l'entretien entre le président Assad et M. Murphy, l'agence de presse officielle de Damas a déclaré que les discussions avaient porté sur « la situation dans la région et les moyens d'obtenir un retrait total et inconditionnel des Israéliens du Liban ».

Remous interpalestiniens

A Beyrouth, on confirmait, mercredi, que les négociations israélo-libanaises de Nakoura, suspendues à la demande du Liban, allaient

reprendre jeudi à la suite de « démarches fructueuses des Nations unies ».

Le « colonel » Abou Moussa (Said Moussa), dirigeant du mouvement de dissidence au sein du Fatah, principale composante de l'OLP, a affirmé mardi qu'il avait été élu la semaine dernière à Damas « comme mandataire en chef des Forces de la révolution palestinienne », titre dévolu jusqu'à présent par le chef du comité exécutif de l'OLP, M. Yasser Arafat. Au cours d'une conférence de presse tenue à proximité de Chataura, dans la plaine libanaise de la Bekaa, sous contrôle syrien, le chef dissident a précisé que ce titre lui a été confié à la suite d'une récente réunion dans la capitale syrienne, en présence de sept des onze membres du conseil militaire supérieur de l'OLP. Le « colonel » Abou Moussa a également appelé mardi à la tenue d'un « congrès préparatoire » d'où sortira « de nouveaux cadres dirigeants » « représentants légitimes du peuple palestinien ».

De son côté, M. Farouk Kadoumi, chef du département politique (affaires extérieures) de l'OLP, a affirmé le même jour à Amman, que les fidèles de M. Arafat étaient déterminés à réunir la dix-septième session du Conseil national palestinien à Amman le 22 novembre et que le dialogue avec toutes les organisations palestiniennes serait maintenu pour parvenir à un large consensus. — (AFP, AP).

« Un emissaire de l'Élysée à Beyrouth. — M. François de Grosbois, chargé de mission auprès du président Mitterrand, est arrivé mardi 13 novembre à Beyrouth. M. de Grosbois sera, au cours de son séjour, des entretiens avec les responsables libanais et notamment avec le président Gemayel. La visite est chargée de mission française intervient à deux semaines de la visite officielle du chef de l'Etat français en Syrie. — (AFP.)

« Châtiments islamiques »

Chassés de Tripoli par les Syriens en 1983, les Palestiniens laissent au cheikh islamiste libanais Saïd Chaabane, ennemi de Damas, suffisamment d'armes pour tenir le chef-lieu du Liban septentrional. Le cheikh promet alors de « refaire de Tripoli une ville musulmane ». A sa manière anachronique et intégriste, naturellement.

Voilà qui est chose faite depuis quelques jours, au moins sur le plan pénal. Selon la presse beyrouthine et également d'après des témoins oculaires arrivés en Europe, plusieurs personnes ont été, depuis fin octobre, soumises publiquement à Tripoli à des châtiments islamiques du type flagellation, que les organisations de défense des droits de l'homme à travers le monde considèrent à juste titre comme « dégradantes », aussi bien pour celui qui les reçoit que pour celui qui les inflige.

Selon des informations données par la Lettre du Liban, publication de la résistance chrétienne paraissant à Paris, l'une des premières victimes de châtiments qui n'avaient plus été appliqués au Liban depuis la fin de la supré-

maté ottomane, en 1918, est une jeune employée de maison chrétienne non musulmane accusée d'avoir « incité à la débauche » un milicien du Tawhid, le mouvement du cheikh Chaabane. Elle a subi son supplice — soixante coups de fouet — les yeux bandés, en plein centre de Tripoli.

Elle est morte peu après. Le même traitement et la même fin ont été réservés, selon le rapport parvenu à la Lettre du Liban, à un jeune musulman, Djamal Alam, « coupable de détention de l'alcool ». Déjà au Pakistan, autre haut lieu du retour à la loi coranique *stricto sensu*, le décès par décolllement des poumons avait été constaté chez plusieurs flagellés, à telle enseigne qu'il fut décidé un temps de faire porter un corset de cuir aux condamnés. Mais des théologiens palestiniens obtinrent la suppression de cette mesure « humanitaire », que l'on n'a apparemment même pas songé à appliquer à Tripoli.

Le « régime de la loi islamique » (1) suscite la désapprobation au Liban, sous l'état de la Ligue arabe — avec la Tunisie — où un comité des droits de l'homme —

animé par un avocat chiite M. Mohamed Sidi — est reconnu par la Fédération internationale de ce nom. Au-delà de tous les cépages politiques et confessionnels, la ligne de séparation entre Libanais est aussi celle qui divise les partisans — majoritaires — d'une justice tenant compte de la dignité humaine et ceux — minoritaires mais de plus en plus entreprenants — d'un retour aux peines d'un autre âge. Depuis peu le cheikh Chaabane s'est installé dans une mosquée de Beyrouth-Ouest, où il cite en exemple « l'ordre islamique » de Tripoli.


J.P. P.-H.

(1) Une autre manifestation de l'« islamisation » de Tripoli est l'imposition aux écoles chrétiennes par les cheikhs Chaabane d'une taxe de 350 F par élève et par an « pour pouvoir continuer à enseigner », taxe qui n'est pas sans rappeler la *ghaza*, impôt spécial que les chrétiens (chrétiens et juifs) doivent payer dans le régime islamique « idéal ». De même, l'enseignement du Coran vient d'être rendu obligatoire dans les écoles chrétiennes de Tripoli sans réciprocité dans les écoles musulmanes.

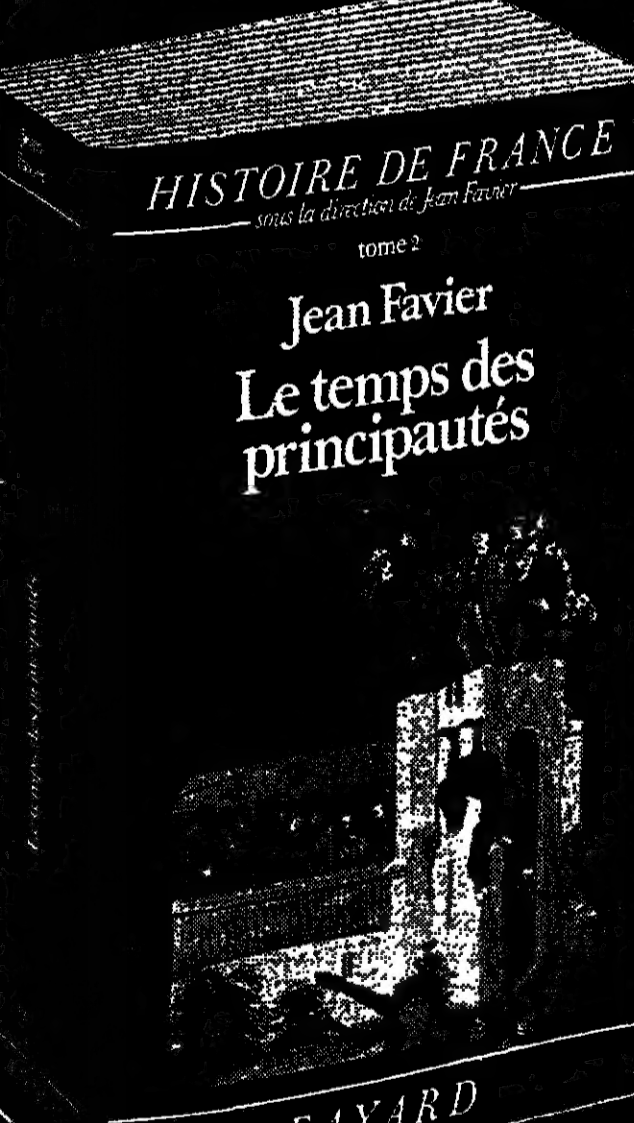
Lisez
LE MONDE
diplomatique

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

Le nouveau livre de Jean Favier,
auteur de Philippe Le Bel,
La guerre de cent ans, François Villon.



HISTOIRE DE FRANCE
sous la direction de Jean Favier
tome 2
Jean Favier
Le temps des principautés



FAYARD

504 pages
98 F

“L'an mil s'ouvrit un dimanche...”

FAYARD

Le Monde

politique

LE PROJET DE BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'insertion des pauvres et des immigrés

Seuls les députés socialistes ont approuvé, le mardi 13 novembre, le budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. L'ensemble des crédits de ce ministère s'élève à 31 838,674 millions et représente 2,73 % du budget de l'État.

Les crédits de la section commune, qui recouvrent les moyens de l'administration centrale des ministères des affaires sociales et de la solidarité nationale, de la santé, du travail, de l'emploi et de la

formation professionnelle, atteignent 2176,474 millions, en progression de 13,2 %. Par rapport à 1984 les dépenses relatives à la santé s'élèvent au total à 26 682,2 millions de francs, en progression de 3,7 % ; celles de la solidarité de 1,1 % (Le Monde du 9 octobre et du 14 novembre), ceux du secrétariat d'État aux rapatriés baissent de 30 %, compte tenu de la diminution mécanique d'un certain nombre de presta-

tion. Elle s'est élargie, à cet égard, de l'importance des crédits qui leur sont consacrés en 1985 dans le budget des rapatriés.

Elle a toutefois demandé que le terme « Français musulmans » ne soit plus utilisé, de façon à ne faire des citoyens français à part entière. M. Raymond Courrière, secrétaire d'État chargé des rapatriés, lui a répondu que cette terminologie est celle communément utilisée par les administrations et les associations, mais que, s'il y avait eu unanimité, on aurait pu envisager de la supprimer.

M. Louis Odru (PC, Seine-Saint-Denis), rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, s'est écrié contre le racisme dont souffrent les immigrés, notamment à propos du récent drame d'Épône.

Pour l'UDF, MM. Rossiot et Alain Mayoud (Rhône) ont tenu un langage qui n'est pas celui de toute l'opposition ; le député du Rhône, qui ne partage pas l'idée d'une société pluri-ethnique, soutient tout comme le gouvernement un coup d'arrêt à l'immigration clandestine.

Il a néanmoins proposé de distinguer entre les « immigrés » qui veulent rester en France - et qu'il faut donc intégrer - en évitant tout à la fois leur discrimination, néfaste pour eux-mêmes, et leur surconcentration, génératrice d'« insécurité », et les « coopérants » qui souhaitent rentrer un jour dans leur pays.

Tout comme pour les pauvres, le mot d'ordre du ministre, sur ce sujet, est l'insertion sociale. M. Dufoux devait, par ailleurs, présenter ce mercredi 14 novembre en conseil des ministres un projet de loi qui devrait permettre aux associations de se porter partie civile devant les tribunaux en cas de manifestation raciste.

R. G.

LE BUDGET DES DOM-TOM

Le premier ministre rétablit les crédits des chantiers de développement

A la demande du secrétariat d'État aux DOM-TOM, le premier ministre vient de rendre un arbitrage qui rétablit dans leur montant de 1984, au projet de budget de 1985, les crédits affectés au financement des chantiers de développement, qui permettent, outre-mer, d'utiliser à des travaux de voirie ceux des chantiers de logement qui ne remplissent pas toutes les conditions requises par l'administration pour être reconnus comme tels et qui trouvent dans ce système un accès indirect aux allocations de chômage.

L'annulation de ces crédits, dans la version initiale du projet de loi de finances, avait provoqué de vives réactions de mécontentement de la part des élus locaux de la majorité (Le Monde daté 28-29 octobre). Les crédits complémentaires seront décaissés afin que le montant de l'enveloppe globale soit le même que l'année précédente, soit près de 75 millions de francs. Le secrétariat d'État confirme, toutefois, que, dans l'avenir, les crédits des chantiers de

développement seront progressivement réduits, dans la mesure où les bénéficiaires seraient couverts par d'autres régimes d'indemnisation du chômage mis en place dans les DOM.

En outre, un décret a été élaboré afin de rendre applicable dans les départements d'outre-mer la procédure des travaux d'utilité publique (TUC) : les bénéficiaires seront les jeunes de 18 à 25 ans inscrits à l'ANPE depuis plus de quatre mois et qui ne peuvent bénéficier, ou qui n'ont pas bénéficié, des revenus de remplacement prévus par le code du travail. Le montant de la rémunération versée sera affecté des coefficients correcteurs du SMIC dans les DOM.

Au secrétariat d'État aux DOM-TOM, on souligne que l'ensemble des crédits disponibles pour le développement des interventions de l'État en faveur des chômeurs non indemnisés dans les DOM. Il s'agit, en tout cas, de mesures d'apaisement.

AU SÉNAT

LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ L'épreuve de force avec le gouvernement continue

Quelle sera la position du gouvernement face à la détermination du Sénat de ne pas examiner avant le 10 décembre le projet de loi « modifiant et complétant la loi du 22 juillet 1983 et portant diverses dispositions relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales » ? Inscrit à l'ordre du jour prioritaire de la Haute Assemblée, l'examen de la partie non budgétaire du projet sur l'enseignement privé doit commencer ce jeudi 15 novembre avec vingt-quatre heures de retard, à la suite de la décision prise par les sénateurs - s'appuyant sur leur règlement - de ne pas siéger ce mercredi 14 (Le Monde des 9 et 10 novembre).

Reste que M. Paul Séramy (Un. cent., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des affaires culturelles, a prévenu qu'il ne serait pas prêt à cette date. Si MM. Jean-Pierre Chevènement et Pierre Joxe, respectivement ministre de l'éducation nationale et ministre de l'intérieur et de la décentralisation, présentent, comme il est prévu, le projet de loi, M. Séramy expliquera que la complexité du texte l'oblige à consulter le maximum d'intéressés, d'autant que, à l'Assemblée nationale, la commission s'est au fond n'aurait procédé à aucune audition. Il y ajoutera que les questions posées aux ministres concernés n'ont pas encore reçu de réponse. Une lettre de M. Joxe - que M. Séramy devrait lire en séance - confirme qu'il y a encore des imprécisions et des zones

d'ombre sur les implications des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale dans la nuit du 9 au 10 octobre.

M. Jean-Marie Girault (RI, Calvados), plus avancé dans sa réflexion, n'ayant pas consulté ses collègues de la commission des lois saisie pour avis, sur son rapport, ne sera pas, lui non plus, en mesure de rapporter.

La séance de jeudi matin, qui sera suspendue vers 11 h 15 pour permettre la réunion de la conférence des présidents, doit reprendre à 14 h 30 par les questions d'actualité, qui occuperont les sénateurs jusqu'à la fin de l'après-midi. Sur cette séance mensuelle, M. André Fossat, président par intérim du groupe centriste, a adressé, mardi 13 novembre, une lettre à M. Laurent Fabius dans laquelle le sénateur relève que, depuis la prise de fonction, le premier ministre n'a pas « cru devoir assister » à ce type de séance, souhaite qu'il y participe « dans l'avenir » et lui indique que les sénateurs interrogeront le gouvernement sur sa politique en matière de sécurité. Il précise qu'il attend de M. Fabius qu'il prenne « solennellement position sur l'insatisfaction de peines de substitution, sur le réexamen ou non de l'abolition de la peine de mort ».

Outre le fait que la majorité sénatoriale, s'appuyant aussi sur son règlement, peut décider de ne pas siéger en séance de nuit, la discussion

ANNE CHAUSSEBOURG.

La réforme de l'assurance-vie

Le Sénat a examiné et adopté, en première lecture, mardi 13 novembre, les cinq projets de loi suivants :

1. Le projet de loi « améliorant l'information des assurés et la transparence des contrats d'assurance-vie et de capitalisation » (Le Monde des 5 et 12 avril et des 12 et 18 octobre) : convenant avec Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'État chargée de la consommation, de l'importance de l'assurance-vie, mode de financement de la protection sociale et comme forme d'épargne au service de la collectivité, le Sénat a approuvé les grandes lignes de la réforme proposée.

Il a toutefois suivi son rapporteur de la commission des lois, M. Pierre Ceccaldi-Pavard (Un. cent., Essonne) en prévoyant que les nouvelles dispositions ne s'appliquent pas aux contrats d'une durée inférieure à deux mois, en allongeant à trente jours « ouvrables » (le projet ramène ce délai de soixante à trente jours) la période maximum au cours de laquelle l'entrepreneur de capitalisation ou l'assureur doivent rembourser l'intégralité des sommes versées par le contractant en cas de dénonciation du contrat, et en revenant au droit commun pour l'établissement des pénalités en cas de dépalement des délais légaux de remboursement. Le texte fixe les intérêts de retard au double du taux légal. Le Sénat s'y est opposé, estimant qu'il s'agissait là d'une « sur-pénalité » « quelque peu vexatoire ».

2. Le projet de loi « modifiant la loi du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer » : ce texte a pour objet d'adapter la législation française aux nouvelles règles internationales contenues dans la convention de Londres du 19 novembre 1976 qui porte sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes et le calcul des plafonds de limitation. Il entre en vigueur à l'issue d'un délai d'un an à compter de la ratification par une douzième partie prenante (la convention est d'ores et déjà signée par onze pays) ;

3. Le projet de loi « modifiant, à compter du mois de juin 1985, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi du 3 août 1982 portant création du Fonds spécial de grands travaux » : pour financer cette « quatrième » tranche du Fonds spécial, le texte prévoit de majorer de 3 centimes le taux spécifique sur les produits pétroliers, qui passera donc de 6,7 à 9,7 centimes. Cette tranche d'un montant de 6 milliards de francs devrait permettre de réaliser environ 16 milliards de travaux. Bien que certains sénateurs aient rappelé leurs réserves sur les risques que comporte la procédure de financement de dépenses définitives engagées par anticipation telles qu'elles et sur le peu de conformité à l'orthodoxie budgétaire de ce Fonds, le projet a été adopté sans opposition, l'intérêt de la formule pour la salience du bâtiment et des travaux publics prévalant sur les réserves.

4. Le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement français et celui du royaume de Jordanie en vue d'établir les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

5. Le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement français et celui de la République populaire de Chine sur le même sujet.

A. Ch.

M. GISCARD D'ESTAING

ÉCRIT AUX SÉNATEURS

DE L'OPPOSITION

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé une lettre à tous les sénateurs de l'opposition - majoritaires au Palais du Luxembourg - dans laquelle il leur indique qu'il se fera entendre sur les modalités d'imposition de l'emprunt 7 % 1983 à la suite de l'initiative que le gouvernement vient de prendre au cours du débat sur la loi de finances. La discussion du budget pour 1985 doit commencer au Sénat le 19 novembre.

L'ancien président de la République ajoute : « J'ai pensé qu'il pourrait vous intéresser de disposer d'éléments concrets d'appréciation sur ce problème. Aussi je me permets de vous envoyer les documents que j'ai établis à cette fin le 24 octobre dernier. C'est pour moi l'occasion de vous assurer de ma très cordiale considération. »

Le budget de la santé

SOIXANTE SCANNERS SUPPLÉMENTAIRES DANS LES HÔPITAUX EN 1985

A propos du rattachement des crédits d'équipement des hôpitaux dans le budget de la santé pour 1985, Mme Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a indiqué mardi 13 novembre à l'Assemblée nationale qu'il correspondait aux prévisions du D. Plan. Elle a ajouté que cela ne remettrait pas en cause le développement du progrès médical et annonce que « soixante scanners supplémentaires seront installés en 1985 », et que « sept résonances magnétiques nucléaires seront mises en place l'année prochaine à Bordeaux, Grenoble, Strasbourg, Lille, Marseille, Paris et Rennes ».

De son côté, M. Raymond Courrière, secrétaire d'État chargé des rapatriés, a annoncé que l'engagement du président de la République selon lequel le régime de retraite (des rapatriés) serait modifié et ajusté aux régimes métropolitains sera tenu. « Nous découvrons », a précisé M. Courrière, un projet à cet effet en 1985. Il aura pour objectif de permettre aux rapatriés de bénéficier effectivement d'une retraite, ce qui, jusqu'à présent, leur était refusé parce qu'ils n'ont pu cotiser, le régime d'assurance vieillesse n'ayant jamais été institué au Maroc, en Tunisie et en Indochine. »

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

SPÉCIAL FILIÈRE BOIS

■ René Souchon, secrétaire d'État à la forêt, s'entretient avec « Maîtrise ».

■ Dossier : l'avenir de la filière bois, de la papeterie aux hôpitaux.

« Le Monde » du 20 novembre daté 21

DANS LE NORD

Le maire de Wasquehal est exclu du PS

De notre correspondant

Lille. - La commission des conflits de la fédération socialiste du Nord a décidé, lundi 12 novembre, d'exclure du PS M. Gérard Vignoble, maire de Wasquehal, conseiller général de Roubaix-Ouest et conseiller régional. Cette décision a été prise en vertu des articles 57 et 67 des statuts du parti. Le premier prétexte est que les socialistes « doivent en toutes circonstances respecter la règle de l'unité de leur groupe » ; le second concerne « les actes ou conduites de nature à porter gravement préjudice au parti ».

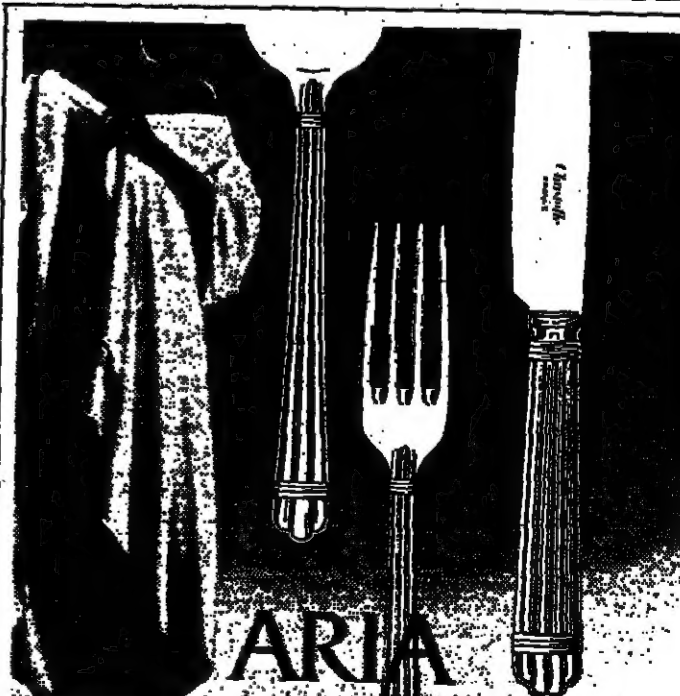
Le PS reproche à M. Vignoble son attitude à la communauté urbaine de Lille où il s'est opposé à plusieurs reprises au président socialiste, M. Arthur Notebaert, à propos de quelques dossiers brûlants : le prolongement de la seconde ligne du métro lillois, l'implantation de l'entreprise Bull à Villeneuve-

d'Ascq, et, plus récemment encore, la révision des POS.

En février dernier, M. Notebaert avait saisi une première fois la commission des conflits, qui s'était contentée d'adresser un blâme au maire de Wasquehal. Il lui était notamment reproché de n'avoir pas respecté la discipline de vote. M. Vignoble récidivait en septembre lors du débat sur Bull. Saisie par la direction fédérale, la commission des conflits vient, cette fois, de décider l'exclusion.

Maire de Wasquehal depuis 1977, date à laquelle le Parti socialiste avait ravi cette commune au RPR à la faveur d'une élection triangulaire, M. Vignoble est, également, conseiller général. On lui prête l'intention de faire appel de la décision d'exclusion.

JEAN-RENÉ LORÉ.



Le nouveau classique de Christoffe

Pavillon Christoffe

12, rue Royale Paris 8^e
24, rue de la Paix Paris 2^e
95, rue de Passy Paris 16^e
93, rue de Seine Paris 6^e
17, rue de Sévres Paris 6^e
Centre Commercial Parly II

Sur TF 1

NOUVEAU «QUART D'HEURE» DE M. FABRUS LE 28 NOVEMBRE

M. Laurent Fabrus répondra, mercredi 28 novembre à 20 h 30, pendant quinze minutes, aux questions que lui posera Jean Lanzi, directeur de l'information de TF1. Il s'agit du deuxième « quart d'heure » mensuel du premier ministre sur TF1. La première émission avait eu lieu le 17 octobre.

La direction de la chaîne a précisé, lundi 12 novembre, qu'elle « tient à la disposition des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale un temps d'antenne d'une demi-heure dans des conditions identiques à celles dont bénéficie le premier ministre ». Ce droit de réponse avait été boycotté par les groupes d'opposition, au lendemain de la première intervention de M. Fabrus. M. Labbé, président du groupe RPR et Gaudin, président du groupe UDF, ont proposé à la direction de TF1 de disposer d'une émission d'un quart d'heure qu'ils organiseraient eux-mêmes, en direct, avec des journalistes de TF1 et qui serait diffusée huit jours après le « quart d'heure » du premier ministre.

LA POLITIQUE SOCIALISTE ACCABLE LE PAYS déclare le PCF

Le bureau politique du Parti communiste a rendu public, le mardi 13 novembre, une déclaration sur la situation politique, dans laquelle il observe que « le pouvoir et le Parti socialiste, après avoir prêté le « décriation », semblent vouloir relancer un discours critique contre la droite ». « Mais, ajoute le bureau politique, « dans le même temps, ils affirment leur volonté de poursuivre cette même politique, qui accable le pays, dont la droite a déjà tant tiré profit et dont elle ne manquera pas d'utiliser encore les conséquences pour essayer de réaliser son objectif de reconquête du pouvoir ».

Selon la direction du PCF, « tout montre qu'est engagé un effort de grande ampleur pour tenter de créer les conditions d'une acceptation durable, par le peuple français, de la crise et d'une politique pliant notre pays, ses traditions, son potentiel, sa culture, à la volonté de perpétuer la domination du capital ». « L'acharnement anticommuniste, estime le bureau politique, trouve là sa raison la plus profonde, car le Parti communiste français est l'obstacle politique essentiel à cette entreprise ». Le PCF annonce l'organisation d'un meeting sur ces thèmes le 6 décembre prochain.

L'implantation du Synchrotron européen à Grenoble

LES ÉLUS D'OPPOSITION DU BAS-RHIN DÉCIDENT DE BOYCOTTER LE VOYAGE DE M. MITTERRAND EN ALSACE

Les élus d'opposition du Bas-Rhin ont décidé, lundi 12 novembre, le boycottage total de la visite que doit faire M. François Mitterrand en Alsace les 22 et 23 novembre à l'occasion du quarantième anniversaire de la libération de Strasbourg. Ils entendent ainsi protester contre la décision du gouvernement d'implanter le synchrotron à Grenoble plutôt qu'à Strasbourg (le Monde du 20 novembre).

Au terme d'une réunion qui rassemblait la presque totalité des élus RPR et UDF du département, M. Jean-Paul Hamann, président du RPR du Bas-Rhin, a annoncé qu'une manifestation se déroulera dans la soirée du 22 novembre au moment des morts de Strasbourg, et précisé que les élus ne s'associeront pas le lendemain aux cérémonies présidées par le président de la République. Pour assurer la coordination de la campagne de protestation dans le département, un comité de crise, formé de permanents RPR et UDF, a été constitué.

Dans l'autre département alsacien, le Haut-Rhin, les élus d'opposition, lors de la venue de M. François Mitterrand ont décidé d'adopter une attitude différente. Tandis que M. Joseph Klifa (PSD), maire de Mulhouse, se déclare décidé « à ne pas manquer l'occasion de dialogue » qui se présente et a l'intention de soumettre à M. Mitterrand « le dossier de la dégradation du tissu industriel des milieux », M. Edmond Gerrer, maire de Colmar, président du CDS du Haut-Rhin et vice-président du conseil général, entend protester contre l'implantation du synchrotron à Grenoble. Il a annoncé, lundi 12 novembre, lors de la réunion du conseil municipal, qu'il ne recevra pas le président de la République à l'hôtel de ville de Colmar. Il a toutefois indiqué qu'il assistera aux cérémonies du quarantième anniversaire que doit présider le chef de l'Etat.

Face à ces prises de position, MM. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce, élu du Haut-Rhin, et Jean-Pierre Baumeister, premier secrétaire du PS de ce département, ont estimé que l'Alsace « doit poursuivre le dialogue » et « ne pas se replier sur elle-même ».

Le brouillard des idées

III. — La gauche « Kleenex »

par JEAN-YVES LHOMEAU

A gauche, la recherche d'une identité mise à mal par l'exercice du pouvoir ; à droite, la vaine hésitation autour du libéralisme. Le modèle libéral importé des Etats-Unis et de Grande-Bretagne provoque, dans l'opposition, des contestations idéologiques révélatrices d'un « brouillard des idées » (le Monde du 13 et du 14 novembre). Les socialistes sont encore jugés non pour ce qu'ils sont, mais sur l'image triviale d'un rêve qu'ils ont entrepris pendant dix ans.

Les socialistes peuvent toujours clamer, preuves à l'appui, que pour l'essentiel les cent dix propositions du candidat Mitterrand sont en bonne voie d'être tenues, ce n'est pas la perception qu'en ont les Français. De la gauche des années 70 — de la signature du programme commun, en 1972, à la victoire électorale — on a retenu un espoir et une atmosphère de libération, quelques slogans de rêve plutôt qu'un programme présidentiel. D'où la désillusion brutale, la rancœur envers ceux qui n'ont pas tenu des promesses idéalisées, le désintérêt pour une classe politique de gauche que rien ou presque ne différencierait plus de sa consœur de droite.

A qui la faute ? On allait « changer la vie » et la vie n'a pas changé. On allait « faire de la croissance » et elle a été bridée. On allait réduire le chômage et il a galopé, construire le socialisme, c'est-à-dire provoquer une « libération », mettre à bas « le pouvoir de l'argent ». « Nous avons été grisés », a admis M. Mitterrand, pendant l'été 1983, à propos de la première période économique de son septennat. Les électeurs et les militants socialistes l'avaient été avant lui, alors même que lui ne l'était pas.

Les socialistes vivent encore sur cette image brisée d'un rêve entrepris pendant dix ans. Ils en perdent peut-être le pouvoir, faute d'avoir su rendre crédible le réalisme brutallement substitué au rêve. S'il y a une sanction, ce n'est pas celle d'une transition, mais celle d'un message porté par le verbe.

M. François Mitterrand a perdu beaucoup de sa liberté d'homme politique en s'efforçant à la conquête du pouvoir par la maîtrise d'un grand parti renoué. Il a exprimé au moins autant le discours d'un parti, instrument de cette conquête — avec ce que cela suppose de contraintes et de concessions — que sa propre approche du socialisme. Ce discours, concédé ne s'accommodant pas toujours des réalités de l'exercice du pouvoir, auquel il prétend pourtant s'appliquer. La gauche choue « plus qu'il n'est raisonnable, à la part du rêve ». M. Mitterrand l'admet depuis longtemps. Comme il admet probablement que l'orientation de sa démarche n'est pas étrangère au type d'alliance par lequel il lui semblait

nécessaire de passer et, en bout de course, à la rivalité tactique née des ambitions présidentielles de M. Michel Rocard.

C'est le lot, jusqu'à présent, de tous les hommes politiques et même de ceux qui, tel M. Raymond Barre, prétendent ne pas faire de politique. Pour ce qui concerne la gauche, il y a à près de soixante ans que Léon Blum a analysé le déchirement entre la « conquête » et « l'exercice » du pouvoir, déchirement qui provoque l'irréversible « déception révolutionnaire » des masses.

La « déception révolutionnaire » ne serait pas, ou serait moins profonde, dira-t-on, si le discours visait plus juste. On comprend mieux l'après 1981 si l'on a lu ce qu'écrivait M. Mitterrand en 1969 dans « Ma part de vérité ». Celui dont, un an après mai 1968, la carrière politique était considérée comme finie souhaitait alors « l'arabisation » la gauche afin qu'elle se rende « maîtresse du réel », et qu'elle « vive avec son temps ». « Un gouvernement socialiste, écrivait-il alors, doit connaître autant qu'un gouvernement capitaliste les ressorts de la croissance et de l'expansion. Echanger serait une triple faillite, technique, politique et morale. Incapable de produire davantage pour répartir plus justement, ce gouvernement perdrait le socialisme à l'usage qui fut longtemps le sien, celui d'une utopie ».

« Non coupables ! »

A la veille de la victoire de 1981, le socialisme était encore perçu comme l'utopie. Cela, certainement, a aidé M. Mitterrand à l'emporter. Aujourd'hui, ses représentants s'efforcent de « matérialiser le réel ». Cela, peut-être, les entraine à leur perte en 1986. La gauche s'est offerte comme une pochette de sole. On la jette furtivement après usage, gauche « Kleenex ».

Vendre du rêve aux élections législatives de 1986 ? Impensable. Les électeurs ont déjà donné. Les socialistes devront bien vendre une réalité peu attrayante, la crise, qu'ils ont si bien ancrée dans les têtes que l'opposition peut se permettre aujourd'hui, comme le font MM. Chirac et Barre, de ne plus promettre que « du sang et des larmes ».

L'analyse et la perspective du combat électoral sont simples. La gauche n'est plus toute la gauche mais le seul Parti socialiste puisque les communistes ont quitté le gouvernement et, dans le même mouvement, la majorité. Le Parti socialiste n'est plus le pôle attractif de l'imaginaire politique français. Il ne lui reste plus qu'à expliquer l'action du pouvoir, et à se refaire une identité sur le dos de la droite, dont il s'agit de dénoncer les « horreurs » qu'elle commettrait si elle revenait au pou-

voir. Encore faut-il que, pour convaincre, les militants socialistes soient eux-mêmes convaincus.

De ce point de vue, la campagne préparatoire aux élections législatives commence à l'intérieur même du Parti socialiste. Que disent les dirigeants du PS à leurs militants ? Trois choses : n'ayez pas honte de ce que vous êtes, ne plaidez pas coupables, ou bien la partie est perdue d'avance ; admettez que le peuple peut vous donner tort même si vous avez raison ; ne soyez pas paralysés par l'hypothèse de la défaite, mais considérez-la, si elle intervient, comme la promesse d'une alternance dont vous avez démontré, en 1981 qu'elle est possible. Il ne s'agit pas là d'un simple argumentaire, mais d'une remise en cause profonde d'un système de pensée et d'un comportement.

Plaider « non coupable » n'est pas le plus facile. La mode est à la « trahison ». La direction du Parti communiste joue de cet air connu. Laurent Joffrin peut écrire sans choquer dans la Gauche en voie de disparition que la gauche, dont on croyait qu'elle voulait « rompre avec le capitalisme », a rompu, la trahisse, avec le socialisme. L'enquête Informetrix, publiée cette semaine par le Point indique que, parmi les Français qui portent un jugement critique sur M. François Mitterrand — c'est-à-dire trois Français sur quatre, — outre les opposants irréductibles, près de 34 % estiment qu'il n'a pas tenu ses promesses et près de 12 % qu'il mène une politique indécise. A l'intérieur même du Parti socialiste, le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement a longtemps crié à la déviation et considère encore aujourd'hui — c'est du moins ce que dit M. Didier Motchane — que le pouvoir se laisse porter, plutôt qu'il le dirige, par un mouvement de modernisation qui s'imposerait au politique.

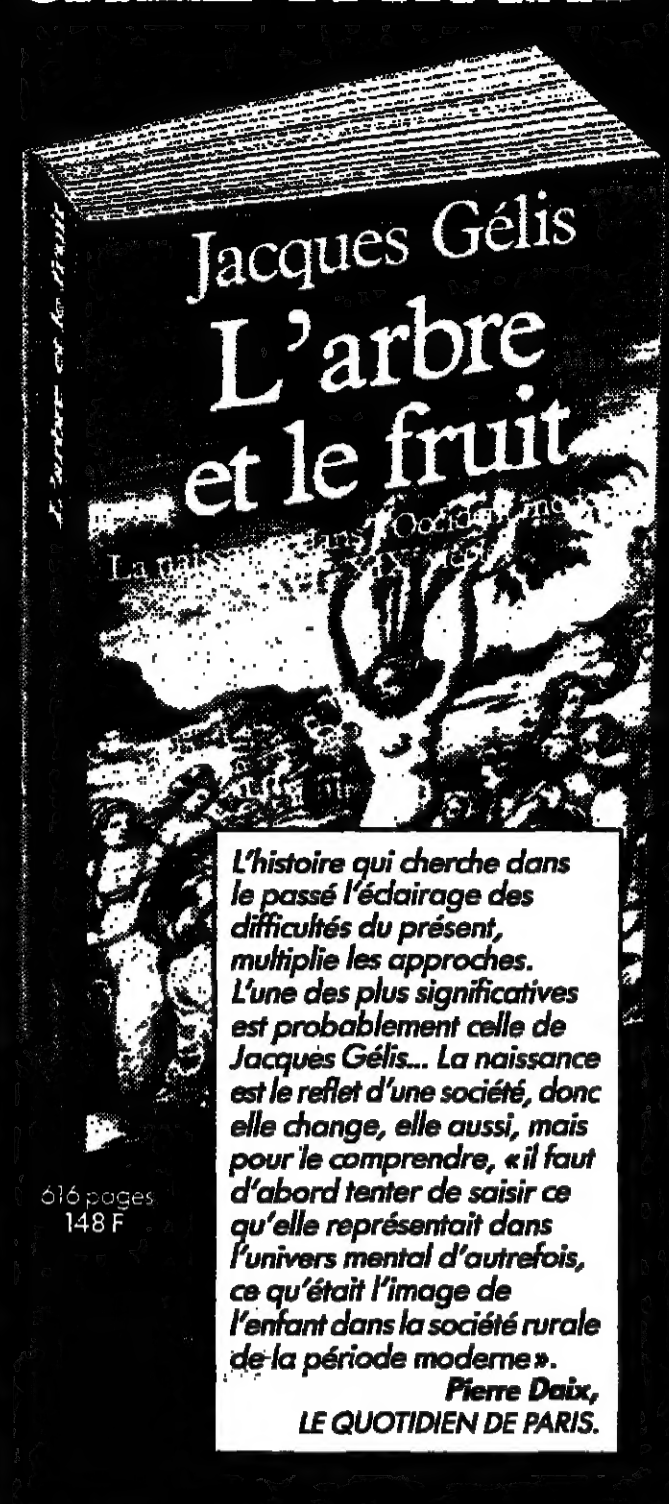
Certes, les socialistes ont rompu avec l'idée que l'on se faisait d'eux, avec la part d'utopie abandonnée au fond des urnes. Mais ce qui leur reste, la gestion, laisse indifférents une part de ceux qui les ont élus pour autre chose qu'une continuité de la vie quotidienne. En termes d'opinion, ils n'ont plus d'autre choix que de se définir par contraste avec une droite ressuscitée : avec les autres, ce serait pire ! Hier, c'était « la gauche vous volera vos économies ». Demain, cela risque d'être : « La droite vous prendra vos prestations maladie ». Bref, rien d'autre que les bonnes vieilles recettes !

Prochain article :

GAULLISME
LIBÉRALISME :
INCONCILIABLES ?

par ANDRÉ PASSERON.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Jacques Gélis
L'arbre et le fruit

L'histoire qui cherche dans le passé l'éclairage des difficultés du présent, multiplie les approches. L'une des plus significatives est probablement celle de Jacques Gélis... La naissance est le reflet d'une société, donc elle change, elle aussi, mais pour le comprendre, « il faut d'abord tenter de saisir ce qu'elle représentait dans l'univers mental d'autrefois, ce qu'était l'image de l'enfant dans la société rurale de la période moderne ».

Pierre Dabx,
LE QUOTIDIEN DE PARIS.

615 pages
148 F

(Publié)

IMMERSION AUX LINGUISTIQUE USA

Importante organisation US propose, dans une grande université de Californie ou Florida, une formation incluant cours (c.a. soit niveau d'anglais), hébergement, repas.

DEPART JANVIER. Documentation contre cinq timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.,
U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94.

Le micro-majeur : Dès sa naissance 5000 logiciels l'entourent.

5000 logiciels à la naissance plus une large gamme de périphériques. Le Spectrum+, c'est la puissance. Plus de 250 000 passionnés en France qui font déjà confiance à Sinclair. Le Spectrum+, c'est l'expérience. L'acquis du passé plus la force de ses nouvelles qualités : le Spectrum+, c'est le top micro.

Sinclair s'impose définitivement. Ce micro-ordinateur est déjà majeur.

Chez votre revendeur Sinclair, le Spectrum+ vous attend avec son cadeau surprise.

ZX Spectrum+
sinclair



Le Monde

société

APRÈS LE DRAME D'ÉPONE

L'ENQUÊTE SUR LA MORT D'OZGUL KEMAL

Le meurtrier présumé du jeune Turc affirme qu'il était menacé par des ouvriers

Trois jours après la mort d'Ozgul Kemal, jeune tueur de l'entreprise Pirault d'Épône (Yvelines), abattu le 10 novembre dans la soirée, les circonstances du drame sont à peu près éclaircies. M. Jacques Nézade, un ouvrier d'origine camerounaise, chargé par la direction de la surveillance de la société, a affirmé avoir été pris d'affolement à l'approche des ouvriers, décidés à récupérer l'usine et qui lui lançaient des pierres.

Avant même qu'il ne tire, quelques ouvriers l'auraient menacé avec des fusils à crosse dont ils s'étaient servis deux semaines auparavant. La police a effectivement trouvé, samedi soir, après le drame, devant les bâtiments de l'entreprise Pirault, des compresses et des fusils à crosse en état de marche qui à l'usage, auraient pu être très dangereux.

Tandis qu'un second ouvrier, M. Daniel Pinouel, présent également dans l'incident de l'entreprise, téléphonait au propriétaire, M. Pierre Pirault, M. Jacques Nézade tirait dans le noir de nombreux coups de feu. Au moins trois chargeurs de cinq cartouches pendant dix minutes. D'où son inculpation, lundi, d'homicide volontaire (le mardi 14 novembre).

L'arme utilisée était un fusil de chasse avec chargeur à pompe, dont M. Pierre Pirault était légalement propriétaire. Ce dernier a affirmé avoir pris l'habitude, depuis les premiers incidents avec des ouvriers, début octobre, de se déplacer avec ce calibre 12 qu'il avait acheté, ce soir-là, à son homme de

confiance. Rien ne permet pour l'instant de démontrer qu'une deuxième personne ait tiré ce soir-là sur le groupe d'ouvriers.

Dès les premiers coups de feu tirés, M. Jean-Pierre Pirault, trente-deux ans, fils aîné et directeur de fait de l'entreprise, est arrivé dans sa R5. Il échange quelques mots avec un délégué CGT qui lui demande « d'arrêter le carnage ». A-t-il encouragé alors le tueur, comme l'affirment certains à la CGT ? Ou s'est-il contenté de ne rien faire ?

Les versions divergent, mais en tout état de cause, M. Jean-Pierre Pirault est resté parfaitement passif. La fusillade continuera après son entrée dans les bâtiments et il faudra attendre, pour désamorcer le tueur, l'arrivée de M. Pierre Pirault.

Ce dernier a dissimulé, après le drame, l'arme du forfait chez un voisin. « J'étais paniqué », a-t-il expliqué. D'où son inculpation pour entrave par dissimulation au bon fonctionnement de la justice.

M. B.



Profil

Jean-Pierre Pirault saisi par la grandeur

Les Pirault furent à leur manière les Turcs de la IV^e République. Ils ne quittèrent la Bretagne, en 1957, que pour trouver du travail en région parisienne. M. Pierre Pirault, alors, à une petite annonce de La céramique française, qui recrutait en terre bretonne. Il s'installa avec sa famille à Gargenville (Yvelines), à la cité des Coutures, surmontée alors la « cité des Bretons ».

M. Pirault avait de l'ambition pour ses quatre fils. Et son mari, le dimanche, travaillait un peu au noir. Très vite, il se mit à son compte et ses deux fils aînés, Didier et Christian, le rejoignirent dès l'âge de quatorze ans sur les chantiers. L'entreprise Pirault, modeste mais sage, avait pignon sur rue. Une famille de travailleurs comblée par le succès du jeune Jean-Pierre, le troisième fils, international junior d'athlétisme (lancer du poids) et bientôt licencié en droit.

Cette réussite fut sans doute le meilleur de la famille. Jean-Pierre, tout frais diplômé de l'université, voulut « doper » l'entreprise familiale : lotissements, brevets, « autant de choses, dit son frère Didier, qui sont des chicaneries pour nous » et l'entreprise Pirault fut saisie par le succès du jeune Jean-Pierre, le troisième fils, international junior d'athlétisme (lancer du poids) et bientôt licencié en droit.

Les finitions rognées et les réfugiés turcs non déclarés à la Sécurité sociale permettaient d'équilibrer la trésorerie. Le mépris pour les plaintes des clients et la répression syndicale firent le reste. « Le bâtiment est un métier de gangsters », dit un de ses concurrents dans la région, mais lui, il a toujours été à l'aise.

Rien n'arrêta plus ce jeune loup de trente ans, qui se présente, en 1983, à Aubergenville, second d'une liste dissidente de celle du maire sortant RPR, M. Neilly Rodi. La campagne électorale fut mouvementée et M. Jean-Pierre Pirault se montra, lors des colloques d'affiches, particulièrement violent. Le conseil municipal tout entier dénonça son comportement, certains le stigmatisèrent comme un extrémiste de droite, même si aucun texte écrit durant cette campagne ne semble justifier cette filiation. Il est dit pourtant, et le clan est plus confiant que jamais.

Difficultés de trésorerie

Les difficultés de trésorerie pourtant s'accumulent. La comptabilité est toujours inexistante et les salaires, à partir de juin 1984, ne sont plus versés. Jean-Pierre, devenu le premier d'entre les frères, ne sait qu'opposer son

autoritarisme aux revendications : plusieurs salariés sont expulsés pour avoir osé demander leur dû. Un chef d'équipe est rétrogradé à un poste de manœuvre de nuit. Parallèlement, malgré ses 700 000 francs d'arrêts de salaires, l'entreprise continue d'embaucher et investit dans une grue très sophistiquée.

La CGT s'en mêle seulement à la fin de l'été. Des plaintes sont déposées aux prud'hommes et les soixante-cinq travailleurs de l'entreprise, sans aucune tradition syndicale, l'occupent début octobre. La direction tente, dans un premier temps, de diviser le personnel, Français et Portugais contre Turcs, en versant des acomptes aux premiers et en envoyant un bulldozer contre les seconds. L'échec est total : « Ils nous ont dit qu'ils n'étaient pas des hommes », explique Antonio, mais nous n'avons pas des commandos. » M. Jean-Pierre Pirault, perdu, songe à réinvestir les bâtiments de la société à partir d'un hélicoptère loué, avant de se résoudre à un protocole d'accord qu'il ne respectera pas.

La famille perd pied et laisse, face aux salariés, en colère, un malheureux ouvrier camerounais à leur solde, armé d'un fusil de chasse.

NICOLAS BEAU.

M. Le Pen dément avoir tenu les propos que rapporte la presse turque

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — On fait parler Le Pen, mais on ne le laisse pas parler. Le président du Front national, qui siège actuellement à l'Assemblée européenne, cachait mal son irritation, mardi matin, devant ce qu'il appelle l'« exploitation de citations tronquées ». Il estimait « scandaleux » que des propos tenus il y a plus de quatre mois, aient pu être présentés comme des réactions aux incidents d'Épône et de Châteaubriant.

M. Le Pen rappelait qu'après le scrutin du 17 juin il avait donné près de deux cents interviews au cours desquelles il avait toujours abordé les questions de défense nationale. « Je ne me souviens pas, disait-il, des déclarations exactes faites à la journaliste de Gures. » M. Le Pen relevait que celle-ci, « par le type de questions qu'elle posait, devait être

d'extrême gauche ». « Toujours est-il, ajoutait M. Le Pen, que je n'ai jamais dit à propos des immigrés que j'étais prêt à prendre les armes pour empêcher la destruction de la France ». « C'est tout de même curieux qu'un patron RPR et un vigile de nationalité camerounaise soient au centre de l'affaire d'Épône et que l'on dise que c'est Le Pen. » Pour renforcer son argumentation le président du Front national rappelait qu'il a toujours été opposé à la création de milices. — M.S.

[Le correspondant à Paris du quotidien turc Gurez nous a confirmé, le 13 novembre, que lors de l'entretien en question, lequel avaient participé plusieurs journalistes étrangers, c'est bien dans la discussion sur la situation des immigrés en France que M. Le Pen avait évoqué le retour aux armes.]

• M. Pierre Méthénier (CDS) : l'intolérance. — Le président du CDS, M. Pierre Méthénier, déclare dans un communiqué : « Aggression verbale et violence physique procédant du même mal : l'intolérance. Les deux sont condamnables et inadmissibles. (...) A un moment où l'aggravation de la situation de l'économie et de l'emploi accroît les tensions, ceux qui contribuent à les exacerber prennent des responsabilités graves. »

• Une réaction du CRIF. — M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a publié un communiqué dans lequel il déclare : « Nous ne pouvons pas rester silencieux face à des actes criminels qui frappent des étrangers en tant que tels. Nous en appelons à l'opinion publique française, sans distinction d'opinion politique — majorité ou opposition — pour qu'elle exprime son refus d'une propagande qui incite des esprits faibles à traduire en actes des slogans de propagande. »

Nombreuses manifestations de protestation

De nombreuses manifestations ont eu lieu, mardi 13 novembre, à travers toute la France, pour protester contre le meurtre de Kemal Ozgul, le jeune ouvrier turc, membre de la CGT, tué le 10 novembre à l'usine Pirault d'Épône (Yvelines). A Paris, le défilé auquel participait la CGT devant le siège du CNPF, a vu la participation d'environ dix mille personnes, y compris de militants de la CFDT et de la FEN, dont les instances centrales avaient refusé de s'associer aux mots d'ordre cégétistes. En province, les manifestations ont été souvent compliquées (CGT, CFDT, FEN), notamment à Lyon, où de nombreuses entreprises étaient représentées, à Lille, Clermont-Ferrand, Caen ou Nice. Par ailleurs, des arrêts de travail, parfois unitaires et

quant jusqu'à une demi-heure, comme à Remanville-Frès, ont été observés dans un certain nombre d'entreprises.

De nombreuses réactions d'indignation à l'égard du meurtre d'Épône sont encore enregistrées, notamment de la part des milieux de l'enseignement, du Syndicat de la magistrature et de l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ). Cette dernière organisation avait invité « toutes les rédactions à faire largement écho aux manifestations et actions organisées le 13 novembre, en exigeant qu'elles figurent en bonne place » dans la présentation des informations.

A Paris : dix mille personnes

Environ dix mille personnes — cinquante mille selon les organisateurs — ont défilé à Paris, mardi 13 novembre pendant deux heures et demie, entre le Trocadéro et la place de l'Alma, en hommage à Kemal Ozgul. Les manifestants ont passé sans incident avenue Pierre-I-de-Serbie, où est installé le siège du CNPF.

Quelles que soient les intentions de récupération des uns et des autres — et notamment de la CGT, principale organisatrice de cette démonstration syndicale — il serait indécemment, en regard du thème d'une telle manifestation, de parler de succès ou d'échec. Constatons simplement que des milliers de travailleurs, français et immigrés, qui n'étaient pas tous cégétistes, et c'est bien là la surprise de cette journée, ont répondu à l'appel.

C'est, en effet, un cortège très dispersé qui s'est formé vers 17 heures sur la place du Trocadéro, au-dessus des brigades habituelles de militants cégétistes, on remarquait surtout d'importants contingents d'ouvriers turcs de tendances diverses, dont les slogans, souvent contradictoires, couvraient la voix de leurs camarades français. D'autant plus qu'au départ, la consigne avait été donnée d'une « manifestation silencieuse ».

Rupture d'équilibre aussi, en fin de cortège, avec la présence de fortes délégations de la CFDT, alors que son union régionale parisienne avait refusé toute participation, invoquant « les conditions de préparation ». La centrale CFDT, pour sa part, avait refusé le concept de responsabilité collective du patronat dans l'assassinat — du jeune Turc. On apercevait pourtant de nombreux militants CFDT des services publics parisiens, notamment des finances, des PTT, du ministère du travail, du SGEN, ainsi que des services communaux de la Seine-Saint-Denis. Des banderoles, épinglées à la FEN, du SNES, de la Ligue communiste révolutionnaire et même la banderole noire de la Fédération anarchiste. Une hétérogénéité qui ne réussissait pas, tant s'en faut, à masquer le fait dominant : l'absence flagrante des grands syndicats ou politiques de la gauche, à l'exception de M. Georges Marchais, noté dans la masse.

Après une brève allocution de M. Gérard Casassus, secrétaire de la CGT, qui s'est terminée par un « hommage à Kemal Ozgul », le cortège a défilé dans la dignité, le cortège s'est mis en branle au cri unitaire de « Français, immigrés, mêmes patronat, même combat ». A l'avant-plan, sous l'égide de la jeune victoire, une large banderole : « Hommage à Kemal Ozgul, assassiné par le patronat. Pour les droits, la liberté et la vie. » Puis les militants de Mantes-la-Jolie et de l'usine Pirault, proclamant : « Nous voulons nos salaires, solidarité aux victimes ». Ensuite, les délégations de la Fédération CGT de la construction et de divers établissements : Samaritaine, FNAC, Rhône-Poulenc, Renault-Frès, Talbot-Poissy, SKF, une usine occupée depuis un an et plusieurs centaines de militants turcs marxistes-léninistes scandant « Vive Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao ! A bas l'impérialisme français ! ». D'autres organisations culturelles des travailleurs d'Anatolie, l'Association des travailleurs de Turquie, le mouvement turc Kurulus, précédant l'organisation des travailleurs révolutionnaires d'Irak.

• Le gouvernement turc rend hommage à M. François Mitterrand. — Le Turquie a « noté avec satisfaction la réaction du président Mitterrand » après la mort d'un jeune ouvrier turc, Ozgul Kemal, tué le 10 novembre à Épône (Yvelines), indique un communiqué du ministère turc des affaires étrangères publié le 12 novembre à Ankara. « Nous espérons, ajoute le communiqué, que l'attitude de M. Mitterrand signifie que les autorités françaises, après tout, ont commencé à comprendre que la culture du terrorisme ne saurait être confiée dans des limites spécifiques. » — (AFP.)

le Brifk Yoh, la Voie de l'Unité (pro-soviétique)... Suivaient divers groupuscules, entre autres les « anars », secrés de près par les permanents des sections CGT de la région parisienne, par le Mouvement de la jeunesse communiste de France et par environ deux cents militants des usines Renault du Billancourt, visiblement soucieux d'éviter toute bavare. Enfin, un millier de militants CFDT-SGEN ou trotskistes, ces derniers criant : « Le Pat complice des crimes racistes ! »

Tous sont passés, comme sans le voir, devant l'immeuble du CNPF, dont toutes les fenêtres étaient illuminées. A l'horizon, pas un seul casque de CRS. Seul incident notable : vers 18 h 30, avenue Marceau, le service d'ordre CGT a refusé quelque peu brutalement une cinquantaine de très jeunes gens brandissant des drapeaux rouge et noir et vociférant : « Le patronat assassine, le gouvernement licencie ! A bas la répression ! » Ce slogan fut rapidement couvert par le mot d'ordre plus orthodoxe : « Union, action avec la CGT ! » La centrale de M. Kasatchi restait maîtresse du terrain.

J. B.

Grève de la faim de jeunes français de confession islamique

De notre correspondant régional

Lyon. — Ils s'appellent Hachine ou Boualem, Djamel ou Mokhtar. Ils ont entre dix-neuf et vingt-cinq ans, ils sont Français de confession islamique. Ils mènent depuis le 24 octobre dernier une grève de la faim pour obtenir le droit à la dignité et l'égalité des droits et des devoirs avec les autres nationaux. Habitants de Vénissieux, ils ont commencé leur mouvement à sept. Ils le continuent à six (après l'hospitalisation de l'un des leurs) dans la cure d'une église honnête — l'église de l'Immaculée Conception — dans l'espoir de voir leur action mieux relayée par les médias.

Au premier rang de leurs préoccupations, l'emploi. M. Mohamed Bourini, président du Front national des rapatriés de confession islamique (FRFRCI), qui semble être le principal coordinateur du mouvement souligne le taux de 27 % de chômage chez nos jeunes contre une moyenne nationale de

13 %. Les contacts sont maintenus avec la Préfecture du Rhône. Sans que les propositions avancées — des stages ou des travaux d'utilité collective — aient permis le règlement d'un conflit dont M. Bourini assure qu'il va s'étendre dans d'autres villes comme Saint-Etienne et Clermont-Ferrand.

Sur une table, voisine des lits des grévistes, un registre est ouvert. A côté de messages de solidarité, majoritaires, on peut lire des formules d'ordre politique : « Je trouve scandaleux que ces Français musulmans en soient réduits à cette extrémité. Le gouvernement socialiste est responsable de cette situation. » Ou encore, juste au-dessous : « Les Français doivent élever le drapeau de la gauche et de la laïcité. » Conclusion de M. Bourini : « Nous serons intégrés quand nous aurons nos hommes politiques à nous. »

C. R.

Le Monde

L'ÉDUCATION

conseil de classe crever l'abcès

Foral de français au baccalauréat le mirage du modèle japonais

LE MONDE DE L'ÉDUCATION - BULLETIN D'ABONNEMENT

TAB 1 AN : FRANCE, 110 F - ÉTRANGER, 105 F

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde Service abonnements, 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09



LE DÉBAT SUR L'INSÉCURITÉ

Chez les socialistes : tenue et retenue

« Quoi qu'il fasse, il le loupe ! C'est ça le véritable problème du pouvoir. » Les députés socialistes ne sont pas loin de faire leur constatation amusée de M. Jean-Claude Gaudin (UDF). Mais, pour eux, elle est bien amère.

Voilà des mois et des mois qu'ils tourmentent autour de cette copie de plume rampante qu'est l'insécurité, et le sentiment de peur qu'elle inspire, sans trop savoir comment l'aborder. Sans réussir - surtout - à faire passer leur message.

Voilà - enfin - qu'ils touchent un ministre de l'intérieur selon leur cœur, un homme qui réussit, devant eux, à l'occasion du débat budgétaire, à tenir un discours de vrai « fils » sans renier ses liens de gauche et de défense des droits de l'homme. Ceux là-mêmes qui avaient eu quelque peine à souffrir de la fureur de M. Pierre Joxe, du temps où il présidait le groupe socialiste, applaudissaient des deux mains : nous avons, disaient-ils, enfin - trouvé la manière de réagir aux campagnes de la droite et de l'extrême droite.

Trois drames viennent relancer - d'une manière si horrible que nul n'osait l'imaginer - le débat. Accablés, la tête entre les mains, ils ont comme première réaction : « Nous n'en sortirons jamais ! ». M. Claude Estier, encore bouleversé par l'horreur qui frappe son dix-huitième arrondissement, encore retourné, nous pas tant par la façon dont il a été accueilli le lundi 12 novembre dans sa circonscription, mais par la manière dont, d'après lui, radio et télévision ont monté en épingle « quelques cris hostiles », a facilement convaincu ses amis socialistes au cours de leur réunion du mardi 13 qu'il fallait prendre le dossier à bras le corps.

Une constatation d'abord : ce qui se passe dans le dix-huitième n'a rien à voir avec les problèmes de sécurité qui se posent dans cet arrondissement comme dans d'autres zones dites chaudes : il s'agit de crimes d'un dément, d'un fou. Oui, mais il faut bien convenir que cela entraîne « une poussée de fièvre dans un terrain déjà fermenté ». D'autant que les « gens ne réfléchissent pas : on leur dit que c'est un

dément et ils réclament le rétablissement de la peine de mort ! »

L'écroulement, ensuite, devant l'« exploitation » que fait la droite de cette situation. MM. Roger Chénard, maire UDF du dix-huitième, Alain Juppé (RPR) et Jean-Pierre Fierro-Bloch (UDF), ont entendu leurs oreilles siffler, au cours de cette réunion des députés socialistes, spécialement ce dernier, traité par M. Estier de « charognard, de voyou, de fasciste ». Les élus du PS s'inquiètent des « mœurs politiques » que l'attitude de l'opposition traduit.

Constaté, s'émouvoir est une chose. Réagir en est une autre. L'occasion est toute trouvée. Mercredi après-midi, c'est l'heure des questions au gouvernement à l'Assemblée : des centaines de milliers de téléspectateurs - beaucoup de personnes âgées - les regardent en direct. Coup de chance, c'est aux socialistes d'ouvrir le feu. Une fois rapidement balayée la suggestion de M. Alain Richard (Val-d'Oise) de ne rien faire sur le sujet pour éviter de contribuer à la dramatisation, et celle de M. Raymond Donyère qui souhaitait que M. Laurent Fabius lui-même ouvre le débat par une déclaration solennelle, « n'est pas à nous de dire au gouvernement ce qu'il doit faire ». L'affaire est vite entendue : les socialistes posent trois questions sur le dix-huitième, Epône et Châteaubriant.

Pas question d'agiter le chiffon rouge devant la droite. Tenue et retenue sont les consignes. M. Estier commença bien, par dénoncer, d'un mot, l'exploitation politique. Mais l'objectif simple à énoncer, difficile à réaliser, est surtout d'éviter les provocations. Faire l'amalgame entre tous les patrons et ce qui s'est passé à Epône, ce serait réagir

comme ceux qui rendent le gouvernement responsable des crimes du dix-huitième. Le but est simplement de permettre au gouvernement de s'expliquer devant les téléspectateurs. Pour cela, les députés socialistes font confiance à M. Joxe, à qui ils se raccrochent comme à une bouée.

Pas question en effet de tomber dans l'idéologie sécuritaire. L'initiative de M. Christian Pétrel, qui, avec les élus socialistes et républicains des Vosges demande des « peines incompressibles » (Le Monde du 14 novembre) fait lever les yeux au ciel d'effarement de M. Veronique Neiertz (Seine-Saint-Denis). « Evidemment ça recommence », constate écorché M. Michel Sapin (Indre) : « L'application des peines ne relève pas du pouvoir politique mais du pouvoir judiciaire », rappelle M. Claude Evin (Loire-Atlantique) ; « ce n'est pas en réclmant des peines supplémentaires qu'on empêchera la folle meurtrière », explique M. Françoise Gaspard (Eure-et-Loir). Rien n'y fait, M. Pétrel persiste et signe : « Si on veut éviter de passer à nouveau le problème de la peine de mort - et je reste abolitionniste convaincu - il faut soulever celui de l'exécution des peines. »

Tant pis si M. Ghislaine Toutain (Paris), résumant un sentiment très général, souligne que l'attitude des élus qui dramatisent la situation « peut avoir des conséquences graves à terme ». D'autant que, insiste-t-elle, « les gens sont sursaturés de démonstrations objectives mais sont sensibles à ce qui les prend au niveau le plus bas ».

Comme le dit M. Toutain, « la généralité est plus difficile à faire admettre que la haine ».

THÉRIER BRÉNIER.

ÉDUCATION

LA RÉVOCATION D'UN PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE

Le tribunal administratif de Lyon vient de confirmer la décision du ministre de l'éducation nationale de révoquer M. Jean-Pierre Blache, professeur de philosophie à Villeurbanne (Rhône). M. Blache, qui avait fait l'objet de plusieurs procédures disciplinaires depuis 1976, avait été à nouveau sanctionné en 1983 pour avoir écrit des slogans antimilitaristes dans sa classe.

La décision prise par le ministre de l'éducation nationale, le 14 mars 1984, de révoquer M. Blache avait été annulée par le tribunal administratif pour vice de forme (Le Monde du 10 juillet). Le tribunal a, cette fois, confirmé la révocation de M. Blache. Outre le « caractère délibérément provocateur et outrancier » des inscriptions, il lui reproche de ne pas avoir exécuté son service les deux premiers jours de la rentrée 1983-1984 et d'avoir troublé le cours de son remplaçant.

De son côté, M. Blache, soutenu par un comité d'une cinquantaine de personnes, proteste contre ce qu'il considère comme un déni de justice. « L'éducation nationale socialiste et la justice se distinguent en frappant uniquement la contestation individuelle non conventionnelle », M. Blache a l'intention d'introduire un recours devant le Conseil d'Etat.

M. GUY GAILLER DE CHALVON

DIRECTEUR DU CNDP

M. Guy Gaillier de Chalvon est nommé directeur du Centre national de documentation pédagogique (CNDP). Il remplace M. Serge Héritier, qui occupait ces fonctions depuis juillet 1983.

Déjà le 16 mars à Nevers, M. Gaillier de Chalvon est titulaire d'une licence de sciences économiques du diplôme d'ingénieur électricien de l'Institut national polytechnique de Grenoble et du DESS de sciences économiques. Nommé maître-assistant à l'école normale supérieure de l'enseignement technique en 1977, M. Gaillier de Chalvon était depuis janvier 1983 responsable de l'audiovisuel et de la communication au ministère de la recherche et de l'industrie.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français. Documentation gratuite : ÉDITIONS DESOULES 8904, 8, rue du Barri - 75008 Paris

Lisez

Le Monde dossiers et documents

APPRENEZ L'ANGLAIS

- programme de formation
- préparation aux examens universitaires
- cours spéciaux, vacances de Noël à Londres

MATFAIR INSTITUTE, 34, rue Vignon 75008, Tél. 206-16-76

TÉLÉcopieur PARTAGÉ

ETRAVÉ SERVICE TÉLEX - TÉLÉCOPIE 347.21.32

La controverse sur la peine de mort est relancée par l'opposition

Le groupe RPR de l'Assemblée nationale donnera, mercredi 21 novembre, une conférence de presse consacrée aux problèmes de sécurité. MM. Labbé, président de ce groupe, Toubon et d'Aubert, députés de Paris (RPR) et des Alpes-Maritimes (UDF), ainsi que M. de Hauteclouque (RPR) présenteront diverses propositions. M. Jacques Chirac, dans une interview que publie le Quotidien de Paris du 14 novembre, lance « un appel au calme, mais à la solidarité ». Il demande que « l'Etat se décide à agir et se donne les moyens d'une politique efficace ». Il souhaite que l'on institue une peine suffisamment dissuasive pour qu'elle se substitue à la peine de mort, dont il avait voté l'abolition en 1981.

La réunion du groupe RPR - en l'absence de M. Chirac, en voyage en Arabie saoudite - a traité de ces questions mardi 13 novembre. M. Claude Labbé a indiqué qu'il procéderait à la consultation de chacun des députés RPR, avant de décider de déposer une proposition de loi tendant à rétablir la peine capitale.

Le groupe RPR semble en effet divisé sur ce sujet. En 1981, au moment de la loi d'abolition, il avait été admis qu'il s'agissait d'un problème de conscience concernant chaque élu. Plus récemment, au « Club de la presse » d'Europe 1 (le 4 novembre), M. Chirac avait réaffirmé cette position qui n'est pas celle de M. Labbé : « Nous constatons, dit-il, que cette question se pose en termes de politique et de société, et plus seulement en termes de conscience. Or nous l'avons peut-être un peu trop vue sous la seule lumière du problème de conscience. » Il assure qu'un certain nombre de députés, même parmi les plus jeunes, qui étaient sensibles au problème de conscience posé par la peine de mort, sont maintenant davantage préoccupés par l'aspect sécurité de cette question. Parmi les seize députés RPR sur quatre-vingt-huit (ainsi que vingt et un UDF sur soixante-deux) qui avaient voté l'abolition de la peine de mort (le Monde daté 20-21 septembre 1981), certains s'interrogent effectivement sur leur attitude future.

Nombre d'entre eux s'étaient déterminés en raison de l'engagement du garde des sceaux de créer des peines de substitution. Or aucune décision n'est encore intervenue à ce sujet. Si M. Michel Noir, député du Rhône, abolitionniste de 1981, est tenté par une révision éventuelle de son vote, M. Philippe Séguin, député des Vosges, également abolitionniste, demeure sur ses positions antérieures, tout en regretant que l'échelle des peines n'ait pas été révisée.

D'autres parlementaires, en revanche, souhaitent le rétablissement de la peine capitale. Sans attendre la consultation de ses collègues, M. Roland Nungesser a annoncé son intention de déposer une proposition de loi instituant la peine de mort pour quatre catégories de crimes : « la récidive de crimes de sang, l'assassinat présumé ou accompagné de sévices ou de tortures, l'assassinat d'agents de la force publique, le rapt d'enfant ou la prise d'otage suivie d'assassinat ». M. Nungesser compte demander à ses collègues de co-signer cette proposition.

A l'UDF, il a été également question de la sécurité. M. Jean-Claude Gaudin, président de ce groupe, a reconnu que « le gouvernement était, bien entendu, attentif à l'insécurité », mais, a-t-il ajouté, « par ses déclarations idéologiques, il a perdu la confiance de l'opinion et des forces de l'ordre. Des gens qui ont si longtemps critiqué l'ordre établi ne peuvent pas aujourd'hui le défendre. M. Joxe comme ministre de l'intérieur n'est pas crédible ».

A. P.

UN MEETING CONTRE LE MINISTÈRE DE LA DÉLINQUANCE

Les policiers et magistrats de droite ont, on l'a vu, en matière de sécurité, cinq cents de leurs représentants ont participé mardi 13 novembre à l'appel de l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USC) et de l'Association professionnelle des magistrats (APM) à un meeting à Levallois-Perret (Haut-de-Seine), au cours duquel on a tiré à boules rouges contre les ministres de la justice et de l'intérieur.

« Toutes les réformes pénales, a dit M. Jean-Michel Pariente, substitut à Paris, n'ont qu'un seul but : l'intérêt du délinquant. » Pour M. Rémy Halbwax, secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN), la place Vendôme est devenue le « ministère de la délinquance » de la place Beauvau celui de l'« insécurité ». Plus, « les socialistes cherchent une nouvelle majorité en s'attachant les délinquants ».

M. Paul Florentz, secrétaire général de l'USC, a insisté sur l'« indispensable restructuration de la police nationale ».

L'USC et l'APM estiment qu'il est urgent de revoir la loi sur les contrôles d'identité et, pour certains orateurs, dont M. Patrick Bulteau, maire (RPR) de Levallois, de rétablir la peine de mort. La sécurité de la réunion était assurée par M. Didier Gandossi, chef de la police municipale de Levallois, policier révoqué après les manifestations du 3 juin 1983, ancien président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, classée à l'extrême droite).

La peur exploitée

(Suite de la première page.)

Mais des voix s'élèvent, ici et là, parmi les socialistes pour exiger un régime d'application des peines (libérations conditionnelles et permissions de sortir) dans lequel M. Alain Peyrefitte ne peut que reconnaître ses idées.

Est-ce une première étape ? Rien ne permet pour l'instant de faire ce procès d'intention aux socialistes. Mais, à certains signes, on sent le gouvernement sur la défensive. L'un des moins connus est son renou-

ment - provisoire ? - à demander au Parlement la ratification d'un additif à la convention européenne des droits de l'homme, additif prescrivant l'application de la peine capitale. Si ce texte, qui a valeur de traité, était ratifié, la droite, revenue au pouvoir, ne pourrait rétablir la peine de mort par une simple loi. Elle pourrait, certes, revenir sur cet engagement, mais elle devrait s'en expliquer devant la communauté internationale.

BERTRAND LE GENDRE.

Pour 47.700 F ELLE EST A VOUS.

1108 cm³, 48 ch DIN (34,5 kW ISO). Suspension à 4 roues indépendantes, train avant à déport négatif, 5 vraies places avec sièges avant monotraces : la RENAULT 9 C offre un exceptionnel rapport prix/prestations.

RENAULT 9 : 9 versions essence ou diesel, boîtes mécaniques 4 et 5 vitesses ou automatique, 4 motorisations de 1108 à 1721 cm³. RENAULT 9 C : 47 700 F, prix clés en main au 1.07.84. Millésime 85.

CONSOMMATIONS RENAULT 9 C : 5,4 L A 90 KM/H, 7,4 L A 120 KM/H, 7,1 L EN CYCLE URBAIN.

RENAULT preconise elf

ÉDUCATION

M. CHEVÈNEMENT « EN TOURNÉE » DANS L'ISÈRE

Savoir lire et savoir

De notre envoyé spécial

Grenoble. — M. Jean-Pierre Chevènement se plait toujours à décrire publiquement des messages simples et parlants. « Savoir lire, c'est la clé de tout », a-t-il dit et répété en citant Jean Jaurès, mardi 13 septembre, lors d'une visite dans plusieurs établissements scolaires de l'agglomération grenobloise. M. Chevènement continue soigneusement à faire connaître ses « vérités » sur le système éducatif en utilisant à plein une capacité personnelle de séduction et un sens de la formule médiatique.

Les futures instructions sur la lecture, inspirées des travaux d'une commission sur les contenus d'enseignement mise en place par M. Savary, s'appliqueront dès la prochaine rentrée. Outre de nouvelles directives pour l'école et le collège, qui seront complétées pour la première fois par un mode d'emploi pédagogique diffusé largement, ce plan prévoit le développement des bibliothèques-centres documentaires (BCD) et des centres de documentation et d'information (CDI). De plus, les familles sont invitées à donner aux établissements leurs livres inutilisés. M. Chevènement a également annoncé l'organisation, en mai 1985, d'une journée de la lecture dans tous les établissements, dont certains pourraient être précédés par des écritures.

Mais à travers le thème de la lecture, deux dossiers, passés jusqu'à présent au second plan, ressortaient des interventions du ministre : l'échec scolaire et la rénovation des collèges.

15 à 20 % des élèves entrent en sixième sans savoir lire correctement. Cette réalité incontestable, explique, selon M. Chevènement, bon nombre d'échecs scolaires, puis-que la maîtrise de la lecture conditionne d'autres acquisitions. Elle doit être traitée d'abord en amont du collège car, a-t-il dit, « le premier devoir de l'école primaire est d'apprendre à lire le plus tôt possible ». Sur le terrain, M. Chevènement a pu constater que cet enseignement s'est notablement modernisé. Dans un CM2 de Saint-Egrève, il a apprécié la pratique d'une lecture en situation de documents historiques et de textes littéraires sur la Révolution française. « Lire, c'est toujours com-

prendre », devait-il déclarer en rappelant qu'« indépendamment de toute préoccupation utilitaire », il existe « un vrai plaisir de la lecture ».

Parallèlement, M. Chevènement a insisté sur le rôle universel et primordial de l'école, dénonçant « l'une de ces fausses évidences qui sont nuisibles pour l'éducation », selon lesquelles l'usage serait en train de supplanter l'écrit. Non, a-t-il ajouté, « plus on a d'images autour de soi, plus on a besoin d'écrits pour les comprendre et s'y retrouver ». Sans compter qu'il n'y a de République que dans une cité de lecteurs.

Le ministre avait choisi à dessein le collège Louis-Lumière d'Echirolles, qui expérimente officiellement depuis la rentrée scolaire certaines propositions du rapport Legrand. Un collège dit « en rénovation » sous le ministère de M. Savary, mais que son successeur préfère appeler plus directement « collège de la réussite ».

PHILIPPE BERNARD.

DES CHIFFRES ET DES LETTRES

On estime généralement entre 15 et 20 % la proportion d'enfants ne sachant pas lire à l'issue de leur scolarité à l'école élémentaire.

S'il n'existe pas de mesure précise des capacités en lecture, il est intéressant de relever le taux de redoublement à l'école élémentaire : au cours préparatoire, il est de 12,4 % en 1979-80 (14,1 % en 1978-79) et 10,6 % au cours moyen deuxième année, soit juste avant l'entrée en sixième (11,4 % cinq ans auparavant).

A l'occasion de la publication du rapport Legrand sur les collèges publié en décembre 1982, M. Yves Martin, doyen de l'inspection générale, observait à propos de la connaissance du français : « En sixième, dix élèves sur vingt-quatre ont une moyenne inférieure à 10, ce qui est normal, du moins pour un collège de ce type ».

JUSTICE

AUX ASSISES DE LA CORRÈZE

Pitoyables infanticides

De notre envoyé spécial

Jean-Pierre et Rolande Leymarie, reconnus coupables d'infanticide et de complicité d'infanticide, ont été condamnés, le mardi 13 novembre, à huit ans de réclusion criminelle et cinq ans d'emprisonnement avec sursis par la cour d'assises de Corrèze.

Tulle. — Ce n'est plus une cour d'assises. C'est le conseil de discipline d'une école de campagne au siècle dernier, quand les censeurs tremblaient devant le fétu. On juge, les 12 et 13 novembre, Rolande et Jean-Pierre Leymarie, trente-deux et quarante-cinq ans, coupables d'avoir étouffé à la naissance sept de leurs enfants, de 1976 à 1983, dans leur ferme de Saint-Bonnet-le-Rivier (Corrèze). Jean-Pierre courbe l'échine, les yeux fixés sur les banquettes en cuir, comme un écolier sournois surpris à tricher pendant la « compo ». A coup de pauvres sourires, Rolande tente d'assomoir la foudre.

On exhibe aux jurés le cadavre de leur fils, le cadavre du bébé. Il est regardé à peine. On rappelle comment il étouffait avec un lingon, le nouveau-né vagissant, le transportait dans un sac hygiénique jusqu'au fond du jardin où on l'enterrait le soir même. Pas une larme ; un soupir. Pas un mot.

Il est reconnu les faits incontestablement, hésitant seulement sur le nombre. Sept, huit, neuf, quelle importance ? La série aurait pu s'allonger encore si un « agent de renseignement », comme l'appelle le commandant de compagnie, n'avait obligé à se taire la gendarmerie. Le 22 novembre 1983, ils ont été placés derrière des barreaux. Aujourd'hui, au banc des accusés, ils attendent sagement la punition.

C'est là se doutent bien tout de même que cela ne se fait pas. A preuve : dans les dernières mois de ses grossesses, Rolande se serait le ventre au maximum pour détourner les soupçons. Croisant une voisine, elle faisait mine de se baisser.

Mais on n'est pas bien carieux dans ce village de trois cent trente habitants. La plus proche voisine, M^{lle} Roubertie, n'a jamais rien remarqué : « A chaque fois que je passais devant chez eux, Leymarie

me m'installait, me traitait de fainéant, monstieur le président ; vous pensez que je n'allais pas regarder le ventre de sa femme ». Au cours de l'interrogatoire, M^{lle} Roubertie n'a-t-elle pas déclaré aux gendarmes que « parfois on la trouvait grosse, la Rolande, mais elle se cachait à notre arrivée ». Non, elle ne s'en souvient pas. « Je ne savais pas, je ne savais pas », répète-t-elle pour bien convaincre la cour.

Témoins compariés

L'assistante sociale visitait, plusieurs fois l'an, la ferme familiale, sans WC ni télévision, mais « la cuisine était propre et je ne suis pas entrée dans les chambres ». Comment le maire aurait-il pu être alerté ? « Les deux autres enfants du couple étaient bien tenus, la cadette, petite. Effectivement, Gisèle et Vincent, respectivement treize et onze ans, dont Rolande a repris la charge aujourd'hui après avoir passé cinq mois en prison, n'ont jamais manqué de rien.

A la barre se succèdent des témoins compariés, nullement choqués. « Vous avez dit être loulous », demande le président Pierre Delage à la mère de Rolande. « Evidemment », rétorque, agacée, la vieille dame, sur le ton de l'évidence. Quant au frère de Jean-Pierre, Robert, acheteur de bétail à quelques kilomètres de Saint-Bonnet, il « ne pense pas » que sa famille, dans le passé, ait pu commettre d'infanticide. Lui-même bien sûr, a été « surpris » quand il a appris l'arrestation de son frère. « D'ailleurs, c'est simple, j'ai pris une demi-journée ».

Ni colère ni condamnation dans les regards des parents et des voisins. A coup sûr, on est davantage choqué que Jean-Pierre, de plus en plus parvenu au fil des années, ait laissé pourrir ses pruniers et ses quelques bœufes retourner à la triche. Au fil de l'audience, le procès, sans y prendre garde, s'est égaré dans les sables de l'indigence. Raïdes sur leurs bancs, condamnés de grise par le Secours catholique, Rolande et Jean-Pierre apparaissent comme des vestiges d'une autre époque. Une époque où l'on avait les nouveaux-nés, justement, comme des chatons. « Mais enfin, vous ne connaissez pas la contraception ? », lançait le président, rien avec de Rolande, comme à l'habitude, souriait gentiment, comme si elle avait croisé sur un chemin de Corrèze un Martinien avec des grandes aménages vertes.

En quelques phrases sèches, le procureur a dissipé l'émotion. Déplorant que le procès ne soit tenu « avec un côté blanc », il a regretté qu'on n'ait pas montré aux jurés la soue hygiénique. « Les infanticides ont toujours été considérés comme des crimes ou délits graves, a-t-il ajouté. Des crimes, commis par des filles seules engrossées, par leurs maîtres. Même au siècle dernier, le crime des époux Leymarie aurait été exceptionnel. Ne laissons pas l'opinion publique penser qu'il est en Corrèze, un jury populaire considère que l'infanticide est un moyen normal de régulation des naissances ».

A la lecture du verdict, Rolande et Jean-Pierre n'ont échangé ni un mot ni un regard.

D. SCHNEIDERMAN.

Deux poids, deux mesures

La loi sur l'interruption de grossesse autorise la suppression d'un fœtus pour des motifs de simple convenance jusqu'à la dixième semaine de grossesse. Au cas où des anomalies sont diagnostiquées ou même soupçonnées, la mort du fœtus peut être légitimement déclenchée beaucoup plus tardivement dans le cours de sa maturation (à la fin de la grossesse, précise la loi). Ainsi, lorsqu'une rubéole chez la mère, l'accouchement prématuré entraîne la mort de l'enfant, est pratiqué jusqu'au sixième ou septième mois, alors que 95 % de ces enfants sont parfaitement indemnes et normaux.

Le pourcentage d'enfants atteints si le crâne de la naissance pouvait être franchi et si la suppression des anomalies s'effectuait après leur venue au monde, et non avant, sur un diagnostic de pathologie profonde formellement posé : la loi permet, en somme, le meurtre à l'avance, alors qu'elle condamne lourdement celui qui serait commis quelques jours plus tard.

Docteur E.-L.

L'AFFAIRE DE L'HOPITAL DE POITIERS

Sous le règne du professeur Mériel

Plus des points restent obscurs dans la tragique affaire qui, après la mort d'une patiente le 30 octobre au centre hospitalier universitaire de Poitiers, a conduit à l'inculpation pour assassinat et à l'incarcération de deux médecins anesthésistes-réanimateurs, les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau. Le professeur Pierre Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation, a été entendu le 12 novembre, par le juge d'instruction chargé de l'affaire. Un conseil d'administration extraordinaire de l'établissement se réunira le mercredi 14 novembre à 17 heures. Aucune confrontation ou reconstitution de l'intervention chirurgicale n'a encore eu lieu.

De notre envoyé spécial

Poitiers. — Il y eut d'abord l'indignation brutale mêlée d'incrédulité, puis un sentiment pesant de honte collective. C'est maintenant l'heure du silence.

Si l'affaire demeure en grande partie obscure, plusieurs éléments sont acquis sur son contexte : le département d'anesthésie-réanimation dirigé par le professeur Pierre Mériel. Tous les témoignages concordent : l'ambiance y est qualifiée soit de « déprimée », soit de « détestable ». Comme dans de nombreux centres hospitaliers universitaires français, le « patron » de l'anesthésie-réanimation est aussi celui du SAMU.

A Poitiers, le professeur Mériel (issu d'une famille de grands médecins hospitaliers touloisains) a directement sous ses ordres une quarantaine de médecins. « Neuf anesthésistes sur dix ont un jour ou l'autre des problèmes avec lui », explique un médecin. « Il règne là un climat très dur, très provincial, raconte un autre. Notre patron peut, s'il le désire, être au courant de tous nos faits et gestes. On ne sait jamais si on est en cour ou si on est en contre. On se sent en cour ou en contre pour une raison ou pour une autre, descendu du feu. A dire vrai, nous n'avons pas été surpris par le ton de sa conférence de presse. Il n'a fait là que dire publiquement ce qu'il lui arrive fréquemment de raconter dans les couloirs ».

C'est donc dans ce service que travaillait le docteur Diallo, citoyen français originaire de Haute-Volta. Le docteur Diallo avait fait ses études secondaires à Niort et sa médecine à Angers. Interne à l'hôpital de La Rochelle, il devait choisir Poitiers pour son certificat d'études spécialisées en anesthésie-réanimation. C'est là qu'il devient titulaire — deuxième grade — du corps hospitalier des anesthésistes-réanimateurs. Efficace, compétent, c'est aussi un caractère difficile, toujours prêt, dit-on, à critiquer les prescriptions de ses confrères. « D'un côté, raconte un médecin, c'était un vrai perfectionniste. De l'autre, c'était un véritable « emmerdeur ». Affecté depuis plusieurs années dans le service du professeur Jean-Pierre Fontanel, avec lequel il devait longtemps entretenir d'excellents rapports, le docteur Diallo ne fit rien pour éviter des conflits, parfois violents, avec des collaborateurs de ce chef de service.

Conjuration

Le 29 octobre, la veille du drame, le professeur Mériel annonce au docteur Diallo sa mutation dans le service d'urologie de l'Hôtel-Dieu. Ce dernier, voit, dans cette décision, une sanction. Le 29 dans l'après-midi, il demande une entrevue à M. Alix, directeur général du Centre hospitalier régional. « Vers 17 heures, dit M. Alix, je lui ai expliqué qu'il ne pouvait pas s'opposer à une décision de ce type ». Le docteur Guignard, anesthésiste-réanimateur, qui était affecté en ORL avec le docteur Diallo, tombe soudain malade. Une maladie présentée comme « diplomatique ».

De fait, le 30 octobre au matin, lorsqu'il voit qu'aucun anesthésiste n'est présent pour endormir M^{lle} Nicola Bernon, le professeur Fontanel peine aussitôt à une « conjuration ». Il décide donc d'appeler directement le professeur Mériel. Ce dernier est disponible. Il vient. L'intervention commence avec trois-quarts d'heure de retard. « Sur mon chemin, nous a expliqué le professeur Mériel, j'ai trouvé Archambeau, qui s'est

imposé pour faire l'anesthésie de la malade ». On connaît la suite.

Qui est le docteur Denis Archambeau ? Elève en seconde année de certificat d'études spécialisées d'anesthésie-réanimation, il est originaire du Maine-et-Loire et issu d'un milieu modeste. Militant d'extrême gauche, il n'était pas a priori sur ce plan proche du docteur Diallo, souvent présenté par ses confrères comme ayant des idées « réactionnaires ». Il n'en respectait pas moins, semble-t-il, la compétence technique de celui qui était son maître de stage.

On connaît la présentation de l'affaire faite par le professeur Mériel (le Monde des 10 et 11-12 novembre). Que s'est-il passé ensuite ? Le professeur Fontanel ayant quitté le bloc opératoire pour rédiger son compte rendu opératoire, il laissait le professeur Mériel seul médecin avec la malade endormie. « Lorsque je suis repassé devant le bloc, nous a-t-il expliqué, j'ai vu que personne n'était encore sorti. J'ai alors pensé qu'il y avait un problème. Par la suite, j'ai rencontré le professeur Mériel. Il ne trouvait pas d'explication satisfaisante au drame ».

Piège en miroir

C'est quelques heures plus tard après avoir convoqué dans son bureau deux médecins — un homme et une femme — que le professeur Mériel devait envisager, sur l'initiative de l'un de ses collaborateurs, l'hypothèse d'une inversion des tuteurs d'arrivée de l'oxygène et du protoxyde d'azote. Les trois médecins se déplaçaient ensemble, en début d'après-midi, dans le bloc et découvraient alors l'état de la malade. « En début d'après-midi, raconte M. Alix, directeur général, j'ai été joint par le professeur Mériel, qui m'expliquait qu'un événement très grave s'était produit ».

On sait la suite et, notamment, l'ampleur des réactions suscitées par cette affaire sans précédent. Plusieurs points devraient être rapidement éclaircis. Beaucoup de spécialistes s'interrogent aujourd'hui de l'efficacité des efforts de réanimation tentés sur la patiente par le professeur Mériel. Des témoins oculaires auraient aussi noté l'empressement du chef de service d'anesthésie-réanimation à faire en sorte qu'on ne touche à rien dans le bloc opératoire, comme s'il avait d'emblée pensé au piège. Restent les éléments qui ont mené à l'inculpation et à la garde à vue des deux médecins. Une décision encore totalement incompréhensible pour nombre de leurs confrères, qui tiennent à se porter garants de leur compétence et de leur moralité. En l'état actuel, le seul point fort de l'accusation tient dans les « aveux » du docteur Archambeau, obtenus, dit-on, à 4 heures du matin après un long interrogatoire. Aveux immédiatement suivis d'une rétractation.

Machination réciproque ? Piège en miroir ? On est loin de disposer de tous les éléments. Mercredi 14 novembre, un conseil d'administration extraordinaire de l'établissement aura lieu. Objectif : établir une chronologie précise des faits. Le professeur Mériel devrait donc reprendre sa version. Prononcera-t-il à nouveau son réquisitoire contre ses deux confrères ? Deux médecins qui, de l'avis unanime, ont, quelle que soit la suite de l'affaire, un avenir professionnel compromis. A moins d'un véritable coup de théâtre, hypothèse que personne, ici, ne tient à écarter.

JEAN-YVES NAU.

UNE PREMIERE A STUDIO 1

MICHEL DRUCKER RECOIT FRANCOISE ET LAURENT FABIOUS

JEUDI 15 NOVEMBRE A PARTIR DE 8 H 30

EN COMPAGNIE DE SERGE LAMA, JULIEN CLERC, HERVE VILARD.

Europe 1

PIÈCES DÉTACHÉES — ALGÉRIE

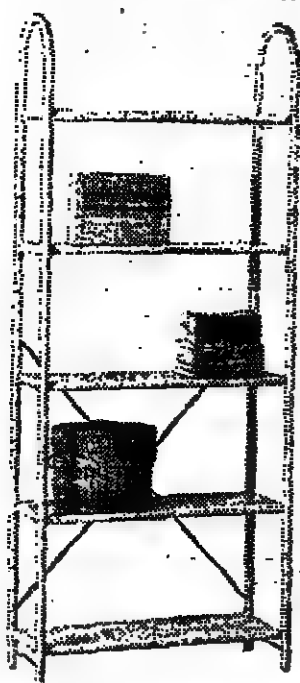
Prix du livre — Livres rapides

ELYSÉES Scs

53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris

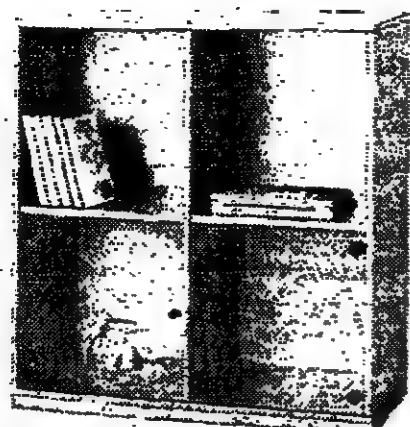
Tél : 270618 F LY 211

Si vous avez pris trop de volumes, consultez IKEA.



LEO
Elément étagère.
Echelle en tube d'acier
laqué époxy blanc.
de 177 x 74 x 32 cm.
Jen de 5 étagères
mélaminées blanc.

395F



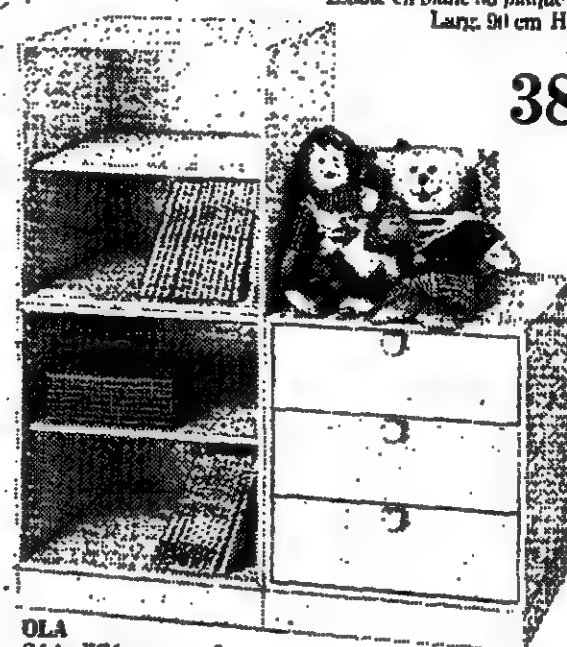
AKROBAT
Ensemble
en plaqué hêtre,
vernis incolore.
Fond laqué beige.
Larg. 85 cm.
Prof. 89 cm.
Haut. 85 cm.
Portes vitrées
verre trempé.

960F



VADSTENA
Ensemble plaqué pin brun noyer.
Existe en blanc ou plaqué pin naturel.
Larg. 90 cm. Haut. 180 cm.
Prof. 38 cm.

3820F



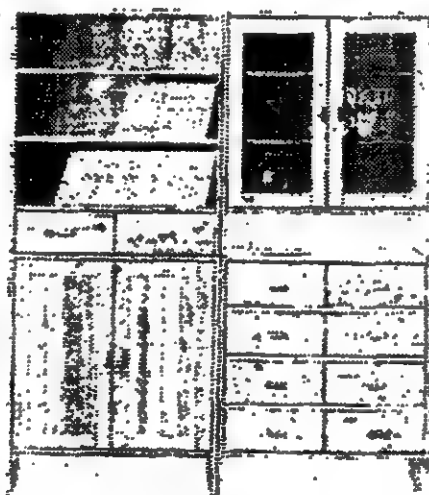
OLA
Série d'éléments revêtus
feuille plastique.
Dimension d'un cube
40 x 40 x 40 cm.

510F
l'ensemble.



TIMMERMAN
Pin massif
vernis incolore.
Combinaison de 2 éléments.
Larg. 70 cm. Prof. 37 cm. Haut. 160 cm.

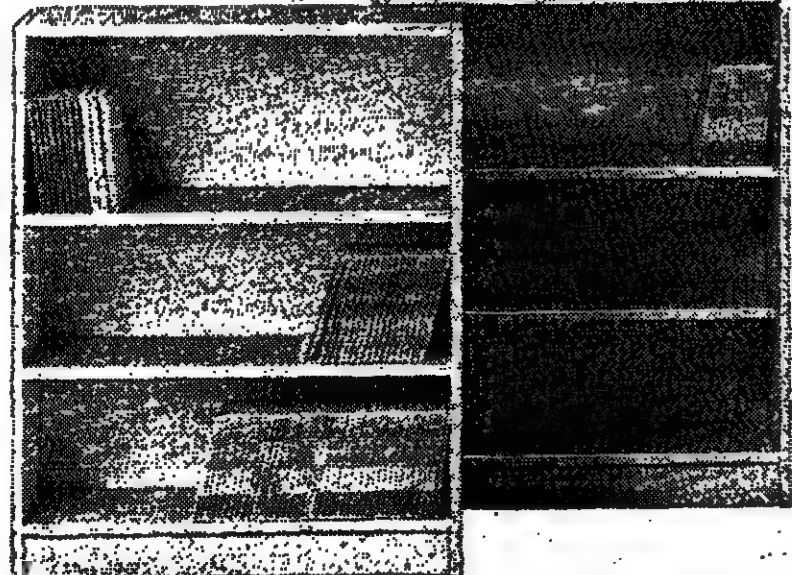
5070F



LEDARE
Bibliothèque. Aggloméré
revêtu feuille plastique blanc.
1 étagère fixe et 4 réglables.
75 x 23 haut. 178,5 cm.

220F

190F

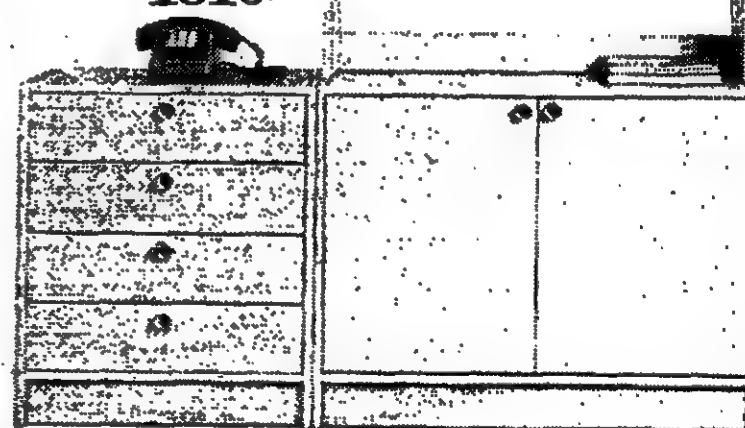


DIRIGENT
Ensemble de rangement
en plaqué pin, vernis incolore.
3 éléments de
60 cm de larg. Prof. 37 cm.
Haut. 180 cm.

2600F

FALUN
Elément de rangement
en plaqué pin, vernis incolore.
Elément de 3 étagères
réglables. Larg. 90 cm,
prof. 32 cm, haut. 131 cm.
Elément 2 portes.
Larg. 90 cm, Prof. 31 cm, Haut. 70 cm.
Elément 1 tiroir.
Larg. 60 cm, Prof. 31 cm, Haut. 70 cm.

1810F



Il arrive parfois que l'on s'aperçoive que les livres s'entassent dans un coin de l'appartement, que la bibliothèque devienne trop petite ou tout simplement qu'une envie dévorante de livres vous en ait fait acheter plus que vos rangements puissent contenir. Le diagnostic est simple, vous avez pris trop de volumes. La solution est encore plus simple, vous vous dépêchez de venir consulter IKEA. Pas de panique! en une seule séance chez IKEA.

vous avez trouvé le remède. Tout est là devant vous. En pin bien sûr, mais aussi en plaqué hêtre ou revêtu blanc. Les formes aussi sont les plus variées, les dimensions aux mesures exactes que vous souhaitez. En sachant que si le symptôme persistait, si d'autres achats de livres venait alourdir ces rayonnages, vous pouvez autant que vous le désirez multiplier nos éléments

puisqu'ils sont prévus pour cela. Le prix de la consultation? Un des plus bas qui soit. Et avec l'argent économisé sur les bibliothèques, vous pouvez peut-être acheter des livres non?



Ils sont fous ces Suédois.

IKEA EVRY: 21 LE CLUS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY-LISSES. TEL. (1) 47.65.63. LUX. MAR. MER. VEN. 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. 10-20 H - DIM. 11-19 H. RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
IKEA BOBIGNY: CTR. VAL BOBIGNY 2, TEL. (1) 82.22.23. LUX. MAR. MER. 11-20 H - JEU. VEN. 11-22 H - SAM. 10-20 H. IKEA LUX: CTR. VAL DU GRAND VIRE, VULX-EN-VELIN. TEL. (7) 57.22.26. LUX. VEN. 11-20 H - SAM. 10-20 H.

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNES

Chômeurs aux créneaux

De notre correspondant

Mende. — Une dizaine de jeunes chômeurs s'initient actuellement aux techniques de restauration du patrimoine ancien et réhabilitent, près de Chanac (Lozère), l'ensemble médiéval du Villard, qui deviendra un centre d'animation culturelle où auront lieu stages, expositions et concerts.

Pour ouvrir ce « chantier-école » unique en France, M^{me} Anne Trémolet de Villers, directrice de l'office de la culture de la Lozère, a effectué de nombreuses démarches et obtenu des aides auprès de divers organismes (Fonds d'intervention culturelle, ministères de la jeunesse et des sports, de la culture, de l'environnement) s'élevant au total à 300 000 F.

Les stagiaires titulaires d'un CAP dans le bâtiment et âgés de moins de vingt-cinq ans bénéficient de contrats jeunes volontaires attribués par le ministère de la jeunesse et des sports. Rétribués 2 600 F par mois, pendant un an, ils prennent leurs repas dans l'ancienne salle de classe du village transformée, pour l'occasion, en réfectoire. Sur le chantier règne une activité fébrile. Les uns consolident le mur d'enceinte, les autres remettent en valeur la majestueuse porte d'entrée de la forteresse progressivement envahie par les broussailles.

« Au Villard, explique Antoine, vingt-trois ans, nous effectuons un travail utile qui sera très comptable. Toutes les pierres sont retaillées en tenant compte de leur forme et de leur couleur. Il faut procéder à des dosages savants de chaux et de ciment.

faire des joints aussi discrets que possible. En un mot, il s'agit de bâtir à l'ancienne en suivant scrupuleusement les directives de techniciens spécialisés dans les restaurations. »

Christian, vingt et un ans, le visage radieux, ne dissimule pas sa satisfaction : « Je suis jeune et on me fait confiance. C'est formidable. » Alain renchérit : « Je n'acceptais plus d'être chômeur. J'avais l'impression de devenir un parasite. Maintenant j'accomplis des tâches enrichissantes sur le plan personnel. Chacun d'entre nous prend des initiatives tout en participant à une œuvre collective. »

La formation pratique acquise sur le terrain est complétée par une initiation à l'architecture militaire médiévale et par des cours d'histoire.

M^{me} Trémolet de Villers souhaite que cette expérience puisse être prolongée (1) : « La Lozère, dit-elle, est riche en monuments historiques. Trop souvent les collectivités locales et les particuliers n'ont pas les moyens financiers de recourir à des entreprises hautement spécialisées afin d'assurer la sauvegarde du patrimoine. Pourquoi ne pas constituer dans ce département une équipe d'intervention avec des jeunes gens qui ont déjà acquis une expérience dans le domaine de la restauration des bâtiments anciens ? »

JEAN-MARC GILLY.

(1) Office départemental de la culture, 2, rue Léopold-Mausier, 48000 Mende. Tél. : (66) 65-15-27.

EXPOSITION

L'HISTOIRE DES PONÇONS

Le Musée des arts décoratifs présente, du 14 novembre 1984 au 13 janvier 1985, une exposition sur le thème « Le métier d'orfèvre et l'histoire des ponçons » (XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles). Plus de trois cent cinquante objets d'argent ou de vermeil seront exposés, parmi lesquels les œuvres de François-Thomas Germain pour la cour du Portugal, d'Auguste pour la cour de Lisbonne et Catherine II de Russie, une signature parisienne de la fin du XVI^e, des sautoirs ayant — peut-être — appartenu à M^{me} de Pompadour, etc.

Parallèlement, le public pourra découvrir l'art et les traditions du métier d'orfèvre (des corporations aux créations de l'industrie contemporaine, des premiers ponçons d'Etat et de Maître au nouveau ponçon carré du métal argenté), la progression des techniques et l'évolution des styles, grâce à des panneaux, des photographies et des reconstitutions d'éléments historiques et un audiovisuel retraçant l'histoire de l'orfèvrerie et des ponçons.

* Musée des arts décoratifs, Palais de la Monnaie, 107, rue de Rivoli, Paris 2^e. Tél. : (1) 246-33-24.

VENTE

HANDICAPES ARTISANS. — L'Association franco-américaine de volontaires (FAVA), au service des handicapés mentaux, présente, du 14 au 17 novembre, une exposition-vente de travaux confectionnés par les handicapés mentaux.

* FAVA, 24, rue Alsace-Lorraine, 75019 Paris. Tél. : (1) 246-17-91.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14.11.84 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 14 novembre à 0 heure et le jeudi 15 novembre à 24 heures.

Une perturbation active précédée d'air doux et humide se déplace très lentement vers l'est ; elle sera suivie d'air plus frais et instable sur l'ouest du pays.

Jusqu'à mardi, des régions du Nord et de la Lorraine aux régions méditerranéennes, le temps sera couvert, doux et souvent pluvieux (excepté sur l'Alsace, le matin, où le temps sera froid et perturbé).

Les pluies pourront être fortes, en particulier sur le sud des massifs et près de la Méditerranée, où elles prendront un caractère orageux.

Pas à l'ouest, de la Normandie et de la Bretagne à l'Aquitaine, un temps frais et peu nuageux prédominera. Des bancs de brouillard se formeront de l'ouest du Massif Central aux Pays de Loire aux Pyrénées. Au cours de la journée, la zone de pluie se déplacera lentement vers l'est (en passant l'Alsace), et sera suivie d'éclairs et de pluies accompagnées parfois d'avalanches de la Vézère au nord du Massif Central et, au sud, les averses seront plus fréquentes près des côtes du Nord-Ouest.

De l'Aquitaine au Massif Central et au Roussillon, un temps frais mais peu nuageux devrait prédominer.

Le vent de sud soufflera assez fort sur l'est du pays.

Les températures minimales seront de 5 à 8 degrés sur l'ouest, de 9 à 12 degrés sur l'est (2 à 4 degrés en Alsace).

PRÉVISIONS POUR LE 15.11.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 16 NOVEMBRE A 0 HEURE (GMT)



L'après-midi, les températures atteindront 10 à 16 degrés du Nord-Ouest au Sud-Est.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer d'été, à Paris, le 13 novembre, à 7 heures, de 1 003 millibars, soit 752,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 13 novembre au 14 novembre) : Ajaccio, 17 et 11 degrés ; Biarritz, 10 et 9 ; Bordeaux, 10 et 8 ; Bourges, 15 et 10 ; Brest, 12 et 7 ; Caen, 11 et 8 ; Cherbourg, 10 et 6 ; Clermont-Ferrand, 18 et 8 ; Dijon, 8 et 5 ; Grenoble-St-M.-H., 16 et 5 ; Grenoble-St-Georges, 18 et 6 ; Lille, 11 et 7 ; Lyon, 14 et 7 ; Marseille, 18 et 12 ; Nantes, 10 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 12 ; Paris-Montsouris, N.O. et 10 ;

Paris-Orly, 12 et 10 ; Pau, 10 et 8 ; Perpignan, 18 et 13 ; Rennes, 10 et 7 ; Strasbourg, 6 et 5 ; Tours, 11 et 8 ; Toulouse, 15 et 9 ; Poitiers-Puy, 30 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 11 ; Amsterdam, 11 et 6 ; Athènes, 11 et 10 ; Berlin, 7 et -3 ; Rome, 12 et 11 ; Bruxelles, 13 et 9 ; Le Caire, 24 et 15 ; Casablanca, 22 et 17 ; Copenhague, 8 et 5 ; Dakar, 27 et 22 ; Djibouti, 20 et 12 ; Genève, 7 et 6 ; Istanbul, 8 et 7 ; Jérusalem, 16 et 9 ; Lisbonne, 15 et 10 ; Londres, 11 et 9 ; Luxembourg, 8 et 6 ; Madrid, 11 et 5 ; Montréal, 9 et -2 ; Moscou, -11 et -15 ; Nairobi, 25 et 16 ; New-York, 5 et 1 ; Palma-de-Majorque, 18 et 14 ; Rio-de-Janeiro, 23 et 20 ; Rome, 19 et 10 ; Stockholm, 8 et -2 ; Toulon, 17 et 11 ; Tunis, 22 et 10.

(Document établi avec le rapport technique spécial de la Météorologie nationale.)

SPORTS

FOOTBALL

NANTES DÉPASSE BORDEAUX

Pour la première fois depuis le début de la saison, Bordeaux a dû céder la première place du championnat de France de football. Privé de Batistoni, Thouvenot, Lesage, Giresse, Chahine et Lacort, blessés, les Girondins ont pourtant obtenu le match nul à Strasbourg (2 à 2). C'était insuffisant pour empêcher Nantes, vainqueur à Toulouse (3 à 1), avec deux nouveaux buts, de Haillud-Hodrie — qui porte son total personnel à seize buts pour dix-sept matches — de prendre la tête du classement avec un point d'avance.

LES RÉSULTATS
Strasbourg et Bordeaux 2-2
Nantes b. Toulouse 3-1
Sochaux b. Auxerre 2-1
Lens et Metz 0-0
Monaco et Brest 0-0
Toulon b. Nancy 2-0
RC Paris et Bastia 0-0
Laval et Paris-SG 0-0
Marseille b. Lille 2-0
Rennes et Tours 0-0

Classement. — 1. Nantes, 28 pts ; 2. Bordeaux, 27 ; 3. Auxerre et Metz, 20 ; 4. Toulon, 19 ; 5. Brest et Bastia, 18 ; 6. Monaco, Lens et Laval, 17 ; 7. Paris-SG, 16 ; 8. Sochaux et Nancy, 15 ; 9. Lille, Toulouse et Marseille, 14 ; 10. Strasbourg, 13 ; 11. Rennes, Tours et RC Paris, 12.

« BOXE : Interdite au POPE. — Absent des rings depuis un an, le poids moyen d'origine gitan, Francis Winterstein a fait une rentrée victorieuse, le 12 novembre, dans la salle Marcel-Cerdan du Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB), salle dont c'était l'inauguration, en dominant en dix reprises le Noir britannique CHIT Gilpin. Auparavant, un incident sérieux était survenu. Le chef des services techniques du stade, M. Jacques Alad, a été blessé sans gravité à l'abdomen d'un coup de coude au cours d'une bagarre avec des spectateurs voulant forcer l'entrée. M. Denis Thonizet, fils d'un des administrateurs du POPB, a également été blessé au cou. — Après de tels incidents, la salle Marcel-Cerdan ne sera pas ouverte à la boxe », a indiqué le directeur du stade, M. Andy Dickson.

CYCLISME

Laurent Fignon à l'épreuve des Six Jours

Le Tour de France et les Six Jours sont deux épreuves sans commune mesure, indépendamment du fait qu'elles entrent dans la catégorie des courses de longue durée, surcitées d'un large prestige. Jacques Anquetil, Eddy Merckx, Bernard Thévenet ont gagné l'une et l'autre, ainsi que l'avaient fait bien avant eux Octave Lapize, Roger Lapébie ou Hugo Koblet. Tous ces hommes qui étaient manifestement doués pour les compétitions d'endurance ont démontré en cela l'étendue de leur registre, et Laurent Fignon va tenter de les imiter.

Le double vainqueur du Tour figure, en effet, à l'affiche des Six Jours de Paris, qui déboutent au mercredi 14 novembre au Palais omnisports de Bercy. Après quelques réticences, il a considéré qu'une vedette de son rang, ayant bâti sa réputation sur la route, ne pouvait rester plus longtemps à l'écart de la piste. Cependant, sa tâche n'est pas facile, car on ne s'improvise pas « Six dayman ». Le numéro auquel vont se livrer les spécialistes de la course à l'américaine sur l'anneau de Bercy exige une préparation méthodique et une longue expérience. Or, Fignon est un néophyte en la matière.

La capitale possède enfin le vélodrome couvert qu'on attendait depuis un quart de siècle. Elle n'a pas retrouvé pour autant son Vél' d'Hiv, et l'absence de cet outil de travail pénalise lourdement les routiers qui veulent enrichir leur bagage en fréquentant l'école des pistards, à l'image de Fignon. Celui-ci s'est préparé consciencieusement sur la piste de l'INSEP, en compagnie de son vieux complice Pascal Jules, si l'on peut dire, puisqu'ils totalisent moins de cinquante ans à eux deux, et de l'ancien champion olympique Pierre Trentin, un expert.

En dépit de ses efforts et de sa bonne volonté, Fignon affrontera avec un lourd handicap les pistards de métier que sont Moser-Pijnen, Kirk-Wiggins ou Frank-Valter, vainqueur lui-même en février et tout récemment à Grenoble. Il sait aussi que les « rois du plancher » de lui feront pas de cadeaux : la cohésion des « Six daymen », connue sous le nom de « train bleu », accepte mal les intrus. De grands champions l'ont appris à leurs dépens par le passé.

Laurent Fignon est néanmoins décidé à relever le défi. Assisté à Charles Motte, l'entraîneur du Tour de l'Avenir, il compte, pour se défendre, sur sa qualité physique mise en valeur par un courage exemplaire. Il ignore pas que l'exercice lui sera profitable.

JACQUES AUGENDRE.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 16 NOVEMBRE

« Hôtel de Saint-Florentin », 15 heures, 2, rue Saint-Florentin, M^{me} Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Expositions Watteau », 16 heures, Grand Palais (Approche de l'art).

« Musée de Nemours », 12, rue du Centre (La France et son passé).

« Watteau », 16 heures, Grand Palais (D. Bouchard).

« La Sorbonne », 15 h 30, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Hôtel Robespierre », 14 h 30, 10, rue de la Harpe (Les Filles).

« Exposition du Donatier Rousseau », 16 heures, Grand Palais (M^{me} Hager).

« Notre-Dame de Paris », 14 h 30, portail central (P.-Y. Jalet).

« La maison Belhomme et la guillotine », 15 heures, 51-53, rue de Châteauneuf (M^{me} Mous).

« Hôtel de Lamoignon », 15 heures, 17, rue d'Anjou (Paris et son histoire).

« L'Opéra », 13 h 30, entrée (M. Polver).

« L'île de la Cité », 15 heures, 1, rue d'Arcole (Paris antérieur).

« Le Marais », 14 h 30, 30, rue Hôtel-de-Ville (Préface du passé).

« Watteau », 16 h 15, Grand Palais (Voyages de Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 14 novembre :

UN DÉCRET

« Portant création de l'Académie de la Résistance.

UN ARRÊTÉ

« Fixant les conditions d'exécution des obligations PTT 1984.

UNE CIRCULAIRE

« Modifiant la circulaire du 9 août 1973 relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger bénéficiant d'une autorisation générale.

willie hairline COIFFURE MIXTE
10, rue des Pyramides - Tél. : 260.63.68
30, rue Feydeau - Tél. : 236.33.57

Boomerang pour Melbourne.

Paris-Melbourne en 22 heures.

Toute cette histoire avait assez traîné. Il valait mieux que j'aille voir moi-même à Melbourne de quoi il retournait. Seulement, je n'avais pas de temps à perdre. J'avais une réunion de famille à la fin de la semaine. Je ne pouvais pas la louper. Je décrochai le combiné et composai le numéro de la Thai.



Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

1984

UN FILM DE MICHAEL RADFORD

REFUSÉE successivement par Francis Coppola et Milos Forman, l'adaptation du 1984 de George Orwell a finalement été prise en main par le chef de file de la nouvelle vague anglaise Michael Radford, trente-huit ans, dont nous vîmes la saison passée l'opéra prima, *Another Time, Another Place* (*Cours captifs*), différent sous tous les rapports. A l'instigation, à la chronique d'un village écossais à la fin de la dernière guerre, succède cette fresque de fin du monde où les hommes ont été réduits à l'état de larves, où un Grand Frère (*Big Brother*) omniprésent surveille les citoyens en permanence.

George Orwell écrit son roman en 1948 et le situe en 1984 tout simplement en inversant les deux derniers chiffres. Il a vécu jusqu'au désespoir l'engagement politique ; il a vu la misère de la classe ouvrière en Grande-Bretagne. Enrôlé dans les brigades internationales, il a suivi les violentes rivalités internes de la gauche. Nommé à la radio pendant la guerre, il a pu prendre conscience du rôle capital de l'information dans la propagation mais aussi dans la déformation éventuelle de la vérité. Il n'a pas été assez aveugle pour ne pas deviner — malgré l'attente du temps de guerre où les Alliés se retrouvent au coude à coude, URSS incluse, pour abattre l'Allemagne hitlérienne — que le stalinisme, et d'abord Staline, sortait renforcé de l'épreuve, nullement décidé à concéder le moindre fragment de « liberté » (au sens où nous l'entendons en Occident) aux citoyens soviétiques.

Le livre 1984 jaillit de cette expérience, d'une réflexion mûrie au feu des batailles quotidiennes sur tous les fronts. Le propos s'élargit, perçoit la côté science-fiction, en une analyse des mécanismes de l'idéologie totalitaire, avec, corollaire inévitable, le parti unique, le

refus d'accepter la contradiction déstabilisatrice, donc la critique véritable. On avait découvert dans le monde anglo-saxon, au début des années 40, le célèbre *Darkness at Noon*, qui nous sera révélé peu après 1945 sous le titre français *Le Zéro et l'Infini*. George Orwell reprend quelques-uns des éléments du roman de Koestler, qui fut à l'époque une révélation. Mais il en déplace la portée ; il met au premier plan le peuple, des employés, des travailleurs.

Michael Radford évite le piège de l'idéologie qui aurait vite fini de caricaturer le propos original : il ne cherche pas à démontrer ; il analyse un comportement, une société précise, assez proche, par certains aspects, de la société britannique. Son Occident, le pays imaginaire inventé par le romancier, possède certaines caractéristiques de cette Angleterre toujours si class conscious

(conscience des rapports de classes), où Marx lui-même, après tout, puisa une partie de son information. Loin de s'abandonner au délire du film d'anticipation, Michael Radford renforce l'effet Orwell, utilise avec beaucoup d'habileté le décor naturel de son pays, ou plutôt de certains quartiers de Londres délabrés, ces terrasses vagues, ces bâtiments pas exactement en ruine, mais dont la laideur reste la marque dominante.

Il habille ses prolétaires non plus du bleu de chauffe cher à la Chine de Mao, mais d'une tenue encore plus sombre, à l'image de la grisaille environnante. Il n'a qu'à forcer très légèrement sur la réalité industrielle qui nous entoure, qui entoure encore le monde du travail dans tant de pays, pour restituer une aliénation devenue permanente. Développant le propos d'Orwell, Michael Radford montre la nomenclature policière partout aux commandes

et ne rate pas l'essentiel : le cours de l'histoire est transformé : passé et futur n'ont plus de consistance, susceptibles de manipulation permanente. Ce déverrouillage primaire a pour témoins dans le film trois personnages : Winston (John Hurt), préposé à l'information, sous-fidélité qui s'éveille un moment à une forme de prise de conscience et donc de révolte ; son amie, une ouvrière, jolie prolétaire aux cheveux noirs de jais (Suzanna Hamilton) ; un commissaire politique, à la fois confesseur, penseur, médecin des âmes, préposé aux hautes œuvres (Richard Burton).

La propagande ne s'arrête jamais, ni les médias, radio, télévision (George Orwell a eu le temps d'entrevoir, avant sa mort en 1950, l'avènement du petit écran et la mission de rabotage des esprits qui lui était impartie). La haine et l'enthousiasme sont constamment entretenus, selon un

rythme alternatif bien dosé. Allant à l'autocritique déferle. Michael Radford a choisi un ton uniforme, une sorte de rappel à l'ordre ininterrompu. Il n'est pas question de relâcher une seconde la tension dramatique. Lentement, à pas comptés, le récit accumule ses évidences. Et puis soudain, courtes échappées dans la meilleure tradition des premiers films d'Alain Resnais, l'imaginaire se réalise, existe en images, amour bien réel, bonheur fugitif, hors du temps. Mais cet imaginaire garde-fou, ce refuge provisoire, est à son tour balayé, contaminé par l'idéologie. L'essentiel de 1984 (les neuf dixièmes) a été filmé dans des teintes spécialement travaillées en laboratoire, une forme de gris argenté qui recouvre tout, avec quelques taches de rouge. L'évasion vers la liberté, l'amour, le rêve, n'ont plus de raison d'être.

Le réalisateur pousse si loin son apologue qu'on se demande s'il ne va pas trahir le propos initial et épouser à son tour le dogmatisme réducteur, tentation inévitable face à tant de monstruosité. Et puis il écarte le piège, pour aboutir à la scène la plus forte du film, interprétée magistralement par Richard Burton. O'Brien essaie de démontrer comment deux plus deux ne font pas nécessairement quatre, mais aussi trois et cinq. Winston, la victime, allongé sur la table de torture, les poignets pris dans des sangles, fait semblant d'accéder au désir de son bourreau qui refuse de se contenter d'acquiescer au désir de son bourreau : la vérité n'existe pas, sauf par, dans et à travers la vision du parti, l'Angsoc, au-dessus des consciences et de l'histoire. Brisé, réduit à l'état d'aboulie, Winston retrouve un certain bonheur végétal jusqu'à la balle dans la nuque quelque petit matin.

La parabole de George Orwell, mise en images avec un grand souci de fidélité, peut par extrapolation recouvrir toutes les Inquisitions, aussi bien Staline et Mao Zedong que l'Iran de Khomeiny, et même en un sens s'élargir à nos sociétés modernes, mais nous dépasserions le propos initial. Candide, le visage angélique, Michael Radford enfonce le couteau dans la plaie avec une rigueur dans l'analyse et un goût de l'audace visuelle jamais en défaut. George Orwell, et ce que nous en restitué le cinéaste — dans le livre, c'est encore plus manifeste, — nous invite à plonger dans l'utopie absolue, au-delà du socialisme, de ce socialisme qui a bel et bien existé, avec ses élans généreux, sa révolte authentique et son détournement au profit de concepts et d'actes criminels. 1984, film et livre, débouche d'une certaine manière sur la métaphysique, sur le mal en l'homme, quand la pire trahison coïncide avec le rêve matérialisé.

Richard Burton, redisons-le, et John Hurt sont prodigieux. Burton affronte la folie, la double pensée (*double thought*), avec cette froideur totalement contrôlée de l'intellectuel robot, sans la moindre passion, excellent à décomposer, à mettre à nu un processus : la possession des âmes. John Hurt, visage fripé, regard toujours un peu vacillant, brûle d'un feu intérieur inextinguible, et puis un jour le parti prend le dessus, le rebelle capitule, la flamme s'éteint.

1984 est une fable de ce temps qui touchera probablement les aînés, mais qui devrait aussi séduire — comme c'est le cas en Grande-Bretagne, où il connaît un succès fabuleux — les plus jeunes. Quand verrons-nous la suite de ce constat d'échec : comment survivre en 1985, quelle société rebâtir ensemble demain ?

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films nouveaux.

RÉTROSPECTIVE MERET OPPENHEIM A L'ARC

En eaux profondes

« **Q**u'il découvre la cuiller à soupe de fourrure précieuse ? C'est la petite Meret. Qui nous échappe maintenant ? C'est la petite Meret. » Meret Oppenheim, la petite Meret, comme disait Max Ernst, le benjamin du groupe surréaliste, effectivement à l'échappée. Elle avait accablé pour Man Ray de poser nue devant une presse en taille douce chez le peintre Marcoussis déguisé en Landru ou quelque chose d'approchant — ce qui fit un peu scandale quand les photos ont été publiées par le *Ménoteur* mais s'illustrait presque en même temps comme femme créatrice d'objets, plutôt que comme femme-objet.

L'objet surréaliste par excellence, le *Déjeuner de fourrure* doucement repoussé (tasse, soucoupe et cuiller, et non simple cuiller à soupe) recouvert de peau de gazelle de Chine, acheté l'année même de son invention par Alfred Barr pour le musée d'art moderne de New-York, date de

1936. Avant il y avait eu l'*Oreille de Giacometti*, une petite main de laquelle sort du feuillage, et le bracelet de lait et fourrure d'où l'idée du déjeuner a germé en compagnie de Picasso et Dora Maar, à quelque terrasse de Montparnasse, où Meret évoluait. Ma gouvernante, une paire de chaussures aux talons aiguilles entourés de papier comme des manches de gigot et ficelées comme un rôti, est aussi de 1936.

Il ne faudrait pas cependant réduire l'œuvre de Meret Oppenheim à cela : aux objets, d'ailleurs très réussis, qui ponctuent son œuvre dans le Paris des rencontres hasardeuses du café, place Blanche, où Breton officie entre six et huit, à l'heure de l'apéro ; et plus tard — comme le *Table aux pieds d'oiseau*, ou le *Couple*, une paire de bottines orthopédiques-siamoises (1956). Pas plus qu'elle ne peut être identifiée à l'image du corps « érotique voilé »

Le Couple 1956

que l'on retrouve en 1960, avec le festin sur une femme nue que Meret organise pour l'exposition *Eros*, chez Cordier. On y a vu le corps de la femme offert aux convoitises masculines ; l'artiste l'explique comme une grande fête de printemps, de renouveau, d'éveil.

Le parcours de Meret Oppenheim est mal connu en dehors des

produits types et des jeux du groupe surréaliste. L'exposition de l'ARC l'éclaire un peu, mais pas complètement. Peut-on faire la lumière sur la mouvance d'une création voilée, cachée en eaux profondes, en rêves, en sentiments, en demi-tons, qui se signale par des petites choses, par intermittence.

C'est l'artiste qui a conçu elle-même l'accrochage, avec ce qu'elle a bien voulu y mettre, et sans quantité d'œuvres perdues, négligées, détruites volontairement quand elles étaient jugées sans importance. Elle est faite de petites gouaches, de dessins, de collages, de tableaux, de sculptures, témoins de noyades et de remises à flot.

Née en 1913, venue à Paris en 1932 après quelques écoles bilingues en Suisse, de retour en Suisse en 1937, Meret Oppenheim a traversé une longue période de crise pendant laquelle elle a peu produit, pendant laquelle elle s'est cherchée, en tant qu'artiste, femme, adulte, hors d'un groupe. De cette époque date la peinture de la Femme pierre, un corps de galets sur une plage, les jambes dans l'eau. Ou la Sculpture aux bras cassés.

L'œuvre est pleine de ces métamorphoses, de ces formes ampoules (plutôt qu'inabouées). De formes animales, végétales et minérales ponctuées de serpents qui veillent (sur un sac de charbon), de papillons noirs, d'astres aussi (l'ésotérisme l'emporte sur l'érotisme), de corps en suspens entre vie et mort, entre identité et perte d'identité. Les symboles n'y font pas mouche à tous les coups peut-être, mais participent d'un tout, d'une création inconfortablement installée dans une belle indifférence aux modes, aux qu'en dira-t-on, qui est conquête de la liberté intérieure même.

GENEVIEVE BREERETTE.

* ARC musée d'Art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 10 décembre.



« BOY MEETS GIRL »

« Le Monde » rencontre

LE 21 novembre, le public découvrirait *Boy meets Girl*, premier long métrage de Leos Carax, présenté avec succès au dernier festival de Cannes. Le film est beau, important, neuf. A partir du 21 novembre, il se suffira à lui-même, il ira de soi sur les écrans.

Avant de regarder *Boy meets Girl*, considérons son histoire. Un jeune homme dont les débuts sous la forme d'un court métrage manifestent une sûre ambition de metteur en scène écrit le scénario d'un film de fiction. Il est très seul, puis il est soutenu par une productrice, Patricia Moraz, elle-même cinéaste. Se joint à eux un directeur de la photographie encore inconnu, Jean-Yves Escoffier.

Pourquoi raconter cette histoire ? N'est-il pas naturel que le cinéma, art

jeune et moderne, accueille de nouveaux talents propices à son évolution ? N'est-il pas normal qu'une équipe rassemble son énergie et parie sur un nouveau venu qui s'engage à tenir ses promesses ? Ce serait normal, mais ce n'est pas naturel. Les jeunes réalisateurs en France ne sont pas si jeunes et, avant vingt-cinq ans, on n'est pas en mesure d'exposer sa vision du monde, sa vision du cinéma. Parier sur Leos Carax et ses pharimaux défis en noir et blanc revenait à prendre un risque énorme, un risque qu'apparemment personne n'a plus les moyens de prendre aujourd'hui puisque des films comme celui de Leos Carax en France, on n'en voit plus. Mais cette équipe avait une certitude : ce film, il fallait le faire.

CLAIRE DEVARRIEUX



TÉLÉPHONONS à Leos Carax pour prendre rendez-vous. Allô ? Rien à dire, rien n'est dit. Barbara Fredonne, la-la-lère, et puis on l'entend chanter : « Il pleut ». Bip ! Premier raccord ou désaccord, comment s'annoncer après cela ? Dès qu'il entend le nom du journal, Leos Carax prend la ligne, il s'assoit : « La machine est arrivée », non, elle a redémarré et il parle en surimpression sur la voix de Barbara. C'est lui qui pose les questions : « Vous travaillez avec un magnétophone ? ». Chat échaudé craint l'eau froide des questions cinéphiliques. Chat mouillé, Leos Carax ressemble plutôt à un hérisson, ou à une taupe, à une pauvre bête grise et malheureuse. Il a l'air chafouin.

« L'entretien ne durera qu'une demi-heure ? », il mérite plus d'honneurs. Soit, nous le traitons comme une star.

Dans le café Les Palmiers, où le rendez-vous a été pris, à l'angle de la rue Pascal où il habite et de l'avenue Claude-Bernard, Leos Carax joue un personnage de son film. Ample manteau grisâtre qui s'effiloche de partout, noir un petit corps collé au flipper, sous la mèche brune, le front se plisse comme celui d'Einstein au moment d'une cruciale résolution. Dehors il pleut, la salle est vide. Sur le verre de la machine est posé un portefeuille noir bourré, et un magnétophone pas plus gros qu'une cassette : enregistre-t-il le bruit de la bille ? Leos Carax

abandonne son score et vient s'asseoir à la table, commande un vichy nature à la patronne, qui jette sur lui un regard mouillé de saliviste ; elle doit croire qu'il supplie des copains de venir jouer ce rôle d'interviewer.

Poisons-lui quelques questions indiscrètes pour le mettre bien mal à l'aise. D'abord, où dégotte-t-il ces fringues impossibles ? Il s'examine du menton aux pieds, et réplique : « Sans les chaussures, rien n'est à moi ». Alors d'où ça sort ? « De rencontres », répond-il avec un mystérieux léger sourire. Que contient le portefeuille noir ? « Je vais regarder parce que je ne sais pas », dit-il, et il se met à l'ouvrage pour le mettre bien mal à l'aise. « Une carte de visite de ma maison de distribution, une bande de minables qui distribuent mon film... le téléphone d'une actrice... rien de très intéressant... ». Et le microcassette ? Comptez-lui piquer notre conversation ? « L'enregistreur tout dit, il est un ami retranscrit pour moi ce qui est intéressant dans les bandes. La nuit, je place l'appareil sous l'oreiller. Il est difficile d'allumer et puis d'écrire, la machine est pratique pour dire trois mots. Le matin, je ne les comprends plus. Mais je pense qu'il faut ne rien perdre. Il faut préparer les choses pour arriver à un maximum de fiction et pour cela passer par la vie et la documentaire... »

Parlons un peu de sa vie. Est-il vraiment né en 1959 ? Il répond oui, mais si vaguement, dans une telle apparence d'innocence, qu'on corrige aussitôt : 1960 ? Il répond oui également. Il ment effrontément. A la fin de l'entretien qu'il aura réussi à faire tenir une heure par un milliard de ruses, il dira : « Je suis né en 1976 dans une chambre noire, et ça serait très dur pour moi qu'on me fasse notre avant, et sous un nom sorti de paperasses ; j'ai fait du cinéma pour être orphelin... ». Il soutient mordicus qu'il s'appelle Leos Carax « et sans accent », précise-t-il avec horripilation) et que ce n'est en rien un pseudonyme, il est prêt à dégaîner pour le prouver : « Un tel nom ne s'invente pas. Ça vient de Caraxie, une petite province au sud du fleuve Zucor, près de la frontière du Mexique. Je suis franco-américain si vous voulez, indien-américain... ». Croit-il qu'on peut avaler un tel bobard ? Il convient que non.

Peu avant sa naissance de 1976, on le reconnaît, parmi la foule d'un café, dans la banlieue parisienne, à Suresnes. C'est là qu'il est né. Il a seize ans, le morpion abandonne ses études. Jusqu'à dix-huit, il vit « une parenthèse de silence ». « J'ai passé trois ans devant un flipper, je suis devenu le meilleur joueur de toute la banlieue est,

physiques, les plus naïves revendications humanitaires, les citations enflammées d'admiration littéraires, et ces sensations impérieuses qui donnent aux jeunes — sans doute à juste titre — la certitude d'être le nœud et la vérité du monde).

Non, tous les jeunes ne rebondissent pas sur leurs baskets en buvant du Yop et en écoutant Téléphone sur leur walkman ; ils sont moins photographiques que ça : ils sont parfois boutonneux, bavards, assommants, pérorateurs, ils

s'aiment et se haïssent à la folie, tournent en rond, s'abîment, se cognent, et puis ils se tâtent les épaules et se sentent des ailes. Si un jeune de cette trempe rassemble comme ça le meilleur et le pire de lui-même dans un projet de cinéma, il sera déjà vieux quand il pourra faire son film, ou il sera encore jeune mais son film sortira tout vieux. On lui aura jeté des rides. On aura trouvé son scénario indigent, ses dialogues trop littéraires, ses monologues aberrants. On lui aura proposé de mourir, de mourir, de mourir : sa jeunesse

LE RÉALISATEUR

Une star pure et dure

le flipper était un alibi pour espionner une lycéenne aux cheveux cendrés. Je ne fumais pas, je ne buvais pas et, à l'époque, je ne parlais pas. Je suis passé du flipper à une caméra Bolex : la même façon d'être muet en compagnie d'une machine, le même plaisir des raccords... J'ai fait des petits boulots, coursier, colleur d'affiches, et j'ai commencé à faire des films... »

L'élan qu'on paie très cher

Un de ses jobs l'amène à être le traducteur du metteur en scène américain qui monte *Starmania* au Palais des congrès. Une phrase chantée par France Gall lui met la puce à l'oreille : « On n'a qu'une vie, faut pas la partager ». Il en fait un court film noir et blanc, impressionnant de maîtrise : *Strangulation's blues*. A propos de strangulation, regardez un peu ses toutes petites mains blanches, bizarroïdes, qui dépassent de ses grandes manches rabiotées : « Je fais souvent des cauchemars avec les mains. J'ai toujours peur que ça tire, que ça étrangle. C'est pour ça que c'est si dangereux de vivre avec quelqu'un. Dans son sommeil, on peut toujours faire un geste maladroit... »

Pour l'instant, Leos Carax vit donc seul, éternellement amoureux d'une actrice, avec son grossier répondeur automatique (« Il n'y a pas de solution »), sa caméra qu'il a fait enfermer dans un placard suspendu au-dessus de son lit (« Je la laisse dans le noir parce qu'elle me fait peur »), des milliers de livres et de disques qu'il a pour la plupart volés (« on dit que le crime ne paie pas, pour moi il a toujours payé. La seule fois où je me suis fait prendre, chez Gilbert Jeune, j'avais justement dans une pochette un disque que je venais d'acheter dans un autre magasin. Je me suis laissé emmener au commissariat, ensuite j'ai menacé le directeur du magasin en prétendant que mon père était juge : ils m'ont donné trente disques en dédommagement »).

Mais ces milliers de livres et de disques (ses chouchous : Céline et Tintin, Barbara et Lio) l'empêchent aussi de déménager : « J'ai le projet de raconter l'histoire d'un garçon qui veut refaire sa vie, il profite d'être « enfant-orphelin », ça

serait le titre du film. Mais il est prisonnier d'un ancien amour et des milliers de livres qui tapissent sa chambre. Refaire sa vie, ça coûte très cher, donc il va accepter de suer. L'idée de suer m'intéresse, parce que je suis contre la mort... »

Pour l'instant, Leos Carax a plutôt envie de tuer les auteurs des articles déjà parus sur son film : « J'ai un sentiment douloureux des choses qui ont été écrites. On coupe toute brutalité à tout, on enterre la révolte des gens, et moi on m'enterre en même temps sous des noms propres, Godard et Garrel. C'est sûr que dans les cent premiers films qu'on tourne, doit se trouver la trace de la reconnaissance pour ces artistes vivants ou morts qui ont changé notre vie. C'est une dette d'amour et ça n'a aucun rapport avec la référence ou le clin d'œil : c'est de l'amour qui passe. Mais les critiques comptent les points et m'inhument sous l'arbre généalogique... »

Leos Carax, qui regarde difficilement en face et a ce brio du coup à l'âne tout plein de sens propre à Godard, rétorque ainsi à la question de la filiation : « J'étais un enfant quand j'ai vu mon premier film de Godard, et j'ai vite repéré toutes les choses qu'il m'avait fauchées. Sur la paranoïa : « Oui, je suis paranoïaque, c'est-à-dire que je cherche des complots. » Il ne vit pas trop bien la sortie de son film : « Avant je me sentais comme une danseuse, maintenant comme un malade qui doit guérir. J'ai l'impression que mon film m'a alourdi, j'aimerais faire des choses plus légères. Après le tournage j'ai commencé à jouer du piano, et j'ai installé une barre de gymnastique dans ma chambre. Peut-être un jour arriverai-je à faire une comédie... »

« C'est vrai que je vois maintenant *Boy meets Girl* comme un film de jeune. Je vais avoir vingt-deux ans, je crois qu'il est assez synchronisé. Mais on vieillit terriblement en faisant des films. C'est un élan qu'on paie très cher. Les gens coupent cet élan, même ceux qui applaudissent. Les intellectuels par besoin de contrôle, les autres par bêtise. Les médias veulent tout couvrir pour ne rien découvrir. » Leos Carax compte davantage sur ses spectateurs : « Je vais faire beaucoup d'entrées parce qu'ils voudront revoir mon film plusieurs fois... »

H. G.

JEAN-YVES ESCOFFIER, LE DIRECTEUR DE LA PHOTO

L'image juste

« Dans quel état trouvez-vous le cinéma français ? »

— Infirmes, à quelques exceptions près. J'ai l'impression que les films ne correspondent pas à une nécessité très forte chez ceux qui les font. Les difficultés rencontrées pendant le montage financier puis le tournage finissent par vaincre les auteurs, par éteindre leurs volontés. Ils se retrouvent éloignés d'eux-mêmes et devant des films d'une intégrité relative. Souvent je me dis : on a oublié que, il y a quelque temps, le cinéma était encore appelé le 7^e art...

— A quel état tient-il ?

— Je crois à une inflation de l'image. Elle a pris une telle place dans la société que forcément elle s'avilit, elle devient une denrée marchande de consommation courante, elle n'est pas aussi précieuse qu'elle pourrait l'être. On se demande même si ce n'est pas une réaction d'autodéfense devant la force que pourraient avoir certaines images. L'image est très présente, fréquente, et souvent elle se détériore dans la finesse.

— Comment résoudre cette fatalité momentané ?

— Elle n'est pas forcément momentané, bien que le rapport aux images change constamment. En Occident l'image est gouvernante, les comportements passent par elle ; dans les pays de l'Est par exemple l'innocence est plus grande à cet égard et la pesanteur

de l'image moins forte, les gens semblent moins lésinés par elle. Il faudrait d'abord que les artistes trouvent en eux la force de rendre les images qui sont leurs. Cela concerne aussi l'écriture. C'est un phénomène qui a à voir avec le monde, qui dissout les gens. Au pays des images, c'est parfois plus chez les photographes qu'on repère cette espèce d'attitude profonde, de profond travail. Mais les conditions de production de la photographie et du cinéma ne sont pas les mêmes. L'autonomie de la photographie rend les choses plus accessibles. Les gens de cinéma ne tournent pas souvent et donc se retrouvent rarement dans un contexte de fabrication : c'est tout ce qu'ils désirent et en même temps tout ce dont ils n'ont pas l'habitude...

— De quel œil voyez-vous l'arrivée de Leos Carax dans le cinéma français, et dans cet état de problème ?

— Lui serait la belle exception à tout ça. C'est quelqu'un qui résiste à tout ce qui lui est étranger, quelqu'un d'une obstination dont j'ai rarement vu l'équivalent, quelqu'un chez qui les émotions provoquées par l'image sont les plus fortes qu'il ressent. Lui c'est un cas. En cela, une chose lui est particulière : les gens se demandent si son film a un aspect forcé trop marqué. Je pense que c'est un mauvais procès à lui faire dans la

mesure où les images chez lui sont des émotions à l'état pur. Je n'ai pas connu Leos au moment de l'écriture du film, mais j'ai l'impression qu'il a été écrit comme un montage d'images successives réorganisées dans l'intérieur du film. C'est une écriture proche de la poésie, qui fonctionne aussi comme ça, par images...

— Sur le tournage, comment travaillait-il ?

— Leos a une espèce d'attention à tout, tout compte, tout le temps, que ce soit un décor, un vêtement, un son, un visage, une cicatrice sur un visage, la peau d'un acteur, une langue étrangère. Il lui arrive de combiner cette attention. Parce qu'il a une sensation extrême de toutes ces choses, il demande qu'elles soient un peu malmenées, brutalisées. Une fois nous devions tourner un travelling sur la Seine, Leos voulait que ça secoue beaucoup, je lui ai dit : « C'est mieux que tu le fasses toi, parce que je ne serai jamais sûr que ça bougera autant que tu le veux ». On est monté sur le bateau, je lui ai mis la caméra entre les mains.

— Et la texture de l'image ?

— La question a d'abord été de choisir la pellicule, on a essayé toutes les pellicules qui existent au monde, on a beaucoup réfléchi, beaucoup regardé, et finalement on s'est décidé pour une pellicule Ilford qui est principalement destinée à la photographie. Ce n'est

pas un hasard : Leos a un goût marqué pour la photographie, non qu'il la connaisse, mais il a souvent envie d'en faire. Il y a une cohérence dans tout ça. Leos est quelqu'un qui parle extrêmement peu, je l'ai entendu soutenir les plus longues silences. Avec les acteurs il parlait très peu. En revoyant son film, je pense davantage à un photographe qui travaillait dans une ville pour photographe des gens qu'à un photographe très assidu devant ses modèles. Quand il devenait directif, c'était rarement pour le texte, mais pour des questions de position du corps, ou de la main ou de la bouche ou des yeux.

— Quel est le moment du plus grand plaisir dans votre travail ?

— Ce qui procure le plus de plaisir, c'est le travail lui-même ; cette sensation qu'on a, un scénario entre les mains, de se trouver devant une machine gigantesque et d'imaginer que dans un certain nombre de semaines on de mois on l'aura plus ou moins bien résolu. Le plaisir vient de ce processus de tension, de relation, d'acquisition, de fatigue. La question est stupéfiante, elle-même très agréable. Un opérateur ne rêve pas d'images pour lui, il rêve que des images vont advenir et que peut-être elles seront justes, elles seront celles qui demandent à être...

Propos recueillis par HÉRYÉ GUBERT

PROLONGATION JUSQU'AU SAMEDI 17

L'ORESTIE d'Eschyle

mise en scène Jean-Philippe Guerlais

1^{re} PARTIE : AGAMEMNON mardi - jeudi 20 h
2^e PARTIE : LES CHŒPHORES - LES EUMÉNIDES mercredi - vendredi 20 h
INTÉGRALE samedi 17 h - dimanche 15 h

un film de Leos Carax

aura été déclarée impraticable, incommunicable.

Ce sont aux hommes « faits » de faire des films de jeunes et de se pencher sur leur jeunesse, de la recréer, de la parquer sur un plateau de cinéma dans les corps de figurants massés qui danseront en machant du chewing-gum, de s'employer à faire vrai en tapant dans les attirails, les fringues et les vocabulaires des anciennes ou nouvelles jeunesses (*Le Bout, Souvenirs, souvenirs*). Certains maîtres du cinéma parviennent à s'attirer

la jeunesse, un peu comme des sorciers : Robert Bresson en ressuscitant ce qu'elle a de plus périlleux (la romanesque terrible de l'Argent) ; Eric Rohmer en se reconnaissant un cœur plus vert et plus bavard que ses neveux et nièces (les marivaudages des Comédies et proverbes).

La vraie jeunesse est permise en super-8, comme une obole, parce qu'elle ne coûte presque rien et se retrouve d'emblée inexploitable, marginale : on permet aux jeunes d'être les expérimentateurs de leurs troubles, de les canaliser

malgré eux, et donc mieux que personne, comme des scientifiques. Mais qu'un film de long métrage, tourné en 35 mm, fasse passer les ratées de la jeunesse directement d'un cœur et d'un carnet d'adolescent au grand écran — comme c'est le cas de ce *Boy meets Girl* de Leos Carax — relève du miracle, économique et spirituel. La jeunesse n'est plus le sujet du film mais sa matière même, son flux, son empreinte, son courant, sa rêverie égarée. — H. G.



PATRICIA MORAZ, LA PRODUCTRICE

Retrouver l'intuition

Patricia Moraz fut révélée à peu près au moment de la découverte du cinéma suisse, au tournant des années 60-70. Elle est à la fois la scénariste, l'assistante et l'interprète principale du sketch *Patricia de Quatre d'entre elles*, réalisé par Francis Reusser, en 1967. Après avoir pratiqué la vidéo (1969-1974) et collaboré à divers films suisses, elle réalise à Lausanne son premier film en 1976 : *Les Indiens sont encore loin*, qu'interprètent Isabelle Huppert et Christine Pascal. En 1979, elle tourne *le Chemin perdu*, toujours en Suisse, à La Chaux-de-Fonds, avec Delphine Seyrig dans le rôle principal. Elle passe pratiquement un an aux États-Unis en 1980 puis se lance dans la production à partir de 1981, avec *l'Argent*, de Robert Bresson.

« J'ai eu connaissance de l'existence de Leos Carax par Mireille Perrier, l'actrice de *Boy meets Girl*, qui avait joué en 1978 dans une pièce de théâtre que j'avais écrite en collaboration avec Nicolas Peskine, qui l'avait mise en scène à Blois. Mireille vivait elle-même à Blois et y gagnait sa vie comme ouvreuse de cinéma. Elle avait une passion pour le jeu. Nicolas Peskine donnait des cours d'art dramatique et en même temps montait des spectacles. J'ai tout de suite remarqué Mireille. Quand elle est venue à Paris, je l'ai vue de temps à autre, pas assez à mon gré. Et puis j'ai monté mon second film, *le Chemin perdu*. Au printemps 1982, Mireille me téléphone. Elle a entre les mains, me dit-elle, le scénario d'un metteur en scène qui lui a proposé un rôle. J'étais heureuse qu'une autre personne s'intéresse à elle.

« J'ai vu alors le court métrage de Leos Carax, *Strangulation's Blues*, puis j'ai lu le scénario en question. J'ai eu une sorte de coup de foudre. Puis j'ai rencontré Carax. J'attache beaucoup d'importance aux individus. Leos Carax, c'est quelqu'un qui a une éthique et qui est complètement dans le cinéma. C'est-à-dire quelqu'un qui pense, qui réfléchit, et qui a des préoccupations esthétiques réelles. Ce n'est pas un baratinier, on le sent tout de suite. Il ne s'estime pas obligé d'être cruel pour faire croire à sa valeur.

« Il n'avait pas obtenu l'avance sur recettes, il n'avait rien. J'en ai parlé à Roger Diamantis et à Pascale Dauman, bien connus dans la profession pour leur esprit d'indépendance. Je leur ai demandé s'ils me soutiendraient au cas où je monterais cette production. Nous étions intéressés tous les trois, nous avons parrainé le projet quand il est passé à l'avance. Mais eux n'étaient pas sûrs d'avoir le temps de s'en occuper. Alors j'ai transformé ma société, qui était

une société d'auteur, c'est-à-dire destinée à produire mes propres films, en une société de production classique. J'ai pris un associé qui avait vingt ans d'expérience dans le métier.

« J'étais sortie assez écourtée de mon premier film, *Les Indiens sont encore loin*. J'avais tout fait, j'avais cherché l'argent, j'avais monté la production, j'avais trouvé le distributeur, Pascale Dauman. Mais le producteur français, il s'agissait d'une coproduction avec la Suisse, n'avait strictement rien fait, il n'a même pas dépensé tout l'argent de l'avance. J'ai été très mal payée, 24 000 F pour deux ans de travail, sous prétexte que c'était de l'art et essai. Je me suis retrouvée dans des conditions financières lamentables. Je me suis dit : au moment d'entamer *le Chemin perdu*, j'ai besoin d'une petite structure qui me permettra de travailler plus à mon aise pour produire mes prochains films.

« J'avais pris une option sur *Boy meets Girl* tout de suite, en juillet 1982, il est passé à l'avance en septembre. Je voulais montrer à Leos Carax tout le respect que j'éprouvais pour son travail, afin qu'il puisse ne penser qu'à son film, au contraire de ce qui m'était arrivé. Malheureusement, cette sérénité, je n'ai pu la lui garantir tout le long, j'ai dû déléguer trop de pouvoirs sur le tournage. C'est-à-dire que je me suis trop reposée sur la prétendue expérience du producteur exécutif qui était mon associé.

« Est-ce la jeunesse du metteur en scène, est-ce le scénario qui n'était pas assez épaïs Carax n'a reçu qu'un million d'avance, alors qu'il aurait pu espérer 1,6 ou 1,8 million de francs comme il était de règle à l'époque. Après cette mauvaise surprise, il aurait été sage de tourner en 16 mm, c'est ce qui avait été décidé. Ça m'ennuyait vraiment, je voyais tout le travail, toute la minutie, que Carax mettait à sa prépara-

tion. La fille, il l'avait, c'était Mireille Perrier, le garçon il l'avait vraiment cherché partout, par petites annonces, en allant voir des cours de théâtre, de musique, il l'a cherché dans la rue, il s'est aperçu qu'il devait prendre un comédien professionnel.

« Je crois que s'il y avait eu moins de malentendus avec les décorateurs en cours de tournage, le film aurait été plus enlevé, comme le court métrage. Carax est dans la vie quel'un de drôle, qui a énormément d'humour, parfois même de l'ironie. Il dit que si les films pouvaient se faire plus sérieusement, c'est-à-dire si tout le monde accomplissait normalement son travail, ils seraient bien moins pesants.

« Au cours de l'été 1982, Carax est souvent venu chez moi voir des films au magnétoscope, nous parlions d'une façon très

Escoffier. Ce qui me dispensait d'intervenir. Ce que veut Carax est d'une telle précision que je ne voulais pas disperser son énergie. Il lui fallait un seul interlocuteur, et Escoffier était la personne adéquate. S'il n'y avait pas eu Escoffier, certainement que je m'en serais mêlée.

« Si Carax avait pu maintenir tout au long cette distance d'ironie qu'il a vis-à-vis de lui-même, le film paraîtrait moins tragique. Max Frisch dit quelque part : on n'a que deux ou trois idées dans la vie, et on les poursuit jusqu'à la perfection. Dans le court métrage, il y avait plus de légèreté, quelque chose d'enlevé que j'aime beaucoup et qui, je pense, va resurgir un jour.

« En tant que réalisatrice, je ressens le besoin d'un vrai producteur. J'aurais aimé avoir un producteur comme Robert

n'avais jamais pu faire de film en noir et blanc. Or, tout de suite, ce qui m'a intéressé dans *Boy meets Girl*, c'est qu'il était en noir et blanc. C'est ça les petits marquis dans ce cinéma.

« J'avais lu en 1981 que Robert Bresson avait un projet. J'en ai parlé au producteur suisse Jean-Marc Henchoz, pour lequel je venais de travailler comme directrice de production sur les *Sacrilés* d'Okacha Tutia. On lui a organisé des projections à la Cinémathèque, il a été intéressé et m'a donné carte blanche pour monter la production. Au bout d'un mois et demi de recherche, la Suisse donnait de l'argent. C'est comme ça que le film a démarré, avec l'UOC en France et de l'argent de Berne. Bref, j'ai fait ce qu'on appelle aux États-Unis un travail de producteur associé. J'ai continué à chercher dans les chaînes

temps de tournage. Le film s'est d'ailleurs terminé comme ça. Huit semaines, il y a eu une équipe normale comme pour les grands tournages français. Et puis, comme le tournage allait durer plus de vingt semaines, c'est une petite équipe qui a achevé le film.

« Il faudrait dire un mot du Centre national de la cinématographie (CNC) si important pour le genre de film dont je me suis occupée. Dire que c'est un gouffre d'inertie, je ne peux vous expliquer. C'est absolument terrifiant. Il faut s'humilier pour avoir l'argent auquel on a droit. Quand une avance sur recettes a été attribuée, des lettres se perdent. Il y a même des services, notamment au département financier, où on vous dit qu'un virement est parti, et puis rien n'est parti. Je reçois un chèque un mois après. Et pendant ce temps, il faut se battre avec les banques, payer des agios. Tous ces retards créent des contretemps inadmissibles dans la production. Je pense que tout le monde est d'accord là-dessus. Les individus, je ne les mets absolument pas en cause. Quand on peut les rencontrer et leur parler de nos difficultés, ils se mettent en quatre pour les arranger. Encore faut-il pouvoir les rencontrer. Et je ne suis pas la plus mal lotie !

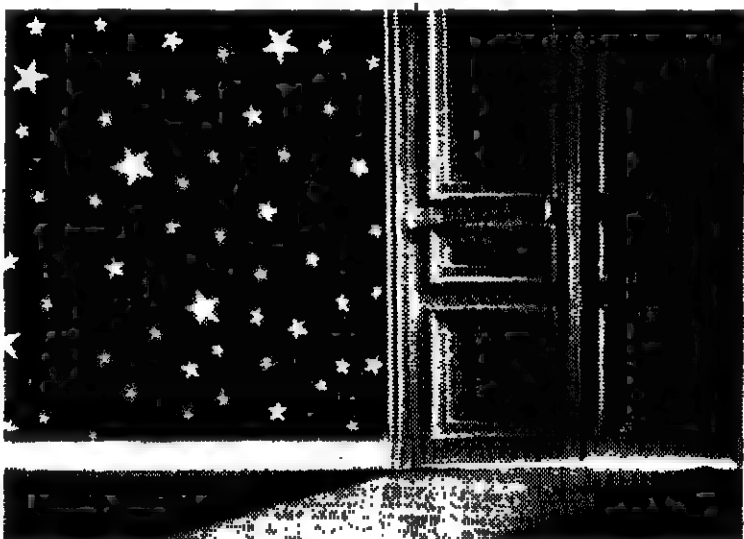
« Comment être serein quand il faut se battre sur tous les fronts ? Il y a quelques années, je crois, les gens étaient fiers de leur travail. Il y a un désenchantement. Ça atteint même les laboratoires. Vous demandez quelque chose, et il faut téléphoner régulièrement pour savoir si on l'a exécuté. Beaucoup de temps est encore perdu à revendiquer, à se plaindre. On sent une très grande usure, hommes et femmes de cinéma ne rêvent plus, ont perdu leur capacité d'enthousiasme. Je mets à part quelques acteurs, quelques techniciens, quelques jeunes metteurs en scène, et encore peut-être des producteurs courageux.

« Maintenant je voudrais m'éloigner de Paris, y venir de temps à autre quand j'ai vraiment quelque chose à y faire, en profiter pour voir des films, des pièces de théâtre, et aussi pour rendre visite à mes amis tranquillement, ce qui devient impossible quand on habite la capitale. Et puis prendre du temps pour réaliser un clip de temps à autre afin de gagner ma vie. J'en ai tourné deux, très joyeusement. Je me secoue pour filmer à un rythme inconnu pour moi, entre quinze et trente plans dans la journée. J'ai trouvé ça très agréable, avec un côté ludique, un côté aussi de parodie de grand film. J'ai des commandes pour d'autres clips avec des musiciens anglo-saxons.

« Je sais que Carax a un nouveau projet. Je serai toujours intéressée à le produire. Au moins, en tout cas, à chercher l'argent pour lui. Mais en m'entourant cette fois de personnes qui sont adéquates pour son travail.

Propos recueillis par LOUIS MARCORELLES.

(1) Il a produit entre autres les *Petites fugues*, d'Yves Yersin (1977), *Video 50*, de Bob Wilson, et *Savez-vous qui peut la vie*, de Jean-Luc Godard (1980).



technique, nous discussions de la lumière, des choses comme ça. Il me posait des questions, mais aussi me faisait remarquer certains détails. Avec lui j'ai réappris à me poser des questions. Carax travaille un peu comme Bresson. Il est intéressé par la technique, mais seulement dans la mesure où il en a besoin pour fabriquer une image. Mais il ne s'intéresse pas à la technique en soi. Il a envie de quelque chose, il veut connaître les moyens d'y parvenir. Alors on lui expose certaines solutions.

« J'étais surtout heureuse que Jean-Yves Escoffier soit le directeur de la photo : on pourrait dire qu'il a été le vrai producteur exécutif. Il a assuré un nombre de choses qui dépassaient largement son travail normal. Il y avait une grande complicité entre Carax et

Boner (1), qui était vraiment le premier spectateur du film, parce que, à certains moments, on n'a plus de discernement. Quand on est producteur, on a une tendance, pour employer un vilain mot, à « assurer », c'est-à-dire à vouloir que la chose soit terminée et un peu consommable. Et, malgré soi, on change. Je devais de temps en temps repenser à ce qu'était mon attitude quand j'étais metteur en scène pour respecter ce que disait Carax. Par contre, lors du passage du film à Cannes, j'étais assez agacée d'entendre dire par quelqu'un des *Cahiers du cinéma*, dans l'émission télévisée de *Libération* : Carax a dû certainement se battre auprès des producteurs — on les met toujours au pluriel — je ne sais pas pourquoi, — pour imposer le noir et blanc. Et moi je

de télévision en France et à l'étranger. Mais, surtout, j'ai travaillé avec Bresson pendant six semaines. Je le voyais deux fois par semaine. J'ai fait des entretiens avec lui pour savoir comment il communiquait avec son équipe. Tout le monde me disait : vous êtes folle, produire Bresson... C'est quelqu'un qui va vous mettre sur la paille.

« A Paris, on dit beaucoup de mal des gens sans les connaître. Or Bresson ne triche absolument pas sur ce que vont être ses besoins. Il dit : Vous comprenez, quand je veux un soleil blanc, eh bien il faut attendre, ça coûte cher. Il ne vous cache pas qu'il a un oeil de peintre, qu'il cherche à tout prix, aussi, à travailler intuitivement. Ça prend du temps, il est difficile d'être intuitif sur un tournage, de se débarrasser de l'intelligence. Il faut une équipe extrêmement concentrée, qui vous décharge de tous les problèmes pour retrouver l'intuition. L'intelligence, c'est une sorte de défense que l'on a pour survivre. Ce qui est porteur de vie, c'est l'intuition. Et Bresson ne cache rien. Simple-ment, quand l'argent a été trouvé et le film mis en place, je n'étais plus tout à fait d'accord avec la façon extrêmement conventionnelle dont le film allait être tourné, c'est-à-dire organisé. C'était de nouveau une organisation bureaucratique, alors que Bresson, je sentais qu'il lui fallait une petite équipe et un très long

DERNIERE LE 2 DECEMBRE

Maeterlinck - Feydeau
L'intruse - Léonie est en avance
THEATRE DE L'AQUARIUM
CARTOUCHERIE ☎ 374.99.61

« Depuis la parodie, où se regroupent les auteurs sous-estimés pour avoir trop fait rire, Feydeau a dû apprécier la mise en scène incroyablement bavarde d'Idées de Didier Duzan et Jacques Michel. » — Gilles COSTAZ (le Matin de Paris).
« Léonie est en avance... est formidablement réussie. » — Jean-Pierre LÉONARD (l'Humanité).
« Recte la rite d'leur, vengue, décapant. » — Pierre MARCABRU (le Figaro).
« Feydeau est ici... comme un poisson dans l'eau. » — José BARTHONIEUX (le Parisien libéré).

THEATRE D'IVRY
1, rue Simon-Denure
FUGITIVE DETAIL
création de la compagnie
TRAFIC DANSE Edwige Wood
du 15 NOVEMBRE
au 28 NOVEMBRE 1984
à 20 h 30 - Dimanche 17 h uniquement
Rens. : 670-13-71, poste 3468
658-34-37

DINGOS DE MINI, CETTE CHAÎNE EST MAOUSSE.

Tremblez les Mickeys. L'infinitement mini est arrivé sous l'appellation de SA007. C'est terrifiant : 180 petits millimètres de large seulement, et cet animal d'ampère trouve le moyen de grincer 28 watts par canal avec seulement 6,6x7 de diamètre. Plus qu'une question de miniaturisation, c'est une question de quartz qui donne aux micros électroniques de Matsushita.

Technics, Personne et Naturel : 3 micros de Matsushita Electric, 1345, rue des Frères Lumière, B.P. 63 - 93151 La Plaine-Montreuil Cedex. Tél. : (1) 865.44.55.

TECHNICS. LE MECANIQUE

مکان المصنوع



Technics

CHANT MATERIEL.

imprimerie dello stato

SELECTION

CINÉMA

« Quilombo »
de Carlos Diegues

Vingt ans après *Ganga Zumba*, le cinéaste brésilien Carlos Diegues revient sur un sujet qui lui est cher : la révolte des esclaves au dix-huitième siècle. Il s'attarde cette fois sur la création d'une communauté libérée modèle, un Quilombo. Exemple valable pour nous.

ET AUSSI : *Amadeus*, de Milos Forman (Mozart moins angélique) ; *Maria's Lovers*, d'André Konchalovski (un regard russe sur l'Amérique profonde) ; *Greystoke*, de Hugh Hudson (le vrai Tarzan) ; *L'Amour à mort et l'Amour par terre* (Remais ou Rivette ?) ; *Broadway Danny Rose*, de Woody Allen (l'endroit du décor).

THÉÂTRE

« L'illusion »
au Théâtre
de l'Europe

Fiction-réalié des aventures du cœur, dans la grôte enchantée d'un mage-comédien... Spectacle envoiement de Giorgio Strehler, dans les décors féeriques de Frigorio, et des comédiens haut de gamme autour de Gérard Desbarats, prodigieux.

ET AUSSI : *Edmond* au Châteaude Vincennes - la voix des signes. *La Tour d'Amour* à Essou - la Mer meurtrière.

MUSIQUE

Festival
d'art sacré

Une semaine importante au Festival d'art sacré : *Requiem*, de Mozart, et *Stabat Mater*, de D. Scarlatti (Saint-Ambroise, le 14) ; œuvres pour orgue et cultes, anciennes et modernes (Saint-Germain-des-Prés, le 16) ; *Magnificat*, de Bach, et *Requiem*, de Durufle, avec Teresa Berganza et l'Orchestre Colonne, sous la direction de Michel Corbois (Trinité, le 19) ; motets de Couperin et Marin Marais (Saint-Louis-en-l'Île, le 20) et de grandes œuvres de Byrd, Lassus, Morley, Palestrina, Tallis, par le fameux ensemble Pro Cantione Ant-

qua de Londres (Saint-Nicolas-des-Champs, le 21).

An Forum de Beaubourg, six jours de festival des Percussions de Strasbourg, avec des œuvres importantes de Doo, Mäcke, Grisey, Alena, et surtout la première audition à Paris de l'immense *Erewhon*, d'Hugues Dufourt (le 17, à 21 h ; toutes manifestations au Centre Pompidou, du 14 au 19).

Grande activité de théâtre musical, avec la création d'*Il était trois fois*, de Graciane Finzi, au Théâtre du musée Grévin, réunissant les personnages des contes de Perrault, Zorro, Tarzan, Superman, Goldorak, etc. (du 15 novembre au 30 décembre) et *Empire de Dada*, d'après Erik Satie, par le Groupe d'Action instrumentale de Buenos-Aires (Théâtre national de Chaillot, du 16 novembre au 1^{er} décembre). Sans oublier les représentations de la *Moda*, de Bryars, réalisée par Bob Wilson (Champs-Élysées, les 21, 24, 27, 30 novembre et 2 décembre).

ET AUSSI : Dimitri Spouras, pianiste de quinze ans (Pleyel, le 17 novembre) ; Journées musicales herbères (Saint-Ouen, 14, rue Ambroise-Croizat, les 17, 18, 24, 25) ; V. Afanassiev, pianiste (musée Grévin, le 19) ; T. Zylis-Gara (Achéde, le 19) ; Ivan Chiffolleau, violoncelle (Caveau, le 21).

EXPOSITIONS

Zhongshan :
tombes
des rois oubliés
au Grand Palais

Il s'agit d'archéologie chinoise, d'un royaume du Nord dont on avait perdu la trace et auquel des tombes retrouvées et fouillées récemment redonnent existence, entre le sixième et le troisième siècle avant notre ère. Objets rituels en bronze, vases, ornements de jade, céramiques noires sont là pour témoigner d'un art animal original.

ET AUSSI : *Watson et Le Douanier Rousseau*, au Grand Palais. Kandinsky au Centre Georges-Pompidou. *Le Tarsis*, à la Bibliothèque nationale. *L'effluve d'opéra*, au musée de la SEITA. *Alexandre Vesnine et la construction russe*, à l'Institut français d'architecture.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (271-12-33). Informations téléphoniques 271-11-12.

Sauf mardi, de 10 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

Visites animées régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galerie contemporaine.

KANDINSKY. Jusqu'au 28 janvier.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. De Matisse à nos jours. Jusqu'au 7 janvier.

PATRICK BAILEY-MAITRE. GRAND. Salon photo. Jusqu'au 16 décembre.

CCI

DÉCRETS : Part d'abonnement les semaines. Jusqu'au 21 janvier.

SIX PHOTOGRAPHES CHEZ LE COEUR. Jusqu'au 7 janvier.

EPI

IMAGES À LA PAGE. L'illustration de l'histoire en France 1954-1984. Jusqu'au 7 janvier.

FELIX LOHOUË. Entre Grévin et le Musée. Jusqu'au 7 janvier.

UN MONDE DÉPÂLÉ. Photographies de Roussin Vialon. Jusqu'au 19 novembre.

CROCHAGE : vingt contemporains sur par M. Frank. Jusqu'au 3 décembre.

IMAGES ET SONS. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 17 décembre.

INITIATIVES CULTURELLES DE FEMMES. Jusqu'au 30 novembre.

OBJETS EN DÉRIVE. Atelier des enfants. Sauf dim., de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 janvier.

Musées

LE DOUANIER ROUSSEAU. Grand Palais. Avenue Winston Churchill. (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

WATTEAU. 1664-1721. Grand Palais. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

ZHONGSHAN. Tombes des rois oubliés. Grand Palais. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

PEINTURE. L'œuvre nouvelle présentée. Grand Palais. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

SYMBOLISME ET RÉALITÉ. La peinture allemande 1849-1908. Petit Palais. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

DESSEINS FRANÇAIS DU XVII^e SIÈCLE. Musée de la Ville de Paris. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

AMÉNAGEMENT DU GRAND LOUVRE. État actuel du projet. Orangerie des Tuileries. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

DÉCRET ET L'ART DE ROUSSEAU. A. DAVID : les Salons 1759-1781. Hôtel de Marmont. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

TAROT. Jeu et magie. Bibliothèque nationale. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

HOMMAGE À JEAN GRENIER. Bibliothèque nationale. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 12 F.

LUCIEN CLERGE. Retrospective. Jusqu'au 7 janvier. - HELMUT NEWTON. Jusqu'au 27 janvier. - MARTINE BARRAT. Jusqu'au 15 décembre. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche).

JEAN HELION. Retrospective. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 16 novembre au 6 janvier.

COLLECTIONS DE PHOTOGRAPHES : Acrostiche n° 1 (Bouba, Brassaï, Cartier-Bresson, Charbon, Dauterive, Kertész). Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

ARMANDO. Tableaux et dessins. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 2 décembre.

DEGAS. Le modèle et l'espèce. Centre culturel de Marly, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). T.J. de 10 h à 19 h. Entrée : 21 F. Jusqu'au 27 janvier.

ALEXANDRE VESNINE et la construction russe. Institut français d'architecture, 4, rue de Valenciennes (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h à 30 h. Jusqu'au 29 décembre.

CORPO ET ALMA. Photographie contemporaine au Brésil. Espace latino-américain, 4, rue de Valenciennes (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 29 décembre.

PEINTURE CONTEMPORAINE. Espace Belleville, 4, bd de la Villette. Sauf sam. et dim., de 9 h à 19 h. Jusqu'au 30 novembre.

SINCE. Héros 84. Mazarine Graphic Center, 49, rue des Mathurins (483-92-66). Sauf sam. et dim., de 13 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

LES AGES ET LES VILLES. F. Chet - N. Nixon. American Center, 261, boulevard Raspail (335-21-50). Sauf dim. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 14 décembre.

MICHEL SAINT-JEAN. Le second voyage. Photographes - SEPT ARTISTES DE L'ALBERTA. Centre culturel canadien, 5, rue de Valenciennes (551-55-77). Sauf dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 9 décembre.

EMERIC FÉHÉ. 1904-1966. Les images et les jours - HOLGER TULZSCH. De la guerre au monde. Espace, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). T.J. de 10 h à 18 h. Entrée libre. Du 16 novembre au 15 janvier.

CAROLINE DUCLOS. Non. Photographes. Centre culturel allemand, 31, rue de Condé (326-09-21). Sauf sam. et dim., de 13 h à 19 h. Du 16 novembre au 14 décembre.

DIX JEUNES/DIX QUESTIONS À LA PHOTOGRAPHIE. Ecole spéciale d'architecture, 254, boulevard Raspail. T.J. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 1^{er} décembre.

STARS. STARS. Les grands bourgeois de « Cast-Rouge », 1946-1966. Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (509-40-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h 30 et de 14 h à 16 h 45. Jusqu'au 30 décembre.

L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 30 décembre.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION (1944-1945). Vers une France nouvelle. Musée des deux guerres mondiales. Hôtel national des Invalides (551-93-02). Sauf dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Dim. de 14 h 30 à 18 h. Sauf 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

HISTOIRE DES COMMUNAUTÉS JUIVES DE TOULOUSE. Musée d'art juif, 42, rue des Saules (257-84-15). Sauf ven. et sam., de 15 h à 18 h. Jusqu'au 23 novembre.

LES PTT DANS LA RÉSISTANCE. Musée de la poste, 34, bd de Valenciennes (320-15-30). Sauf dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 24 novembre.

Centres culturels

PARIS DES ILLUSIONS. Un siècle de décor éphémères à Paris, 1820-1920. Hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée (274-44-44). Sauf dim. Entrée libre. Jusqu'au 15 janvier 1985.

HOMMAGE À RENÉ MAGRITTE. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 février 1985.

AUTOUR DE MICHEL RAGON. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 novembre.

JACQUES LÉVY. Tableaux et dessins. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf dim. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 2 décembre.

DEGAS. Le modèle et l'espèce. Centre culturel de Marly, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). T.J. de 10 h à 19 h. Entrée : 21 F. Jusqu'au 27 janvier.

ALEXANDRE VESNINE et la construction russe. Institut français d'architecture, 4, rue de Valenciennes (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h à 30 h. Jusqu'au 29 décembre.

CORPO ET ALMA. Photographie contemporaine au Brésil. Espace latino-américain, 4, rue de Valenciennes (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 29 décembre.

PEINTURE CONTEMPORAINE. Espace Belleville, 4, bd de la Villette. Sauf sam. et dim., de 9 h à 19 h. Jusqu'au 30 novembre.

SINCE. Héros 84. Mazarine Graphic Center, 49, rue des Mathurins (483-92-66). Sauf sam. et dim., de 13 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

LES AGES ET LES VILLES. F. Chet - N. Nixon. American Center, 261, boulevard Raspail (335-21-50). Sauf dim. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 14 décembre.

MICHEL SAINT-JEAN. Le second voyage. Photographes - SEPT ARTISTES DE L'ALBERTA. Centre culturel canadien, 5, rue de Valenciennes (551-55-77). Sauf dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 9 décembre.

EMERIC FÉHÉ. 1904-1966. Les images et les jours - HOLGER TULZSCH. De la guerre au monde. Espace, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). T.J. de 10 h à 18 h. Entrée libre. Du 16 novembre au 15 janvier.

CAROLINE DUCLOS. Non. Photographes. Centre culturel allemand, 31, rue de Condé (326-09-21). Sauf sam. et dim., de 13 h à 19 h. Du 16 novembre au 14 décembre.

DIX JEUNES/DIX QUESTIONS À LA PHOTOGRAPHIE. Ecole spéciale d'architecture, 254, boulevard Raspail. T.J. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 1^{er} décembre.

STARS. STARS. Les grands bourgeois de « Cast-Rouge », 1946-1966. Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (509-40-40). Sauf mardi, de 10 h à 18 h 30 et de 14 h à 16 h 45. Jusqu'au 30 décembre.

L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 30 décembre.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION (1944-1945). Vers une France nouvelle. Musée des deux guerres mondiales. Hôtel national des Invalides (551-93-02). Sauf dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Dim. de 14 h 30 à 18 h. Sauf 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

HISTOIRE DES COMMUNAUTÉS JUIVES DE TOULOUSE. Musée d'art juif, 42, rue des Saules (257-84-15). Sauf ven. et sam., de 15 h à 18 h. Jusqu'au 23 novembre.

LES PTT DANS LA RÉSISTANCE. Musée de la poste, 34, bd de Valenciennes (320-15-30). Sauf dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 24 novembre.

Galleries

LA FORME. Galerie Spon, 4, avenue de Messine (256-06-41). Jusqu'au 15 décembre.

ECHEPORT 1890-1946. Galerie 1900-2000, 4, rue Bonaparte (325-84-00). Jusqu'au 1^{er} décembre.

VENISE. VERDI, WAGNER. Images d'opéra. Galerie R. Lussan, 7, rue de l'Odéon (633-37-00). Jusqu'au 30 novembre.

PHOTOLANGAGES. LECTURES PHOTOGRAPHIQUES. N.R.A., 2, rue du Jour (508-19-38). Jusqu'au 1^{er} décembre.

MAÎTRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie D. Malingue, 26, avenue Matignon (266-40-33). Jusqu'au 15 décembre.

ENGLISH CONTRASTS. Peinture et sculpture anglaise 1945-1960 - UMBERTO MASTROLIANI. Sculptures 1956-1984. Jusqu'au 24 novembre.

THÉATRE. THÉATRE DU CIEL. Photographes de R. King. Jusqu'au 1^{er} décembre. Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16).

PETER BLAKE - MIMMO PALADINO. Galerie J. Mayor, 34, rue Mazette (326-60-34). Jusqu'au 1^{er} décembre.

ROBERT BARRY. Wallpapers - LONC LE GROMELLE. Dessins sur papier. Galerie V. Lambert, 5, rue du Grand-Saint-Lazare (271-90-33).

L'OUTIL AGRICOLE. Dessins de XIX^e siècle. La Galerie, 17, rue des Beaux-Arts (326-95-89). Du 16 novembre au 30 décembre.

ATTESEE. Sculpture. Galerie Bazz, 40, rue Quincampoix (277-38-47). Jusqu'au 6 décembre.

BARRAT. Peinture et dessin. Galerie Bergmann, 70, rue de l'Université (222-02-22). Jusqu'au 1^{er} décembre.

MICHAEL BASTOW. Galerie Jean Brancie, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 18 décembre.

BAZILEBUSTAMANTE. Galerie Crouzet-Husson, 80, rue Quincampoix (687-40-81). Jusqu'au 6 décembre.

MARTINE BOLEAU. Les Changelins, sculptures. Galerie Brancie, 70, rue Bonaparte (326-40-36). Jusqu'au 2 décembre.

ARESTIDE CAILLAUD. 26 œuvres récentes. Galerie Jannet, 134, rue du Faubourg-Saint-Honoré (359-72-18). Jusqu'au 8 décembre.

CHARCOUNNE. Peintures. Galerie N. Bresson, 56, rue de l'Université (222-58-09). Du 16 novembre au 20 décembre.

A. COHAN. Galerie Raph, 12, rue Parfa (687-30-36). Jusqu'au 5 décembre.

PAUL-EMILE COLIN. 1967-1969. Un siècle de Pont-Aven. Galerie Sophie.

84, boulevard Saint-Germain (326-54-22). Jusqu'au 31 décembre.

CONORD. Peintures. La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts (633-34-14). Jusqu'au 1^{er} décembre.

DILASSER. Peintures. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 15 décembre.

JEAN DUBUFFET. Miroir. Galerie J. Bucher, 13, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 31 décembre.

BERNARD DUBOIS. Peintures, dessins. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-20-30). Jusqu'au 6 décembre.

JEAN-LOUIS FAURE. Galerie A. Biondi, 50, rue du Temple (271-85-66). Jusqu'au 5 janvier.

FAUTIER. Sculptures, œuvres sur papier. Galerie Tondaines, 105, rue Quincampoix (278-61-79). Jusqu'au 30 novembre.

NICOLAS FEDORENKO. Peintures récentes. Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (277-19-61). Jusqu'au 24 novembre.

LEON GOLUB. Galerie Daria-Speyer, 6, rue Jacques-Callot (354-78-41). Jusqu'au 24 novembre.

JANE GRAVEROL. Pour mon chapeau. Atelier 10, rue Pernety (539-49-96). Jusqu'au 24 novembre.

ADELIN GIUYOT. Peintures. Galerie A. Biondi, 50, rue du Temple (271-85-66). Jusqu'au 1^{er} décembre.

ABRAHAM MADAD. Peintures. L'Œil de Beauf, 38, rue Quincampoix (278-34-66). Jusqu'au 30 novembre.

IONESCO. Œuvre peint récente. La Huma, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Novembre.

ISCAN. Ordre et désordre. Peintures. Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 15 décembre.

CHRISTIAN JACARD. Peintures - Miroirs - Dessins. Galerie Brancie, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 18 décembre.

VICTOR KOULBAK. Galerie by Bruchet, 33, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 8 décembre.

JOUSSEAU. Dessins, peintures. Galerie Liane-François, 15, rue de Solne (326-94-32). Jusqu'au 5 décembre.

YANNE LE TOUMELIN. Art Espace, 77, rue Saint-Louis-en-l'Île (326-38-84). Jusqu'au 15 décembre.

FELIX LOHOUË. 1872-1964. Galerie Lohouë-Jour, 12, rue de Valenciennes (265-09-23). Jusqu'au 31 décembre.

MATHEOT. Peintures. Galerie Weller, 3, rue de l'Œil-de-Cœur (326-47-68). Jusqu'au 30 novembre.

MERET OPPENHEIM. Galerie F. Coderre, 77, rue des Archives (278-06-36). Jusqu'au 24 novembre.

ALBERT RAPOLOS-CASAMADA. Galerie Cavigas, 46, rue de la Vierge (266-69-57). Jusqu'au 24 novembre.

MAURICE BOCHER. Galerie Prode, 18, rue de Seine (325-51-95). Jusqu'au 15 décembre.

CORNELIUS ROGGE. Sculptures et six grilles issues de l'œuvre de Karen Hansen. Sinoart présent, 10, rue Coquillière (508-58-96). Jusqu'au 14 décembre.

BAVARY. Peintures et gravures. Galerie C. Dubois, 420, rue Saint-Hippolyte (260-13-44). Jusqu'au 24 novembre.

SUBIRA-PUNG. Dessins, cartes, fer. Galerie Arid, 140, boulevard Haussmann (563-15-09). Jusqu'au 14 décembre.

MAURICE TABARD. Galerie M. Meyer, 15, rue Guénégaud (633-04-38). Jusqu'au 25 décembre.

GÉRARD THALMANN. Peintures 1980-1984. Galerie Karl Finkler, 23, rue de Valenciennes (325-19-75). Jusqu'au 30 novembre.

JÉRÔME TISSERAND. Peintures. Galerie Henri Benoit, 20, rue Miroir (265-54-66). Jusqu'au 30 novembre.

TOMESLAV. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (544-54-28). Jusqu'au 1^{er} décembre.

JEAN VERANIE. Galerie Christian Cheneau, 30, rue de Valenciennes (363-30-06). Jusqu'au 22 décembre.

ELZBETHA VIOLET. Dessins récents. Nanc Stern, 25, avenue de Tourville (705-06-46). Jusqu'au 1^{er} décembre.

CLAUDE VVIL. Peintures 1980-1984. Galerie A. Biondi, 4, rue Aubry-le-Bonheur (278-66-67). Jusqu'au 10 janvier.

ZAO WOU-KI. Peintures. Galerie de France, 27, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 30 novembre.

En région parisienne

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
 Pour tous renseignements concernant
 l'ensemble des programmes ou des salles
 (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

AVE MARIA
 UN FILM DE
JACQUES RICHARD

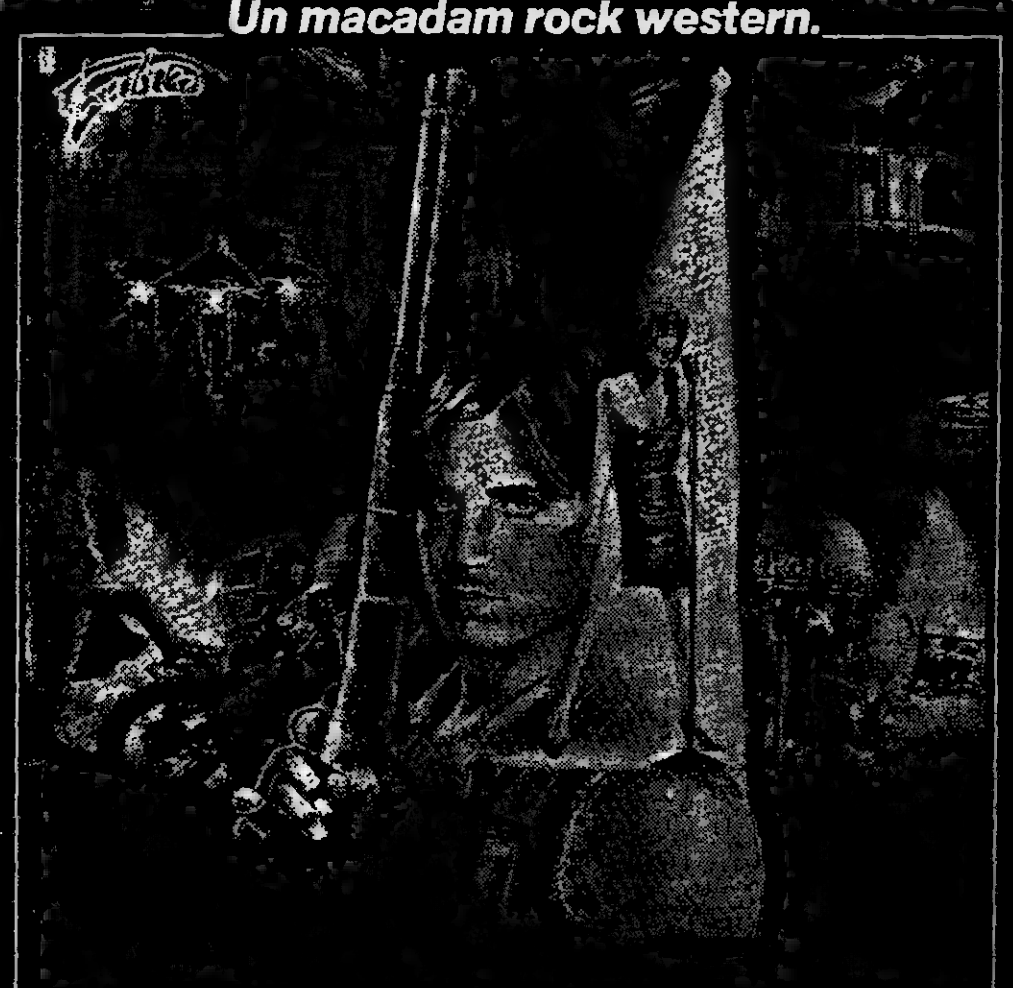
Un univers que n'eût pas renié Bunuel.
 François Chalais / Figaro Magazine

Ce film existe, dérangeant, choquant, original.
 Jacques Siclier / Le Monde

L'objectif de Jacques RICHARD vise à la fois à
 faire rire et à terrifier.
 Jean-Luc Douin / Télérama

En v.a. Dolby: GAUMONT AMBASSADE - UGC ERMITAGE - 14 JUILLET BAUGREUILLE
 BIENVENUE MONTMARTRE - UGC DANTON - CLUNY PALACE - GAUMONT HALLES
 En v.f. Dolby: UGC BOULEVARDS - GAUMONT RICHELIEU - LES IMAGES - UGC MONTMARTRE
 GAUMONT SUD - UGC CONVENTION - UGC GODELINS - UGC GARE DE LYON - 3 SECRÉTAN -
 3 MURAT - Périphérie Dolby: Gaumont ÉVRY - Carrefour PANTIN - 4 Temps LA DÉFENSE
 Alpha ARGENTEUIL - CCL SAINT-GERMAIN - Périphérie: Artel CRÉTEL - Artel ROSNY
 MARNE-LA-VALLÉE - Cyrano VERSAILLES - Studio VÉLIZY - Flanades SARGÈLES - Ariel RUEIL
 Bouxy BOUSSY-SAINT-ANTOINE - Calypso VRY-CHATELON

Un macadam rock western.



Après "Les Guerriers de la Nuit" et "48 Heures" le nouveau film
 de Walter Hill.

LES RUES DE FEU
 STREETS OF FIRE

En v.a. Hill, Gordon, Silver, "LES RUES DE FEU" Michael Paré, Diane Lane, Rick Moranis, Amy Madigan
 En v.f. Hill, Gordon, Silver, "LES RUES DE FEU" Michael Paré, Diane Lane, Rick Moranis, Amy Madigan
 En v.f. Hill, Gordon, Silver, "LES RUES DE FEU" Michael Paré, Diane Lane, Rick Moranis, Amy Madigan
 En v.f. Hill, Gordon, Silver, "LES RUES DE FEU" Michael Paré, Diane Lane, Rick Moranis, Amy Madigan

CINÉMA

LA TÊTE DANS LE SAC (Fr.): Forum
 Orient Express, 1^{er} (233-42-26); Rex, 2^e
 (234-83-93); Paramount Mexique, 2^e
 (296-80-40); Paramount Odéon, 6^e
 (325-59-83); Paramount City Triomphe,
 8^e (363-45-76); Marignan, 8^e (359-
 92-82); Paramount Opéra, 9^e (742-
 56-31); Paramount Bastille, 12^e (343-
 79-17); Paramount Galaxie, 13^e
 (380-18-03); Paramount Montparnasse,
 14^e (335-30-40); Paramount Odéon,
 14^e (540-45-91); Parisienne, 14^e (320-
 30-19); Convention St-Charles, 15^e
 (379-33-00).

THE HIT (Angl., v.a.): Forum Orient
 Express, 1^{er} (233-42-26); Rex, 2^e
 (234-83-93); George V, 6^e (562-
 41-30); Parisienne, 14^e (335-30-40);
 14 Juillet Baugrenelle, 15^e (575-79-79);
 - V.F.: Impérial, 2^e (742-72-52); Maxi-
 ville, 3^e (770-72-86); 14 Juillet Bastille,
 11^e (337-60-41); Montparnasse Pathé,
 14^e (320-12-06).

THIS IS THE ARMY (A., v.a.): Olympic
 Luxembourg, 6^e (R. sp.) (633-97-77).

TOP SECRET (A., v.a.): Saint-Michel, 9^e
 (326-79-17); UGC Ermitage, 9^e (362-
 16-16); - V.F.: UGC Rotonde, 9^e (575-
 94-94); Paramount Opéra, 9^e (742-
 56-31).

LES TROIS TOITS DE BANQUE (Fr.):
 - V.F.: Pathé Cinéma, 10^e (770-21-71).

LA ULTIMA CENA (Cin., v.a.): Répu-
 blic Cinéma, 11^e (805-51-33).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.): Grand
 Paris, 15^e (534-46-85).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.): Saint-
 Lambert, 15^e (532-91-68); Bata à Film,
 17^e (622-44-21).

UN DEMANÇÉ À LA CAMPAGNE
 (Fr.) : Lucerna, 6^e (544-57-34).

VOUS ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ
 (560, v.a.) : Espace Gédé, 14^e (327-
 95-94).

LES VIEUX LA BOUCHE (R., v.a.):
 Forum, 1^{er} (297-53-74); Quinze, 5^e
 (633-79-38); Elysées Lincoln, 6^e (359-
 36-14); Parisienne, 14^e (325-21-21).

HAIR (A., v.a.): Bata à Film, 17^e (622-
 44-21); Ciné 13 Première (ann., dim.),
 18^e (259-62-75).

HOTEL DU NORD (Fr.): Studio Ber-
 nard, 7^e (783-64-66).

INDIA SONG (Fr.): Forum Orient
 Express, 1^{er} (233-42-26); 14-Juillet Pa-
 rna, 6^e (326-58-00); UGC Maréchal, 9^e
 (561-84-95).

L'IMPORTANT C'EST D'ARRIVER (Fr.):
 - V.F.: Grand Paris, 15^e (534-46-85);
 Bata à Film, 17^e (622-44-21).

J'AI LE DROIT DE VIVRE (A., v.a.):
 Olympic Saint-Germain, 6^e (222-37-23);
 Olympic Petite Saule, 14^e (544-43-14).

JESUS DE NAZARETH (Fr.): Grand
 Paris, 15^e (534-46-85).

Les grandes reprises

ALICE DANS LES VILLES (Al., v.a.):
 14-Juillet Paris, 6^e (326-58-00).

L'AMI AMÉRICAIN (Al., v.a.): Rellat
 Quercier Latis, 3^e (326-84-45).

L'ARNAQUE (A., v.a.): Bata à Film, 17^e
 (622-44-21).

LES ARISTOCRATES (A., v.a.): Napo-
 léon, 17^e (267-63-42).

**LES AVENTURES DE L'ARCHE
 PERDUE (A., v.a.)**: Capri, 2^e (506-
 11-89).

BARRABOISSA (Cap., v.a.): Saint-
 Lambert, 15^e (532-91-68).

HARRY LYNDON (Angl., v.a.): Grand
 Paris, 15^e (534-46-85); Bata à Film,
 17^e (622-44-21).

HELLESMIA (R., v.a.): Champ, 3^e
 (354-51-60).

MEADE RUNNER (A., v.a.): Studio
 Galande, 5^e (354-72-71).

MEANIE-NIEGE (A., v.a.): Napoléon,
 17^e (267-63-42).

LE CRATÈRE VENANT DE L'ESPACE
 (A., v.a.) : Napoléon, 17^e (267-63-42).

LES CHAUSSEURS ROUGES (A., v.a.):
 Bata, 3^e (561-10-60).

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ À ÉBOLI
 (R., v.a.) : Cinéma Présent, 19^e (263-
 354-51-60).

CE FLAQUE OUPON DEY CHARNEL
 (A., v.a.) : Champ, 3^e (354-51-60).

LA CINQUÈME COLONNE (A., v.a.):
 Action Christine Bn, 6^e (329-11-30).

LA COMÉDIE (A., v.a.): Rellat Média, 3^e
 (325-25-97); Action Christine Bn, 6^e (329-
 11-30); - V.F.: Rex, 2^e (742-72-52);
 Action La Fayette, 9^e (329-79-89); Pa-
 rna, 14^e (320-30-19).

LES DAMNÉS (R., v.a.): Champ, 3^e
 (354-51-60).

DE VAUTRE CÔTÉ DE L'IMAGE
 (Fr.) : Grand Paris, 15^e (534-46-85).

DELIVRANCE (A., v.a.): Bata à
 Film, 17^e (622-44-21).

**LE DERNIER TANGO À PARIS (R.,
 v.a.)**: Saint-Ambroise, 11^e (700-
 80-16).

**LES DEUX BONTÉS TOMBÉS SUR LA
 TÊTE (R., v.a.)**: Capri, 2^e (506-
 11-89).

DON GIOVANNI (R., v.a.): Champ-
 Palace, 3^e (354-07-76).

EMMANUELLE (Fr.): Parisienne,
 14^e (335-30-40).

LES ENCHANTEMENTS DU PARADIS (Fr.):
 Ramoth, 16^e (268-44-44).

L'ENIGME DE KASPAR HAUSER
 (Al., v.a.) : St-Ambroise, 11^e (700-
 80-16).

**ÉPIQUE DU CANON BALL (A.,
 v.a.)**: Arcades, 2^e (233-44-26).

L'ÉTAT DES CHOSES (A., v.a.): St-
 André-des-Arts, 6^e (326-48-18).

EXCALIBUR (A., v.a.): Opéra Night, 2^e
 (296-80-40).

LA FEMME FLAMME (A., v.a.): Grand
 Paris, 15^e (534-46-85).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.a.):
 Studio Bertrand, 7^e (783-64-66).

FRANKENSTEIN 90 (Fr.): Paris Laïca
 Bowling, 19^e (606-64-98).

LA GARCIE (Fr.): Paris Laïca Bow-
 ling, 19^e (606-64-98).

LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DES MÉDIÈRES, film
 français de Christopher Frank. Fo-
 rum, 1^{er} (297-53-74); Paramount
 Marignan, 2^e (296-80-40); Ciné
 Baugrenelle, 3^e (271-52-36); Pa-
 rna, 6^e (326-58-00); Marignan, 8^e
 (359-92-82); Paramount Opéra, 9^e
 (742-56-31); Maxville, 10^e (770-72-86); Pa-
 rna, 12^e (343-79-17); Na-
 léon, 13^e (343-04-67); Pa-
 rna, 14^e (335-30-40); UGC Gode-
 lins, 15^e (707-12-28); Pa-
 rna, 15^e (580-18-03); Montparnasse,
 14^e (335-30-40); Parisienne, 14^e
 (540-45-91); Convention St-Charles,
 15^e (379-33-00); Pary,
 16^e (288-62-34); Paramount Ma-
 réchal, 17^e (758-26-34); Pathé Wo-
 pex, 19^e (522-46-01); Paramount Mont-
 parnasse, 19^e (580-34-25).

L'ARBALETTE (*), film français de
 Sergio Gobbi. Forum, 1^{er} (297-
 53-74); Quinze, 5^e (633-79-38);
 Marignan, 8^e (359-92-82);
 George V, 6^e (562-41-30); Saint-
 Lambert, 15^e (532-91-68);
 Maxville, 10^e (770-72-86);
 Na-
 léon, 13^e (343-04-67); Pa-
 rna, 14^e (335-30-40); UGC Gode-
 lins, 15^e (707-12-28); Pa-
 rna, 15^e (580-18-03); Montparnasse,
 14^e (335-30-40); Parisienne, 14^e
 (540-45-91); Convention St-Charles,
 15^e (379-33-00); Pary,
 16^e (288-62-34); Paramount Ma-
 réchal, 17^e (758-26-34); Pathé Wo-
 pex, 19^e (522-46-01); Paramount Mont-
 parnasse, 19^e (580-34-25).

MASTROFANTASIA (*), film américain de
 John Old Jr. V.A.: UGC Ermitage, 9^e
 (362-16-16); - V.F.: Rex, 2^e
 (742-72-52); UGC Odéon, 6^e
 (325-10-30); Paramount Opéra, 9^e
 (742-56-31); UGC Gare de Lyon,
 12^e (343-04-67); Montparnasse, 14^e
 (335-30-40); Parisienne, 14^e
 (540-45-91); Convention St-Charles,
 15^e (379-33-00); Pary,
 16^e (288-62-34); Paramount Ma-
 réchal, 17^e (758-26-34); Pathé Wo-
 pex, 19^e (522-46-01); Paramount Mont-
 parnasse, 19^e (580-34-25).

**ET LA VIE ET LES LARMES ET
 L'AMOUR**, film soviétique de Ni-
 kolai Goukolski. V.A.: Comex, 6^e
 (544-28-50).

1984, film anglais de Michael Rad-
 ford. V.A.: Gaumont Halles, 1^{er}
 (297-53-74); Baugrenelle, 3^e
 (271-52-36); Marignan, 8^e (359-
 92-82); 14-Juillet Paris, 6^e (326-
 58-00); Marignan, 8^e (359-92-82);
 Publicis Champ-Elysées, 9^e (720-
 76-23); 14-Juillet Baugrenelle, 15^e
 (575-79-79); - V.F.: Rex, 2^e (742-
 72-52); Impérial, 2^e (742-72-52);
 Fauvette, 13^e (331-60-74);
 Gaumont-Sud, 14^e (327-84-90);

Montparnasse Pathé, 14^e (320-
 12-06); Les Images, 18^e (522-
 47-94).

**PAR OU T'ES RENTRÉ, ON T'A
 PAS VU SORTIR**, film français de
 Philippe Clair. Bata, 3^e (561-
 60-33); Richelieu, 2^e (233-56-70);
 UGC Opéra, 2^e (274-93-50); UGC
 Odéon, 6^e (325-10-30); UGC Mont-
 parnasse, 6^e (574-94-94); Ambu-
 sade, 6^e (339-10-08); Normandie,
 9^e (563-16-16); UGC Boulevard, 9^e
 (574-95-40); La Bastille, 11^e (307-
 54-40); UGC Gare de Lyon, 12^e
 (343-04-67); UGC Gode-
 lins, 13^e (336-23-44); Montparnasse, 14^e
 (335-30-40); Mistrail, 14^e (539-
 52-43); Gaumont Convention, 15^e
 (828-46-27); Mistrail, 16^e (651-
 99-75); Paramount Montparnasse,
 18^e (606-34-25); Secrétan, 19^e
 (341-71-99).

QUILOMBO, film brésilien de Carlos
 Diegues. V.A.: Forum Orient Ex-
 press, 1^{er} (233-42-26); Ciné Baug-
 renelle, 3^e (271-52-36); Le Lince, 6^e
 (278-47-86); Logos, 6^e (334-
 46-34); Duclat, 14^e (231-41-01);
 - V.F.: Hollywood Boulevard, 9^e
 (770-10-41); Lumière, 9^e (246-
 49-07).

RELIQUA, RELIQUA, film américain
 de Robert Ellis Miller. V.A.: Forum,
 1^{er} (233-42-26); Paramount Odéon,
 6^e (325-59-83); Monte-Carlo, 8^e
 (225-09-83); Olympic Europe, 14^e
 (544-43-14); - V.F.: Paramount
 Marignan, 2^e (296-80-40); Pa-
 rna, 6^e (326-58-00); UGC Gode-
 lins, 13^e (336-23-44); Gaumont-Sud, 14^e
 (321-84-50); Bievresse-
 Montparnasse, 15^e (544-23-02);
 UGC Convention, 15^e (574-93-40);
 Mistrail, 16^e (651-99-75); Images,
 18^e (332-47-94); Secrétan, 19^e
 (341-71-99); Gaumont Gode-
 lins, 20^e (636-10-90).

**Vient de paraître aux
 Éditions musicales
 HORTENSIA**

46, rue de Bondy 75008 PARIS
**« Dossier Guitare
 Classique »**
 par PATRICK PO
 (en 2 volumes) PRIX : 38 F

Six pièces, choisies parmi les
 plus importantes du répé-
 toire de la guitare classique,
 flamenco et folk, dont l'écrit-
 ure a été adaptée à un
 niveau technique précis pour
 aider le musicien, débutant
 ou confirmé, à développer sa
 sensibilité dans l'interpré-
 tation musicale.

COACH



Souples et décontractés, les sacs "Coach
 bag" sont taillés dans un remarquable
 cuir américain - c'est un cuir "pleine
 fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit
 en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis
 dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus
 aujourd'hui à Paris.

Galerie Coach Bag
 23 Rue Jacob, Paris 6^e
 326.29.17

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

MARIN KARMITZ PRÉSENTE

1984

UN FILM DE
MICHAEL RADFORD

RICHARD BURTON
CYRIL CUSACK

D'après le roman de **GEORGE ORWELL**

JOHN HURT
SUZANNA HAMILTON

CONJONCTURE

Nouvelles mesures d'assouplissement du contrôle des changes

Le contrôle des changes est de nouveau assoupli. Trois mesures nouvelles viennent d'être prises. Mais cette nouvelle libéralisation ne touche ni la devise-titre, qui n'est pas donc pas supprimée, ni les ouvertures à terme pour les achats de matières premières. Voici le détail des mesures annoncées :

• Les possibilités de transfert à l'étranger (1), sans justification, pour les particuliers sont multipliées par trois : 1.500 F par mois et par personne (3.000 F pour un ménage) au lieu de 1.500 F par trimestre. Cette mesure publiée au Journal officiel daté du 14 novembre (page 3512), initialement, notamment, les résidents qui financent les études ou les voyages d'un enfant à l'étranger, des frais d'hospitalisation ou le remboursement de prêts contractés pour l'achat d'un logement.

Le plan de rigueur décidé en mars 1983 après la dévaluation du franc avait réduit cette autorisation, de 2.000 F par trimestre à 1.000 F. Elle était revenue en décembre 1983 à 1.500 F.

Pour les particuliers, cette mesure est le troisième assouplissement décidé depuis mars, mais les autres dispositions demeurent en vigueur : à savoir 5.000 F en devises plus 2.000 F en francs par voyage à l'étranger, rétabli depuis décembre, et usage, autorisé depuis août 1984, des cartes personnelles de crédit qui avaient été interdites à l'étranger en mars.

Pour les entreprises, M. Bérégovoy avait, en août, relevé de 150.000 F à 250.000 F, le seuil de déclassification bancaire des exportations et des importations, pour facilit-

ter les exportateurs des entreprises moyennes.

• Les règles applicables aux investissements directs (implantations, participations...), dans les seuls pays de la Communauté européenne, sont modifiées : la part exigible, en devises (dollar, franc suisse...), qui était, depuis les années 70, de 75 % des sommes investies, passe à 50 %.

• Les institutions européennes (Banques européennes d'investissement...) pourront émettre des emprunts libellés en ECU (monnaie monétaire européenne) sur le marché financier de Paris. Les résidents en France pourront y souscrire des obligations sans être contraints d'acquiescer des devises-titres.

Toutefois, la procédure de la devise-titre reste obligatoire dans tous les autres cas, pour l'acquisition d'actions et de titres à l'étranger.

L'ECU est une unité monétaire calculée par pondération à partir des devises nationales des pays de la CEE. D'une remarquable stabilité face aux variations du dollar, sa valeur reste proche de 6,80 F.

Ces mesures confirment, la rôle international de la monnaie européenne, après l'annonce du prochain lancement d'un emprunt inédit de 150 millions d'ECU sur le marché américain.

La France avait déjà été l'un des premiers pays européens avec l'Italie - à promouvoir le rôle de l'ECU, comme troisième monnaie mondiale avec le dollar et le yen, en introduisant, à la fin juin, sur le marché des changes de Paris.

« Le gouvernement souhaite donner plus de liberté aux particuliers

et aux entreprises dans leurs transactions avec l'étranger », déclare M. Bérégovoy dans une interview au journal Les Échos. Le ministre précise la réponse à une question sur les ouvertures à terme pour les achats de matières premières : « qu'il n'est pas possible de tout faire en même temps » et que l'on doit « tenir compte des résultats de notre balance des paiements ».

(1) Par les intermédiaires agréés et l'administration des postes.

Collectif budgétaire

UN DÉFICIT AGGRAVÉ D'UNE VINGTAINE DE MILLIARDS DE FRANCS

Le collectif de fin d'année (loi de finances rectificative) sera examiné par le gouvernement au cours du conseil des ministres du 21 novembre (il pourrait cependant ne l'être qu'une semaine plus tard), avant d'être déposé à l'Assemblée nationale.

Ce collectif enregistrera essentiellement 9,5 milliards de moins-values fiscales et un gonflement de 10 milliards de francs de charges d'intérêt de la dette intérieure. Le déficit s'aggrave d'une vingtaine de milliards de francs. Le déficit ressortira à 3,2 % du produit intérieur brut (soit 142 milliards de francs). Mais il faudra attendre la loi de règlement définitif (publiée en avril prochain) pour connaître l'exacte exécution du budget 1984.

SOCIAL

La régie Renault a présenté aux syndicats un projet d'accord-cadre sur l'emploi

La négociation sur l'emploi engagée entre la direction de la régie Renault et les organisations syndicales est entrée dans une nouvelle phase. La direction a soumis aux syndicats, mardi 13 novembre, un projet d'accord-cadre.

Ce projet replace la mobilité dans l'ensemble de la politique de la régie : recherche d'une meilleure complémentarité, réorganisation du travail, réajustement des fabrications et des effectifs. En ce qui concerne la mobilité elle-même, le texte précise qu'il serait pour l'instant fait appel uniquement aux volontaires, et que cette mobilité pourrait s'accompagner d'une formation entièrement rémunérée sur le temps de travail. De façon générale, la formation serait considérablement développée, et la direction de la régie propose la création d'une commission des métiers chargée d'identifier les métiers à venir et les métiers déficitaires à l'horizon 1986-1987, qui demanderait l'aide du Centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile. Une commission paritaire serait chargée du suivi de l'accord.

D'autre part, le groupe de travail paritaire constitué dans le cadre de la négociation avait proposé une liste assez généreuse d'aides matérielles à

la mobilité : notamment une indemnité de mobilité égale à un mois de salaire, mais de 10.000 francs au minimum par salarié, plus un demi-mois par personne à charge (minimum 5.000 francs), plus une indemnité forfaitaire de 5.000 francs pour les mutations avant juin 1985, une indemnité compensatrice de loyer, une indemnité d'attente, un congé de déménagement de quatre jours.

Le projet d'accord-cadre présenté ce mardi vise notamment à répondre aux inquiétudes exprimées par les syndicats. Outre le caractère volontaire de la mobilité, il affirme l'intention de la régie de concourir à la promotion de l'emploi, en particulier des jeunes, et de participer à la création d'entreprises nouvelles à mesure que sa situation s'améliorera. La direction s'engage aussi à présenter au conseil d'administration sa politique à l'égard des fournisseurs : en effet, elle a annoncé qu'elle exigerait d'eux, en échange d'une aide technique et de l'assurance de débouchés, une amélioration de productivité de 5 % par an. Au cours de la réunion de mardi, elle a affirmé son intention d'informer plus complètement le comité central d'entreprise de l'évolution du plan de redressement.

Cependant il a fait l'objet de vives critiques des syndicats, et la direc-

tion doit présenter vendredi une nouvelle rédaction pour les premiers articles concernant les structures nouvelles et les principes du réajustement des effectifs et un texte sur le reclassement. La CGC et la CGT vont présenter de leur côté des contrepropositions.

La CGT a reproché au projet de « ne pas aller dans le sens du maintien des effectifs », et d'être donc « en contradiction avec la volonté du personnel », affirme selon elle par le vote sur ses propositions (qui ont recueilli déjà 38 625 suffrages sur 41 217 votants) et avec ce qu'elle considère comme des « engagements » du PDG de Renault.

La CGC a estimé que « si l'encadrement ne peut coordonner les départs, les modifications d'organisation, les mouvements de personnel » en fonction de la production, « l'efficacité sera faible et les résultats financiers encore plus mauvais ». La CFDT a reproché surtout à la direction de vouloir accélérer le processus et de prévoir après le mois d'avril 1985 des propositions de mutation, et après la fin de juin, en cas de besoin, six mois de formation préalable payée à 70 % seulement. Pour elle, il n'est pas possible de souscrire à ces dernières propositions.

G. H.

Le gouverneur de la Banque de France est remplacé

(Suite de la première page.)

Ces événements récents ont-ils hâté le départ de M. de La Genière, dont la rumeur avait fait état à plusieurs reprises depuis le 10 mai 1981 ? La question reste posée.

À la nomination de M. de La Genière, le gouvernement de M. Raymond Barre avait voulu lui confier un mandat de cinq ans, pour renforcer sa position et le rendre, disait-on, plus indépendant du pouvoir. Le seul ennui est que le décret de nomination du 21 novembre 1979 ne porte aucune indication de durée, conformément à la tradition suivant laquelle un gouverneur est révoquant ad nutum.

Il existe, néanmoins, une lettre de mission « confidentielle » adressée par M. Barre au nouveau gouverneur, faisant mention d'un mandat de cinq ans. C'est pour cette raison que, rue de Rivoli, on justifie le changement de gouverneur : il n'était pas totalement opportun de renouveler pour cinq autres années le mandat de M. de La Genière, et le remettre à trois ans, par exemple, aurait été mal jugé.

Mal jugé ? Ce changement de titulaire à la Banque centrale le sera-t-il, en France comme à l'étranger où M. de La Genière avait depuis longtemps acquis la considération de ses pairs et des milieux financiers internationaux ? En dehors de nos frontières, certains le pensent, bien que M. Camdessus, le successeur probable, habité des réunions internationales, ait une excellente cote.

M. Renard de La Genière, il faut le dire, tout en observant le devoir de réserve des hauts fonctionnaires, et sans multiplier les déclarations comme le font M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, ou M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, ne s'est jamais abrité derrière ses fonctions, et cela tout au long de sa carrière.

Cet inspecteur général des

finances, âgé maintenant de cinquante-neuf ans, a d'abord été, de 1966 à 1974, directeur général du budget au ministère des finances, et certains ont conservé un souvenir douloureux, notamment dans les ministères « dépensiers ». Ses « notes » attiraient l'attention des autorités politiques, et l'une d'elles, au printemps 1974, avait soulevé une polémique entre les candidats à l'Élysée : elle montrait cruellement que, sans une aggravation de la pression fiscale, il faudrait abandonner plusieurs grands projets de l'État dans l'aéronautique et le nucléaire, notamment. De même, en 1977, M. de La Genière rédigeait un rapport « explosif » sur la gestion des entreprises publiques.

Comme gouverneur de la Banque de France, il n'a cessé de prêcher la rigueur « qui frappe les entreprises et doit s'appliquer également aux finances publiques » (lettre de présentation du rapport annuel de la banque pour 1983). Pour lui, la maîtrise des déficits internes commande les équilibres extérieurs, notion peu agréable aux différents gouvernements et qui a été abondamment exposée dans les rapports préparatoires pour le IX^e Plan, notamment celui établi par M. Prats, premier sous-gouverneur avant M. Camdessus.

À ce sujet, M. de La Genière se sentait en sympathie avec M. Jacques Delors, qu'il avait assuré, loyalement, de tout son concours, dans la période difficile pour le franc qui suivit le 10 mai 1981. Il avait, en particulier, soutenu activement le ministre des finances pendant les quinze jours qui précédèrent la troisième dévaluation du franc le 21 mai 1983, et au terme desquels M. Mitterrand opta pour une asténie accrue.

Ce soutien et la manière jugée très habile dont la Banque centrale avait géré la crise du franc au premier semestre 1983 avaient valu au gouverneur la considération de l'étranger. Cette considération se

n'est pas démentie, puisque vingt mois après cette dévaluation, le franc s'est très honorablement comporté vis-à-vis du mark allemand, très déprimé, il est vrai, par rapport au dollar.

De toute façon, estimaient certains, le sort de M. de La Genière était scellé après le départ de M. Delors et son remplacement par M. Bérégovoy, dont la conception et la manière d'agir diffèrent dans le sens d'une plus grande rapidité de décision, notamment. Ils ajoutent, également, que la bonne tenue actuelle du franc permet d'assurer un changement de titulaire sans remous graves, à l'intérieur comme à l'extérieur.

FRANÇOIS RENARD.

L'ACTIONNARIAT ALGÉRIEN DE L'UMB SERAIT RENFORCÉ

Parmi les solutions évoquées à propos de l'Union méditerranéenne de banques (UMB) (le Monde du 14 novembre) est envisagée l'entrée du Crédit agricole dans le capital de la banque, à hauteur de 35 %, le solde étant repris par les deux actionnaires algériens actuels (la Banque nationale d'Algérie et le Crédit populaire d'Algérie), auxquels viendraient « se joindre de nouveaux actionnaires » de nature nationale, nous a indiqué l'actuel président de l'UMB, M. Mostapha Abderrahim.

Au cas où cette hypothèse ne serait pas retenue (la « banque verte » a toutefois soumis le 14 novembre une proposition officielle en ce sens), la partie algérienne serait prête à reprendre la totalité du capital, précise-t-il.

Le redressement entrepris a permis de dégager pour les neuf premiers mois de l'exercice 1984 un bénéfice d'exploitation de 31 millions de francs et « nous allons terminer l'année avec un bénéfice important », explique M. Abderrahim, ajoutant que « si nous avons proposé le maintien de l'activité de cette banque, c'est que nous sommes convaincus qu'elle peut gagner de l'argent ».



PLANS/CONTRECALQUES
COMES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

Éléments Américains

TWA

LE GRAND HUIT A NEW YORK ET EN FLORIDE : 7490 F.*

1^{er} jour : Paris-New York sur 747 TWA. Départ grand confort. Arrivée à l'hôtel New York, c'est haut.

2^e jour : New York tout à vous. Vertige.

3^e jour : New York-Orlando sur TWA. La Floride, votre voiture, l'hôtel Anah!

4^e jour : La Belle Américaine vous entraîne.

5^e jour : Disneyworld, Epcot, entrez gratis. Votre cœur fait boum.

6^e jour : Highway to Miami! Hôtel, océan, palmiers. Vous plongez.

7^e jour : Vous plongez toujours. C'est bon.

8^e jour : Vous ramenez Miami-New York-Paris. TWA en pente douce. Déjà fini?

Ladies and gentlemen, TWA est heureux de vous accueillir sur son Grand Huit, du 15 octobre 1984 au 30 avril 1985 : vols Paris-New York, New York-Orlando, Miami-New York-Paris, 7 nuits d'hôtel, voiture pendant 5 jours en Floride, Disneyworld et Epcot, tout est compris. Le prix de cette attraction à couper le souffle ? 7.490 F. Réservez.

Consultez votre agent de voyages ou Loisirs S.A. à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.

*Prix par personne en chambre double. 1 adulte + 10 ans.

Vous plaire nous plaît.

SOCIAL

LES AUTORISATIONS DE LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE SONT-ELLES ILLÉGALES ?

Les autorisations de licenciement pour motif économique accordées par un inspecteur du travail depuis le 10 mai 1982 sont-elles frappées d'illégalité ? Un jugement du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne (Marne), en date du 18 septembre 1984, et qui reproduit la revue *Droit social*, dans son numéro 11 de novembre, conclut par l'affirmative en soulignant, dans ses considérants, que la « décision de licenciement, prise par une autorité incompétente, est irrégulière ».

S'appuyant sur les conclusions de M. Xavier Piret, conseiller, commissaire du gouvernement, le tribunal administratif a estimé que l'article 6 du décret du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département amène à considérer que la décision de licenciement économique « ne peut être prise que par le commissaire de la République ».

Dans l'affaire, la décision « a été prise par un inspecteur du travail, sur délégation du directeur départemental du travail et de l'emploi de la Marne, sans que ce dernier ait lui-même reçu un préalable en la matière ou délégation de signature du commissaire de la République ».

En outre, le tribunal a constaté que la décision de licenciement économique s'accompagne d'un accroissement de la dimension des familles.

Les dispositions pour les prêts aux jeunes ménages vont dans le même sens. Ceux-ci, actuellement versés par les caisses d'allocation familiale, seraient consentis par les banques, mais ils resteraient sans intérêt, comme aujourd'hui, grâce à des bonifications apportées par les caisses : au départ, on avait seulement prévu de ramener le taux à 7 %. Ainsi encourage-t-on les « familles en voie de constitution ».

Cette formule permettrait aux caisses, qui n'assurent plus la gestion des prêts, d'affecter le personnel réaffecté à la gestion des avances de pensions alimentaires. D'autre part, le gouvernement espère ainsi inciter les banques à compléter ces prêts par d'autres, comportant le paiement d'intérêts, mais moins coûteux que les prêts personnels normaux.

Ce dispositif implique de trouver de nouvelles ressources pour la Caisse nationale d'allocation familiale, puisque les bonifications pour les prêts aux jeunes ménages coûteraient à elles seules 600 millions de francs par an, soit 200 millions de plus que les prêts actuels. Il rendra plus difficile l'équilibre du régime général. Mais le choix est politique.

S.H.

● **Démision du président de Fiat France.** - Le président du groupe Fiat France, M. Vittorio Chiusano s'est démis de l'ensemble de ses fonctions dans le groupe italien pour se consacrer à ses activités de parlementaire européen. M. Chiusano vient d'être nommé vice-président du groupe démocrate chrétien italien à Strasbourg.

AGRICULTURE

L'« AFFAIRE BISSERIER »

La Ligue des droits de l'homme met fin à un conflit foncier vieux de quatre ans

(De notre correspondant)

Angoulême. - Il n'y a plus d'affaire Bissier. A quelques heures de la vente sur saisie des biens du fermier, l'arbitrage du commissaire de la République de Charente et l'intervention, décisive, de la Ligue des droits de l'homme ont mis fin à une affaire qui défrayait la chronique en Charente depuis quatre ans.

Le différend éclate en 1980 entre M. Bissier, fermier, détenteur d'un bail à Vieux-Corier, près de Confolens, et le nouveau propriétaire de ces terres, M. Rainaud, à la fois exploitant agricole et professeur. M. Bissier était-il réellement fermier ? Il y a trace de chèques bancaires, qui attestent le paiement d'un loyer. Mais le tribunal paritaire de Confolens refuse ces pièces, donc fait droit au nouvel acquéreur. Soutenu par les travailleurs-peysans, la famille Bissier refuse de quitter ses terres. D'appels en cassation, tous les jugements sans exception sont favorables à M. Rainaud. Chaque fois, le comité de soutien répond par des actions sur le terrain : des vaches sont enlevées, des foins coupés clandestinement, des bâtiments occupés par surprise.

On voit même des menaces de mort anonymes fleurir sur les murs d'un cimetière. Il y a quelques jours encore, une grange de M. Rainaud a brûlé, mystérieusement.

Le 10 mai 1981 redonne espoir au comité de soutien, qui se vante d'avoir reçu des assurances verbales au cabinet du ministre de l'Agriculture. De fait, M. Barbot, commissaire de la République en Charente, après une difficile négociation, trouve le moyen de recaser Serge Bissier, le fils, à très bon compte avec l'aide de la SAFER (société

d'aménagement foncier et d'établissement rural). « A situation exceptionnelle, moyens exceptionnels », dira le commissaire de la République, pour justifier cette installation à faire plaisir d'un jeune agriculteur.

L'affaire est-elle close ? Pas tout à fait : la justice a accordé 92 000 F d'indemnités à M. Rainaud, et les Bissier ne veulent payer qu'un fermage de 20 000 F. M. Rainaud demande donc la vente sur saisie des biens du père Bissier. A bout d'arguments juridiques, quatre membres du comité de soutien - dont Serge Bissier - entament une grève de la faim à Angoulême. Cette grève dure neuf jours. La Ligue des droits de l'homme propose alors sa médiation, qui est acceptée par M. Rainaud. Dans la nuit de lundi à mardi, en présence du préfet, un texte concret est enfin l'accord : la famille Bissier versera 30 000 F ; le ministre de l'Agriculture, sur une ligne budgétaire prévue pour les situations exceptionnelles, débitera 25 000 F, la Ligue des droits de l'homme s'engageant à trouver 15 000 F. Elle a assisté d'ailleurs ouvert une souscription ; total : 70 000 F. M. Rainaud renonce de son côté à une partie de l'indemnité qui lui avait été accordée les tribunaux et prend à sa charge des frais de justice importants.

Trois cents travailleurs-peysans, accourus d'une dizaine de départements pour s'opposer à la saisie, ont manifesté mardi après-midi 13 novembre leur soulagement dans les rues d'Angoulême. Une banderole venue du Larzac proclamait : « Gardons Bissier ».

JEAN-PIERRE DUFFIENNE.

LE PROCÈS RIOU A LA COUR D'APPEL DE RENNES

Ambiance calme pour évoquer des saccages

(De notre correspondant)

Rennes. - Trois mille agriculteurs de Bretagne et des pays de la Loire ont participé, mardi 13 novembre, à Rennes, à un rassemblement de solidarité avec huit responsables syndicaux agricoles du Finistère qui comparaissent le même jour devant la cour d'appel. Un rassemblement particulièrement calme au cours duquel plusieurs orateurs, dont M. Michel Tesseyrou, président du CNUA, ont défendu le droit des responsables syndicaux à exercer leur mandat.

An palais de justice, ambiance toujours aussi calme lors de l'évocation des cinq dossiers de saccage et destruction d'objets mobiliers et immobiliers concernant M. Jean-Jacques Riou, vice-président du CNUA du Finistère au moment des faits, et sept autres responsables syndicaux : 23 février 1982, saccage de l'hôtel des impôts de Châteaulin ; 23 avril 1983, destruction d'une voiture de la gendarmerie à Châteaulin ; nuit du 17 au 18 novembre 1983, saccage de l'hôtel des impôts de Carhaix ; 12 décembre 1983, destruction de la carcasse d'un camion dans la sous-préfecture de Brest ; y compris les appartements privés du commissaire adjoint de la République et du concubine.

Des faits inadmissibles qui doivent être réprimés sans fail-

lesse », a estimé l'avocat général qui a demandé la confirmation des cinq jugements déférés à la cour et retenant la culpabilité en tant qu'auteur ou complice de M. Riou et des sept autres prévenus. « Je n'entends pas justifier ce qui est injustifiable », a déclaré M. Spéner, du barreau de Paris, défenseur de M. Jean-Jacques Riou, qui, tout comme M. Le Cleach, du barreau de Quimper, a considéré que « la complicité par instruction donnée ne devait pas être retenue contre les responsables syndicaux. « La seule qualité de dirigeant syndical ne saurait justifier la complicité », a plaidé la défense, qui craint, avec l'extension du champ d'application de l'article 60 du code pénal, un retour à peine volée à la loi antiscandale.

Jean-Jacques Riou, qui a effectué douze jours de détention préventive en janvier dernier, est condamné en première instance à six mois et quinze jours de prison, dont deux mois avec sursis, et à 44 000 F d'amende. Des peines de deux mois de prison avec sursis et 4000 F d'amende ou de deux ans de suspension de permis de conduire et 30 000 F d'amende avaient été prononcées contre les autres prévenus. La cour d'appel de Rennes rendra ses arrêts le 26 novembre 1984.

CHRISTIAN TUAL.

LE GROUPE INTERAGRA VEND 200 000 TONNES DE BEURRE A L'URSS

Le groupe Interagra, que préside M. Jean-Baptiste Doumeng, a obtenu la vente de 200 000 tonnes de beurre à l'URSS. Il s'agit de 100 000 tonnes de beurre de moins de dix-huit mois de stockage vendues 1250 dollars la tonne et de 100 000 autres tonnes, vendues 450 dollars la tonne, qui ont plus de dix-huit mois de stockage et qui seront fondues pour des utilisations industrielles. Ce marché a été conclu dans le cadre d'un nouveau règlement communautaire d'octobre dernier qui accordait des restitutions importantes pour les exportateurs de très vieux beurres qui écouleraient en même temps des beurres plus récents. Les aides ainsi perçues par les exportateurs, les sociétés Fromançais et Françoise, s'élèvent à 141 ECU (ou 105,75 dollars) par tonne de beurre ancien et à 34,5 ECU (ou 27,5 dollars) par tonne de beurre-mois ancien.

La Commission avait offert cette possibilité pour décongestionner les stocks qui s'élevaient à 1 million de tonnes environ, sur deux destinations, l'URSS et le Proche-Orient. En fait, l'Iran, second acheteur mondial, importe des beurres de moins de quarante-cinq jours, et les autres pays du Proche-Orient, gros acheteurs également, des beurres de moins de quatre-vingt-dix jours. Seule l'URSS, dit-on à Interagra, peut permettre l'écoulement des stocks européens.

M. GUILLAUME TROUVE

« DRAMATIQUE » L'ACCORD DES DIX SUR LA LIMITATION DES DÉPENSES AGRICOLES

La décision prise lundi 12 novembre par les ministres de la CEE de limiter, en les prédatant, les dépenses de l'Europe versée, décision que M. Rocard a qualifiée d'« imbécillité collective » (le Monde du 14 novembre 1984), est contestée aussi par M. François Guillaume, président de la FNSEA. Il a déclaré, mardi 13 novembre, qu'« appliquer une discipline budgétaire pour les dépenses agricoles s'inscrivait dans une volonté de démantèlement de la politique agricole commune, initiée par les Anglais, soutenue par les Allemands et, hélas ! acceptée par la France ».

« Cette décision », a ajouté le président de la FNSEA, « va à l'encontre des assurances qu'avait données le président de la République, en nous indiquant que le budget doit être la conséquence d'une politique et non l'inverse ». M. Guillaume trouve « dramatique » que la France ait accepté d'aller dans cette voie. Ce d'autant qu'elle revient à limiter les moyens financiers nécessaires à l'élargissement de la CEE.

De son côté, le ministre italien des affaires européennes, M. Francesco Forte, a déclaré, mardi également, que son gouvernement ne s'estimait pas lié par l'accord de Bruxelles, « un accord limité purement politique, non juridique », une « mauvaise décision ».

AFFAIRES

Bella : la poupée cassée

(De notre correspondant)

Perpignan. - Le tribunal de commerce de Perpignan a prononcé, mardi 13 novembre, l'arrêt de l'exploitation de l'entreprise Berchet-Bella. Le 13 octobre, un jugement de liquidation de biens de l'entreprise, qui se trouvait en règlement judiciaire depuis le mois de septembre, avait laissé une mince ouverture avec cette poursuite de l'exploitation. Même pour le moment du franc symbolique, il n'y a pas cette fois d'acheteur, comme ce fut le cas il y a deux ans lors du premier dépôt de bilan, le 21 décembre 1982.

A cette époque, après six mois de recherches, et grâce surtout à la volonté politique de Jacques Delors qui avait fait obtenir un prêt pour la relance de l'entreprise, et à travers un montage du CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle), un repreneur, M. Jean-Louis Berchet, faisait repartir l'usine après une réduction d'effectifs importants, puis que trois cent quinze employés étaient conservés sur huit cents environ. Ce sont ces trois cent quinze personnes, auxquelles n'ont pas encore été versés les salaires d'octobre, qui se trouvent aujourd'hui privées d'emploi dans un département où déjà un travailleur sur cinq est au chômage. Mais l'affaire Bella, sur son message dévasté

également le personnel politique départemental.

Le député René Soum doit faire face à une crise au sein de la fédération du Parti socialiste, tandis que la ville de Perpignan qui a emprunté 135 millions de francs pour la construction de la nouvelle usine (prêt consenti par le conseil général) se trouve avec un investissement qui ne sera pas utilisé de sitôt dans un département par ailleurs sous-industrialisé. De plus les travailleurs au cours de leur lutte ont compris, et réussi à faire passer dans l'opinion, durant l'agonie de l'entreprise, l'idée que le repreneur, Jean-Louis Berchet a pu éviter de rendre des comptes sur l'utilisation des fonds publics dont il avait bénéficié.

Bella, dernière survivante d'une dizaine de petites usines de poudres, largement dispersées dans les Pyrénées-Orientales, était une des dernières de France. Sa modernisation a été entreprise sans doute trop tard, et certainement pas avec l'équipe qui aurait pu la sauver.

Pendant la chute de Bella, un autre fabricant (Corolle) a pu gagner une place sur ce même marché en réalisant un chiffre d'affaires identique à Bella, avec un effectif quatre fois moindre.

JEAN-CLAUDE MARRE.

LE CAPITAL DE NEYRPEC EST PARTAGÉ ENTRE FRAMATOME ET ALSTHOM-ATLANTIQUE

La société Framatome a déposé le 12 novembre auprès de M. Lafont, administrateur provisoire, ses propositions définitives de reprise des départements énergie et chaudronnerie de Creusot-Loire. Usinor, chargée de reprendre la métallurgie et l'armement, actuellement engagée dans des négociations sur la réduction du temps de travail, ne déposera ses propres propositions qu'à la fin de la semaine.

Valable un an, l'offre de Framatome ne diffère guère de sa lettre d'intention, déposée au début du mois d'octobre. En matière d'emploi, une dizaine de personnes des services centraux seront reprises en plus. Sur le plan industriel, des négociations avec Alsthom-Atlantique vont conduire à une nouvelle répartition du capital de Neyrpec, jusqu'à présent filiale à 65 % de Creusot-Loire et à 35 % d'Alsthom. Désormais, cette société, qui travaille notamment pour le programme nucléaire, sera partagée à égalité entre Framatome et Alsthom.

● **Aggravation de l'endettement des Charbonnages de France.** - L'endettement des Charbonnages de France dépassera 18 milliards de francs à la fin de 1984, soit 28 % de plus qu'à la fin de 1983, a indiqué le 13 novembre, le directeur général de Cdf, M. Michel Hug.

FIAT CRITIQUE RENAULT

Le bénéfice de Fiat-Auto - filiale qui représente 55 % du chiffre d'affaires du groupe - va progresser en 1984. C'est ce qu'a annoncé, le 13 novembre, M. Agnelli, le président du groupe italien, à la veille de l'ouverture du Salon automobile de Turin. M. Ghidella, directeur délégué à l'automobile, a rappelé que ces résultats étaient le fruit « non d'un miracle à l'italienne, mais d'une gestion correcte, compte tenu de l'environnement défavorable ».

« Nous avons fait au bon moment ce qu'il fallait », a ajouté M. Ghidella, qui a souligné que le seul de production nécessaire pour équilibrer les comptes de la branche automobile avait été réduit en quatre ans de 1 650 000 voitures à 1 270 000, et que la productivité du travail avait progressé de 37 %.

Les dirigeants de Fiat, ont par ailleurs, critiqué la régie Renault pour le prix de la Super5 sur le marché italien (38 500 F en bas de gamme contre 42 800 F en France). « Les coûts de Renault ne sont pas plus réduits que les nôtres, et Renault devrait normaliser ses rapports avec les contributeurs français avant de vouloir normaliser les marchés étrangers ».

L'entreprise devrait cependant équilibrer son compte d'exploitation (après aide de l'Etat) en 1984, selon une récente prévision établie par la direction. Cette forte progression de l'endettement résulte de l'important effort d'investissement du groupe, précisa-t-on au siège de Cdf.

3 JOURNÉES POUR NE PLUS ÊTRE REBUTÉ PAR LA MICRO-INFORMATIQUE.



Debut Lavoisier.

EMPRUNT

VILLE DE PARIS

12 novembre 1984 - 500 millions de F.

- Jouissance, règlement : 26 novembre 1984. Durée 10 ans.
- Taux variable : 90 % du T.M.O. avec minimum garanti de 6,5 %.
- Amortissement in fine.

PRIX D'ÉMISSION : 4.874 F. par obligation

une note d'information (voir C.O.B. 84-272 du 6.11.1984) peut être obtenue sans frais auprès de la Banque INDOSUEZ 96, Bd. Haussmann 75008 Paris et des établissements chargés du placement

100-102100, 1-1-1960

CEE

L'Europe de l'industrie n'est pas un mirage

1. La peur du voisin

par FRANÇOIS LAGRANGE

En 1983, M. Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie et de la recherche, a chargé M. François Lagrange d'une mission qui consistait à intensifier la coopération européenne en matière d'industrie et de recherche à travers la mise en œuvre de nouveaux projets.

M. François Lagrange, maître des requêtes au Conseil d'Etat, rapporteur général du comité d'étude pour la réforme de l'entreprise (1974-1975), ancien commissaire-adjoint au Plan, qui a reçu pour sa mission le concours de deux jeunes ingénieurs, MM. Philippe Nicolet et Jean-Louis Charon, résume ses principales conclusions dans deux articles dont nous présentons le premier aujourd'hui.

L'Europe vit aujourd'hui une contradiction majeure. Chacun ressent la construction européenne comme une ardeur nécessaire. Aucun projet politique ne rassemble autant les citoyens, de droite ou de gauche, jeunes ou moins jeunes, que ce soit en France, en Allemagne fédérale, au Benelux ou dans la péninsule ibérique. De fait, à l'échelle du monde d'aujourd'hui, les pays européens ne comptent qu'un travers de l'Europe.

Pourtant, la construction européenne s'enlise. Le poids de la bureaucratie, la force des corporatismes nationaux, non seulement paralysent les progrès futurs, mais risquent de remettre en cause l'acquis.

Face à cette situation, il ne manque pas d'hommes de bonne volonté pour lancer périodiquement un appel pressant : tel réclame une monnaie européenne, seule capable de créer une véritable zone économique ; tel préconise un renforcement des institutions pour faire naître un véritable pouvoir politique européen ; tel autre propose l'unité des diplômes en vue d'un système éducatif européen ; tel autre encore prône une politique industrielle commune accompagnée d'un partage de l'effort de recherche-développement.

Autant d'idées excellentes en elles-mêmes ; mais qui constituent, en l'état actuel des choses, autant de quasi-utopies. Pour faire effectivement progresser l'Europe aujourd'hui, il s'agit de ne pas tomber dans le piège du rêve mais de partir des réalités, même si celles-ci imposent des limites absurdes à ce qui peut apparaître souhaitable.

Au fil de l'histoire, à mesure que se sont accrues les prérogatives de la CEE, la Commission a peu à peu perdu une partie de ses pouvoirs au

profit du Conseil, qui s'en remet lui-même de plus en plus aux chefs d'Etat.

Ainsi, une institution chargée de mener à bien des politiques communes a progressivement redevenue une simple assemblée d'Etats souverains, l'unanimité étant la règle de décision et les arbitrages étant de plus en plus pris au niveau des chefs d'Etat. Or l'hétérogénéité des dix pays membres est telle qu'elle ne peut que conduire à des conflits d'intérêts majeurs sur nombre des sujets à traiter.

Que l'on mesure la difficulté du processus de décision d'un conseil de la CEE : à dix, c'est près de quatre heures de réunion qui sont nécessaires pour que chaque gouvernement puisse exprimer un simple point de vue en une vingtaine de minutes !

Passer de dix à douze accoutumera encore l'hétérogénéité des Etats. Et l'extension de la politique agricole commune à l'Espagne et au Portugal rendra encore plus nécessaire une réforme du financement.

La Communauté triomphera sûrement de ces difficultés. Mais la sagesse commande de ne pas trop charger la barque et de songer aussi à construire l'Europe par des voies complémentaires, à savoir des coopérations directes entre pays européens.

La logique économique dominante des firmes n'est pas européenne. Leur objectif prioritaire dans leur stratégie internationale est d'acquiescer au marché américain ou japonais, non seulement pour y vendre, mais aussi pour profiter du remarquable dynamisme, des innovations technologiques, financières et managériales de ces marchés. Depuis plusieurs années, le courant d'investissements Europe-Etats-Unis est supérieur au courant inverse. Les Japonais ont d'ailleurs la même stratégie : ils multiplient les accords et les implantations aux Etats-Unis, tandis que les firmes américaines recherchent, elles aussi, des partenaires japonais.

Fortement attirés par les Etats-Unis, et, dans une certaine mesure, par le Japon, les firmes européennes rencontrent de nombreux obstacles pour s'allier entre elles, non pas contrairement à ce que certains prétendent, des obstacles juridiques, fiscaux ou financiers. Certes, toute fusion repose sur des opérations complexes, et malheureusement cette complexité n'est pas moindre au sein de la Communauté qu'avec des pays extérieurs. Mais les véritables obstacles sont psychologiques : poids des rivalités entre firmes européennes directement concurrentes, depuis longtemps, sur le même mar-

ché ; poids des rivalités nationales, aucun pays ne voulant perdre son leadership, ou tout simplement sa présence dans une industrie donnée. On le voit bien lors des restructurations actuelles qui se font sur une base exclusivement nationale (sidérurgie, construction navale, chimie, textile...).

C'est là que réside, avec la dispersion des efforts en recherche-développement, l'une des principales faiblesses de l'Europe pour sa compétitivité : le tissu industriel européen ne parvient pas à se structurer, à se renouveler à l'échelle européenne. En d'autres termes, le marché européen existe pour les échanges de marchandises. Mais il n'existe pas pour les restructurations et les rationalisations qui devraient affecter les entreprises et leurs unités de production, alors que ces mêmes opérations se font aux Etats-Unis et au Japon sur la base de marchés plus étendus que chaque pays européen pris isolément. Même si cette faiblesse de l'Europe est peu sensible à l'opinion publique, elle n'en est pas moins réelle.

Le fait que dans la plupart des pays de la CEE le niveau de vie demeure encore supérieur à celui des Japonais et voisin de celui des Américains dissimule le déclin économique de l'Europe aux yeux de l'opinion. Cette idée de déclin n'est d'ailleurs pas admise par tous. Ainsi, les Allemands ont la conviction que leur économie, par sa supériorité dans de nombreuses industries, par la qualité de ses produits et de ses méthodes commerciales, peut faire face par ses seules forces aux concurrences extérieures, quelles qu'elles soient. Il est vrai que l'adoption récente par le gouvernement de la RFA d'un plan de développement de l'électronique témoigne de ce que la RFA, elle aussi, ne s'estime plus à l'abri de retard relatif dans les secteurs qui commandent l'avenir.

Les constatations qui précèdent conduisent à deux conclusions sur la façon de faire avancer l'Europe dans les prochaines années.

— Les Etats-Unis ont le devoir de chercher avec persévérance à orienter la Communauté vers un espace commun de l'industrie et de la recherche. Plusieurs réalisations sont dès maintenant possibles.

— Pour répondre aux enjeux pressants de la troisième révolution industrielle, il est indispensable de compléter l'Europe de la CEE par une série de projets concrets donnant naissance, de façon pragmatique, à une Europe à géométrie

variable fondée sur un réseau de multiples coopérations bilatérales ou multilatérales. Il s'agit de compenser les difficultés de la construction communautaire par une forte impulsion donnée à de nouveaux projets dans les activités d'avenir, telles que l'espace, l'aéronautique, les grandes infrastructures, l'informatique, les télécommunications ou les biotechnologies.

Très souvent, le cadre extra-communautaire correspond mieux aux exigences des projets industriels ou de recherche-développement dans la mesure où il s'agit d'associer des entreprises ou les seuls Etats intéressés par tel ou tel projet. Or les acteurs concernés varient avec chaque projet.

L'espace commun

Dans son memorandum européen de septembre 1983, la France a proposé à ses partenaires de jeter les bases d'un espace commun de l'industrie et de la recherche. Cinq orientations majeures sont retenues : donner un nouvel élan à la coopération dans le domaine de la recherche ; définir des normes européennes et ouvrir les marchés publics ; mettre la politique commerciale commune au service du développement industriel européen ; favoriser les alliances et les coopérations entre firmes européennes ; lancer des projets d'infrastructure européenne qui favorisent les échanges entre les entreprises.

C'est dans ces différentes directions que la CEE doit aujourd'hui poursuivre ses efforts.

Une première étape a été franchie avec l'adoption du programme ESPRIT (1) en février 1984.

ESPRIT a pour objectif de renforcer la coopération entre firmes européennes dans les technologies de l'information : microélectronique avancée, génie logiciel, traitement avancé de l'information, bureautique, productique.

Trois autres programmes concernant eux aussi des sujets fondamentaux peuvent être lancés dès maintenant :

1) **Biotechnologies.** A l'initiative de la Commission européenne et de la France, un programme « biotechnologies » a été présenté au cours du premier trimestre 1984.

Deux séries d'actions y sont proposées : la première tend à intensifier la formation, la diffusion des connaissances et l'information en

matière de biotechnologies ; la seconde tend à créer un environnement plus propice à leur développement industriel. Dans chaque cas, des mesures concrètes sont envisagées. On peut citer par exemple la constitution d'un réseau européen des banques de ressources biologiques et de banques de données biotechnologiques, ou encore l'aménagement du régime de prix des matières premières agricoles utilisées par les bio-industries (aujourd'hui pénalisées en Europe par des prix supérieurs aux cours mondiaux).

Sur la base de ces orientations, la Commission achève actuellement la préparation d'un véritable programme d'action.

2) Télécommunications.

En matière de télécommunications, les marchés européens restent encore très cloisonnés. Les normes et les procédures d'agrément des matériels sont en effet différentes d'un pays à l'autre, et les politiques d'achats publics privilégient les producteurs nationaux.

Une telle situation est doublement dangereuse.

En premier lieu, la taille critique est telle, aujourd'hui, notamment en matière de recherche-développement, qu'aucun pays européen ne peut plus prétendre disposer isolément d'une industrie compétitive. Le maintien des cloisonnements conduira à la fois à des gaspillages pour les politiques nationales d'équipement et à la perte de marchés étrangers.

En second lieu, l'explosion actuelle du marché des télécommunications ne concerne pas tant les équipements destinés aux marchés publics que l'ensemble des matériels à usage privé qui se raccorderont à des réseaux. Or, en ce domaine, l'hétérogénéité des normes et des procédures d'agrément en Europe entraîne une grande vulnérabilité de nos industries face aux assauts de la concurrence étrangère.

La Commission de Bruxelles a proposé aux Etats membres au cours de cette année de s'orienter vers les objectifs suivants :

— Ouverture progressive des marchés publics ;

— Harmonisation des procédures d'agrément ;

— Réflexion commune sur les futures infrastructures européennes (fibres optiques, réseaux numériques à intégration de services) ;

— Réalisation de projets pilotes en commun, tel un système de vidéo-communication réparti, d'ici deux ans, les dix gouvernements de la CEE ;

— Des actions communes de recherche et développement en matière de télécommunications.

Devant l'extrême importance pour l'avenir du secteur des télécommunications et de la nouvelle concurrence entrainée par la désintégration américaine et japonaise, il est essentiel que de telles orientations débouchent rapidement.

3) Le développement des échanges de chercheurs et de la coopération scientifique.

Les échanges intra-européens de chercheurs restent aujourd'hui très inférieurs à ceux existant entre l'Europe et les Etats-Unis.

Or créer un véritable espace européen de la recherche implique que soit atteint un haut niveau de mobilité des chercheurs entre les différents pays européens et que soient intensifiés les échanges d'informations scientifiques et techniques.

Dans son memorandum, la France a proposé de « parvenir, dans un avenir rapproché, à ce qu'au moins un chercheur sur deux ait eu la possibilité de séjourner et de travailler dans un autre pays européen, soit au cours de sa formation, soit durant son activité ».

La CEE a elle-même pris l'initiative d'un programme de « stimulation du potentiel scientifique », actuellement dans sa phase expérimentale, qui entend donner un nouvel élan à la mobilité des chercheurs et à la coopération scientifique au sein de la Communauté.

Trois types d'action pourraient être envisagés :

— Intensifier les échanges de chercheurs de longue durée, qui sont les plus profitables. La CEE pourrait prendre en charge une partie des coûts occasionnés par de tels échanges ;

— Constituer des « réseaux d'échanges et de communications », regroupant par spécialités différents laboratoires ou équipes de recherche européennes ;

— Instituer des bourses communautaires pour des étudiants ou des jeunes chercheurs, ainsi qu'une « carte de chercheur européen » qui donnerait droit à différentes prestations (hébergement et restauration à tarif réduit, conditions spéciales sur les transports, accès à des bibliothèques spécialisées...) (2).

Prochain article :

L'ère des projets concrets.

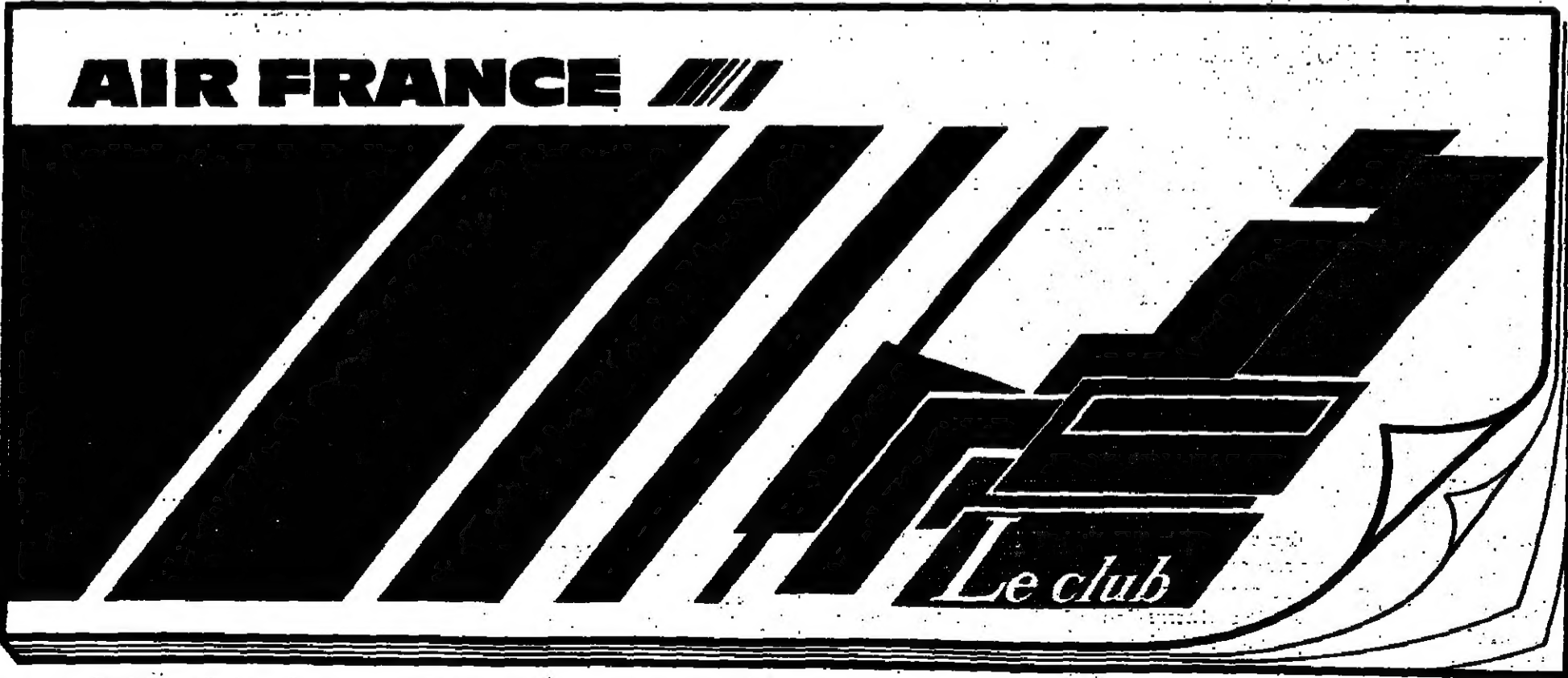
(1) European Strategic Program of Research and Development in Information Technology.

(2) Un programme d'inspiration identique a été décidé lors de la dernière conférence à Paris des ministres de la science du Conseil de l'Europe : c'est la France qui est à l'origine de cette conférence.

Quelle est la Classe Affaires la moins chère sur les U.S.A. ?

La réponse est dans le billet.

AIR FRANCE



Le parcours Paris-New York en classe Air France Le Club ne coûte que 5515 F. Air France Le Club, c'est une classe à part conçue pour répondre à vos exigences ; c'est aussi la classe affaires la moins chère entre Paris et New York.

Dès l'aéroport, un service particulier vous est assuré. A bord, votre fauteuil, étudié pour votre bien-être, vous est réservé. Pour votre confort, un vestiaire, des écouteurs électromagnétiques, un meuble bar-bibliothèque. Apéritif, re-

pas et toutes boissons à discrétion, vous seront proposés.

Avec le billet Air France, vous pouvez vous rendre également sans escale à Houston, Chicago et Los Angeles en classe Air France Le Club.

Le billet tous services

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Les trois s'ouvrent », par Patrick Jemeau : « L'Europe sous perfusion » (II), par Jean Boudier : Courrier.

ÉTRANGER

3. TENSION ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE NICARAGUA.

4.5. ASIE

- INDE : les élections du 24 décembre. Les rapports entre l'Inde et le Pakistan se sont détériorés en Asie centrale, depuis l'invasion de l'Afghanistan.

6. AFRIQUE

- Les tensions s'accroissent entre Tunisie et Tripoli.

7. EUROPE

- LIBAN : « Châtiments islamiques ».

POLITIQUE

8. Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

9. « Le brouillard des idées » (III), par Jean-Yves Lhonnau.

SOCIÉTÉ

10. Après le drame d'Épône.

11. Le débat sur la sécurité.

12. ÉDUCATION : M. Chevènement « en tournée » dans l'aire.

14. SPORTS : Cyclisme : Laurent Fignon à l'épreuve des Six Jours.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

15. 1984, un film de Michael Radford.

Rétrospective Meret Oppenheim à l'ARC.

16-17. Boy meets girl, un film de Luc Côté.

20. SÉLECTION.

PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.

89 FM à Paris

ABO « Le Monde »

232-14-14

mercredi 14, 19 h 30 :

LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS

BERTRAND LE GENDRE et LAURENT GRELSAMER

répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

ÉCONOMIE

29. CONJONCTURE : nouvel assouplissement du contrôle des changes.

29-30. SOCIAL.

- AFFAIRES.

- AGRICULTURE.

31-32. CEE : « l'Europe de l'industrie n'est pas un mirage », par François Lagrange.

RADIO-TÉLÉVISION (25)

INFORMATIONS

« SERVICES » (14) :

« Jeunes » : Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».

Amusements classés (27-28) ; Carnet (28) ; Programme des spectacles (21 à 25) ; Marchés financiers (33).

Le numéro de « Monde » daté 14 novembre 1984 a été tiré à 458 819 exemplaires

RODIN

TISSUS

« COUTURE »

L'originalité et l'esprit de la mode

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

(Publicité)

Ne démontez pas la vieille baignoire

Les spécialistes Rénobain viennent sur place la remettre à neuf à peu de frais. Blanc ou coloris de votre choix. Travaux garantis. Vingt ans d'expérience. 5, rue de la Casseuse, 91120 Villebon-sur-Yvette, tél. (0) 010-51-89.

A B C D E F G

Que se passe-t-il au « Monde » ?

La situation de la presse écrite quotidienne en France n'est pas brillante, il s'en faut. Le Monde a sa part de difficultés dont il a régulièrement informé ses lecteurs. Elles sont comparables à celles de ses confrères, parfois plus graves, parfois moindres. Il s'en préoccupe sérieusement en distinguant ce qui procède de la crise générale de la presse de ce qui provient de ses lourdeurs spécifiques.

L'intérêt légitime porté à notre journal - l'un des plus prestigieux de la presse internationale, s'il est permis de le rappeler - conduit certains de nos confrères à manifester, à notre égard, une curiosité de tous les instants et un souci d'informer leur public, petit ou grand, qu'ils n'aspirent pas à leurs propres affaires. Nous ne sommes pas indifférents à la manière dont on parle de nous et nous avons conscience, parce que le Monde est une maison de presse, transparente et fragile, d'en encourager, parfois, les plus dommageables travers.

Encore faut-il que nos lecteurs ne se sentent pas frustrés en croyant apprendre ailleurs, avec beaucoup d'inexactitudes, ce qui se passe au Monde. Voici donc le dernier état de la question. - Le collage des quatorze personnes physiques qui détiennent 40 % des parts de la SARL le Monde - dites parts A - inquiète de la situation financière du journal et de son avenir, a décidé à l'unanimité de proposer aux autres porteurs de parts la nomination auprès de l'actuel gérant unique, directeur de la publication, André Laurens, d'un gérant chargé de la gestion. Il s'agit de la nomination de Bernard Rous, directeur général du Courrier Picard.

Pour la Société des rédacteurs, qui détiennent 40 % des parts, le conseil d'administration, saisi de la proposition des porteurs de parts A, a publié le communiqué suivant : « Le conseil de la Société des rédacteurs du Monde rappelle que le SRM s'est prononcé pour la gestion unique en novembre 1979 à une très large majorité. »

Le conseil a été saisi par la gérance d'un plan de redressement de l'entreprise, actuellement en négociation, avec une échéance fixée au 1^{er} décembre 1984. Dans ces conditions, le conseil de la SRM estime qu'il ne saurait, avant cette date, soumettre à une assemblée générale le vote émis le 12 novembre par les porteurs de parts A de rétablir une cogérance. »

La gérance des cadres (5 % des parts) se prononcera ultérieurement et la Société des employés (4 %) a prévu une assemblée générale le 27 novembre. La gérance décline statutairement 11 % des parts. André Laurens, qui l'a assumée depuis juillet 1982, a fait connaître aux représentants des porteurs de parts A les raisons pour lesquelles il ne renouvellerait pas ses propositions. Désigné, délibérément, comme gérant unique, il n'entend pas revenir sur un choix qui était aussi le sien pour des raisons bien précises. La proposition de cogérance ne lui paraît pas répondre aux véritables problèmes qui se posent au Monde et intervient inopportunistement alors que se négocient des mesures de restructuration et de redressement. Enfin, il estime devoir préserver, aussi longtemps qu'il lui sera possible, l'autorité et la marge d'action du seul pôle de pouvoir responsable et sanctionnable de l'entreprise.

Le gérant s'est engagé à mettre en œuvre des mesures d'économie qui, parallèlement, impliquent des réorientations stratégiques de la fabrication et de la gestion. Il estime que l'entreprise doit d'abord faire la preuve, par elle-même, de sa capacité de redressement dans ce domaine et pour la reconstitution de ses fonds propres. Il convoquera une assemblée générale extraordinaire autour de l'échéance du 1^{er} décembre (qu'il avait déjà fixée) de telle sorte que les porteurs de parts puissent se prononcer clairement sur toutes les propositions, mesures et orientations qui leur sont soumises. A.L.

La séance de négociation sur la flexibilité de l'emploi a été annulée

Conséquence de l'épône, la douzième séance de négociation sur la « flexibilité » de l'emploi, prévue mardi 13 novembre à 17 h 30 au siège du CNPF, n'a pu avoir lieu et sera donc reportée au 3 décembre.

Tard dans l'après-midi, les quatre organisations syndicales (CGT, FO, CGC et CFDT) ont fait savoir qu'elles avaient demandé l'annulation de la rencontre au CNPF et à la CGPME qui en ont « pris acte ». Dans une déclaration, M. Jean Kasper (CFDT) a expliqué la décision en regrettant que « la CGT utilise la rencontre prévue ce jour pour faire prévaloir un point de vue qui n'a rien à voir avec les négociations ». De son côté, M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, précisait que le report avait été accepté « afin d'éviter les provocations », mais déplorait « le climat d'intolérance qui est en train d'entourer l'exploitation d'un événement dramatique ».

Le 11 novembre, le bureau confédéral CGT avait annoncé que sa délégation se refusait à participer à la séance de négociation, à l'heure même où il appelait à une manifestation devant le siège du CNPF.

DOLLAR EN HAUSSE

9,10 F
En baisse mardi 13 novembre, le dollar s'est vivement redressé mercredi 14, passant de 2,91 DM à 2,9650 DM et de 8,9670 F à 9,10 F.

Cette hausse a été amorcée mardi soir à New-York, où les déclarations d'un conseiller du président Reagan confirmaient qu'il n'y avait pas d'impôts nouveaux ou renoués les craintes sur le déficit budgétaire.

Selon « El País »

DES CONTACTS ONT EU LIEU ENTRE MADRID ET UN DIRIGEANT DE L'ETA

(De notre correspondant)

Madrid. - « Le gouvernement espagnol est entré en contact avec deux reprises, de manière indirecte, avec le dirigeant principal de l'ETA militaire, Domingo Irujo Abasolo (« Txomin »), depuis l'offre de négociation formelle publiquement le 22 août » (par le ministère de l'Intérieur). C'est ce qu'affirme, dans son édition de ce mercredi 14 novembre, le journal El País de Madrid.

Selon le quotidien, ces deux contacts indirects « ont été réalisés par les services de renseignement espagnols dans le premier cas, et par le gouvernement français dans le second ». L'article précise également que « l'ambassade de France en Espagne a servi de médiateur ». Dans les milieux diplomatiques français à Madrid, qui ne démentent pas l'information publiée par El País, on rappelle à cet égard que la France s'est toujours prononcée en faveur d'une solution négociée du conflit basque.

El País affirme, par ailleurs, que, après ces deux contacts, une note de division s'est fait jour au sein de l'ETA militaire. « Txomin » serait « disposé à abandonner les armes face à un autre secteur de l'organisation, dirigé par Santiago Larra Michelena (« Txiquier »), qui entend poursuivre les actions terroristes ». Ce n'est pas la première fois que la presse espagnole présente Domingo Irujo Abasolo comme l'un des principaux tenants des thèses « conciliatrices » au sein de l'ETA. Plusieurs quotidiens de Madrid ont d'ailleurs attribué à cette caractéristique le fait que « Txomin », bien qu'il ait quitté la ville de Tours, où il avait été assigné à résidence en janvier dernier, a été contraint de se rendre à l'ambassade de l'ETA, et arrêté par la police française depuis lors.

T.M.

M. CHEYSSON

COMMISSAIRE EUROPÉEN ?

Bruxelles (AFP). - Le ministre français des Affaires étrangères, M. Claude Cheysson, s'est refusé à confirmer ou à démentir, lundi 12 novembre, à Bruxelles, les rumeurs selon lesquelles il serait bientôt nommé commissaire européen. « On dit beaucoup de choses de moi », a répondu M. Cheysson aux journalistes qui l'interrogeaient en marge du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE. Paris devrait donner le nom du nouveau commissaire français au conseil européen de Dublin, les 3 et 4 décembre prochains, a ajouté le ministre français.

Selon certaines rumeurs, M. Cheysson, soixante-quatre ans, serait nommé prochainement à l'un des deux postes qui reviennent à la France au sein de la commission de Bruxelles. Paris a déjà nommé M. Jacques Delors, ancien ministre français de l'économie et des finances, pour occuper le premier poste français, et les dix gouvernements de la CEE sont convenus que M. Delors sera président de la commission, en remplacement de M. Gaston Thorn, luxembourgeois.

[A Paris, dans les milieux autorisés, on se refuse à démentir les rumeurs faisant état d'un départ de M. Cheysson du Quai d'Orsay, où il serait remplacé par M. Robert Dumas. Ce départ n'est cependant pas prévu pour les prochains jours, puisque M. Cheysson devrait effectuer la semaine prochaine une visite officielle aux États-Unis.]

• Au conseil général de la Haute-Marne. M. Pierre Niederberger (UDF-FR) a été élu, lundi 12 novembre, président du conseil général de la Haute-Marne. Il succède à René Rollin (UDF) décédé au mois de juin.

[M. Niederberger, médecin, conseiller général du canton de Wassy, était auparavant vice-président. Son élection à la présidence de l'assemblée départementale a été acquiescée par 24 voix sur 32 votants. Le candidat socialiste, M. Popko, conseiller du canton de Vignory, a obtenu 4 voix ; M. Collin, élu d'opposition du canton de Saint-Mihiel-Semilly, premier vice-président, en a eu trois ; M. Lhonnau, conseiller du canton de Rethel, en a eu deux ; M. Rollin, qui s'est démis de ses fonctions, a eu la victoire de M. Jean Kallmeyer (RPR).]

• Report de la vingt-quatrième partie du Championnat du monde d'échecs. - Karpov a fait reporter au vendredi 16 novembre la vingt-quatrième partie, qui devait se jouer mercredi. Le champion du monde a ainsi utilisé, in extremis, le deuxième des trois time out (temps de repos) auxquels il a droit pendant les vingt-quatre premières parties, et pourra « refaire le coup » une dernière fois vendredi.

Sur le vif

Saucisson sans beurre

Les plateaux-repas du TGV sont immangeables... Cette déclaration fracassante de Fabius Fabius au cours de son récent voyage au Canada - la seule jugée digne d'être rapportée par les médias - fera date. Staline, les soviétiques l'avaient surnommé la locomotive de l'histoire ; nous, on a mieux, on a le wagon-restauration. Moi, quand j'ai vu ça, j'ai rendu grâce au ciel. Enfin un homme d'État digne de ce nom, un guide éclairé, un petit père du peuple qui ne répugne pas à descendre de son piédestal et à entrer dans le moindre détail de la vie des simples gens. C'est vrai, être gouverné d'aussi près, ça rassure, ça console, ça permet d'espérer. Parce que nous, les petits, les médiocres, les usagers, on a beau gémir contre l'infatigable mépris de la bouffe, elle s'en fait royalement le SNCF. Ce n'est pas ça qui l'incitera à rectifier le tir. Au contraire, ça l'incite, ça le pousse, ça l'invite à rogner encore sur le saucisson sans beurre et sur la crème caramel en sachet. Pourquoi se gêner ? On est complètement désarmé devant elle. On n'a aucun moyen de pression. Sinon la grève de la faim sur le trajet Paris-Dijon ou le sandwich et le quart Vitel schenés au buffet de la gare de Lyon. Alors que là, ce coup de semonce, venu d'aussi haut, ça a dû faire l'effet d'un coup de tonnerre dans les bureaux. Vous me direz : comment il le sait, Fabius, que la cuisine est dégoûtante sur le TGV. Il ne doit pas le prendre au sérieux. Il ne se déplace qu'en avion, un avion du GLAM, avec foie gras et champagne. D'accord, mais il connaît quelqu'un qui a pris le train et qui lui a signalé. Sa réaction a été immédiate, foudroyante. C'est ça un chef de gouvernement jeune, moderne, dynamique, efficace, connaissait ses dossiers sur le bout des doigts. On ne sait pas la chance qu'on a.

CLAUDE SARRAUTE.

EN GRANDE-BRETAGNE

Le budget de 1985 comportera une légère réduction des impôts

De notre correspondant

Londres. - En révélant, le 12 novembre, les grandes lignes de ce que sera - en mars - le prochain budget, le chancelier de l'échiquier, M. Nigel Lawson, a annoncé une réduction des impôts pour un montant total de 1,5 milliard de livres (environ 17 milliards de francs), alors que l'ensemble des dépenses publiques pour l'exercice 1985-1986 est évalué à 132 milliards de livres (1 500 milliards de francs).

Cette réduction est assez symbolique - M. Lawson avait d'ailleurs souhaité la rendre plus substantielle - mais le gouvernement de M. Thatcher a voulu ainsi tenir une promesse que depuis des années on lui reprochait amèrement de n'avoir pas tenue.

Pour le reste, le nouveau budget paraît devoir être la copie conforme du précédent. Le gouvernement manifeste de cette façon sa volonté de continuité et de stabilité. Il signifie à ceux qui le critiquent qu'il n'y a pas lieu de modifier sa politique, malgré quelques alertes en cours d'année, notamment après la hausse des taux d'intérêt de l'été dernier et le déshébergement de la livre. Le gouvernement maintient que la longue grève des mineurs n'a pas eu d'effet majeur sur l'économie.

A ce propos, M. Lawson a indiqué que la croissance sera de 3,5 % pour l'exercice en cours. Selon le Trésor elle aurait été de 1 point supérieur s'il n'avait pas fallu tenir compte des conséquences du conflit dans les houillères.

M. Lawson a provoqué des remous en annonçant la disparition prochaine des billets d'un livre, remplacés par une pièce qui n'est guère appréciée du public. - F. D.

CELIBATAIRES AIMERIEZ-VOUS CHANGER VOS RENCONTRES ?



Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des personnes dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres. C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1950

PARIS - BRUXELLES - GENÈVE

Envoyez-moi sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mlle. _____

Prénoms _____

Adresse _____

à M. PIERRE ION, 94, rue Saint-Louis, 75008 PARIS - Tél. : 01-47-70-40-41

à M. ROBERT LAROCHE, 101, rue de la République, 105, BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. : 021-74-30-31

à M. ALBERT LAROCHE, 101, rue de la République, 105, BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. : 021-74-30-31